

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

DE L'ÉVOLUTION DU COMMERCE  
DES  
VINS DE CHAMPAGNE  
DE 1914 A 1921

---

THESE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le lundi 5 février 1923, à 3 h. 1/2*

PAR

**Pierre VERNIER**

---

*Président : M. GERMAIN MARTIN, professeur*

*Suffragants :*  $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. PERREAU, professeur} \\ \text{DOLLÉANS, chargé de cours} \end{array} \right.$

---

PARIS

JOUVE ET C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

---

1923



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT



FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

DE L'ÉVOLUTION DU COMMERCE  
DES  
VINS DE CHAMPAGNE  
DE 1914 A 1921

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le lundi 5 février 1923, à 3 h. 1/2*

PAR

**Pierre VERNIER**

---

*Président : M. GERMAIN MARTIN, professeur*

*Suffragants : } MM. PERREAU, professeur  
DOLLÉANS, chargé de cours*

---

PARIS

JOUVE ET C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

---

1923

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-  
pro-  
bation aux opinions émises dans les thèses: ces opinions doivent  
être considérées comme propres à leurs auteurs.*



MEIS ET AMICIS



DE L'ÉVOLUTION DU COMMERCE  
DES  
VINS DE CHAMPAGNE  
DE 1914 A 1921

---

INTRODUCTION

GÉNÉRALITÉS

Ce qu'il faut entendre par Vins de Champagne.

Définition de la Champagne viticole : les décrets de délimitation

La protection du droit à l'appellation « champagne ».

Quel est exactement le domaine de production et de manipulation des Vins de Champagne ! Telle est la question préliminaire qu'il importe de solutionner avant d'entreprendre l'étude des répercussions que la guerre a produites sur ce commerce. L'ancienne province de Champagne, aussi célèbre au point de vue historique par les événements dont elle fut le théâtre, qu'au point de vue économique par la renommée mondiale de ses crus, ne constitue pas en effet, en son intégralité, ce qu'on a coutume de dénommer « Champagne viticole » ; cette appellation ne s'applique au contraire qu'à une faible partie de ce qui formait, avant la Révolution, un des douze

grands gouvernements du royaume. La Champagne, alors d'une superficie de 30.000 kilomètres carrés, comprenait la totalité de quatre de nos départements actuels (l'Aube, la Marne, la Haute-Marne, les Ardennes) et des régions plus ou moins étendues dans trois autres de nos départements : Aisne, Seine-et-Marne, Yonne. Or on peut dire qu'aujourd'hui, à part quelques exceptions sans grande importance, le vignoble champenois aligne en réalité ses rangées de ceps dans un seul département : celui de la Marne (1).

Les arrondissements du Reims, d'Epernay, de Châlons-sur-Marne, voilà les vrais producteurs de champagne ; et pour être exact, il faut leur ajouter les communes de Tréloup et Courcelles de l'arrondissement de Château-Thierry, encore que les vins provenant de ce dernier arrondissement soient traités avec un certain dédain et considérés, auprès des grands crus champenois, comme le « parent pauvre de la famille ».

Mais si, délaissant le côté purement pratique de la question, on envisage la délimitation administrative de la Champagne viticole, telle qu'elle résulte du décret du 17 décembre 1908, on voit que les vins produits et manipulés dans certaines communes du département limitrophe : l'Aisne, peuvent se parer légitimement de l'étiquette « champagne ». Sans doute les communes bénéficiant du décret sont assez nombreuses, mais leur production ne présente guère une notable importance :

La superficie du vignoble champenois, en envisa-

1. C'est en ce sens que se prononcent déjà M. Cavoleau en 1827 (*Enologie française ou statistique de tous les vignobles*) et le Dr Guyot (1868) (*Etude des vignobles de France*).

geant uniquement le département de la Marne, seul intéressant, était en 1912 de 13.195 hectares qui se répartissaient ainsi :

|                              |       |          |
|------------------------------|-------|----------|
| Arrondissement de Reims..... | 6.207 | hectares |
| — d'Epernay.....             | 5.325 | —        |
| — de Châlons.....            | 643   | —        |
| — de Vitry-le-François.....  | 967   | —        |
| — de St-Menehould.....       | 23    | —        |

En se reportant à la superficie du vignoble, il y a un siècle environ, on constatait une diminution inquiétante, puisqu'en 1817 les vignes occupaient 20. 500 hectares (1) ; à quelles causes faut-il attribuer cette disparition d'une partie importante des surfaces ainsi cultivées ? elle résulte certainement des frais multiples qui grèvent le petit propriétaire pour l'entretien de sa vigne, des dépenses parfois considérables qu'il est obligé de faire pour lutter avec quelque succès contre les ennemis de la vigne, des déboires causés par le phylloxéra, la mévente etc... Mais, pour avoir perdu en quantité, le vignoble de la Marne n'a point démerité sa réputation en qualité, et nombre de ses crus sont connus et appréciés du monde entier ; généralement on divise les régions de production en deux grands groupes :

1° Le groupe de la rivière de la Marne qui se subdivise lui-même en 3 :

a) la côte d'Avize, avec les grands crus comme Cramant, Avize, Oger, le Mesnil-sur-Oger, puis Vertus, etc ;

b) La rive de la Marne : avec les grands crus comme Ay, Mareuil sur-Ay, puis Cumières, Avenay, Hautvillers, Dizy ;

c) La côte d'Epernay qui ne renferme pas de grands crus, mais compte comme premiers crus Epernay, Pierry, Moussy, Vinay.

2° La Montagne de Reims, qui se subdivise elle-même en :

- a) Haute Montagne : Verzy, Verzenay, Ludes, Chigny.
- b) Basse Montagne : Saint-Tierry, Hermonville.

Si les vins produits ou manipulés dans la Marne ou les communes spécifiées par le décret de 1908 sont seuls à pouvoir porter légalement le nom de « champagne », il ne nous en faut pas moins envisager ici son rival immédiat à qui la loi pour éviter toute confusion a imposé la dénomination de « champagne 2° zone »... C'est à la suite et en réponse au décret de délimitation du 17 décembre 1908 que se produisit une violente effervescence parmi les populations de l'Aube qui, par simple décision de l'autorité, se voyaient exclues de la Champagne, elles dont le chef-lieu avait été jadis la capitale de toute la province : leurs véhémentes protestations et leurs manifestations réitérées eurent pour résultat le vote au Sénat (11 avril 1911) d'un ordre du jour invitant le gouvernement à soumettre aux Chambres un projet de loi pour lutter contre la fraude, mais « sans maintenir les délimitations territoriales qui peuvent amener des divisions entre Français ». Malheureusement cette proposition, toute de conciliation, ne rencontra pas auprès de certains intéressés l'accueil favorable qu'on en attendait : les vigneronns champenois, redoutant avec la réintégration de l'Aube une baisse des prix et un placement plus difficile de leurs produits, se révoltèrent et se livrèrent à de regrettables actes de pillage. Seul un compromis pouvait donc apaiser ces deux intérêts diamétralement opposés et également passionnés : ce fut là l'œuvre du Conseil d'Etat, invité par le gouvernement à élaborer un nouveau décret qui maintien-

draît d'une part la délimitation de la Champagne, mais assurerait de l'autre aux vins de l'Aube et de la Haute-Marne une protection efficace : c'est dans cet esprit que fut promulgué le décret du 7 juin 1911 créant la « Champagne 2<sup>e</sup> zone », entièrement distincte de la Champagne viticole proprement dite, et soumise à un régime tout différent.

C'est ainsi que se présentait la situation à la veille de la guerre ; situation qui revêtait un certain caractère d'instabilité par suite de l'opposition auboise à cette délimitation assez arbitraire : si, en effet, les vins produits dans l'Aube ne peuvent se comparer avec les grands crûs récoltés dans la Marne, il n'en est pas moins vrai par contre que certains d'entre eux sont de beaucoup supérieurs à ceux récoltés dans les cantons de Vailly ou Condé-en-Brie par exemple — plus que ces derniers, ils mériteraient à tous points de vue, semble-t-il, l'appellation « champagne ». L'Aube a pu être délibérément exclue de la Champagne viticole en 1908 à la suite d'influences politiques, mais il a toujours existé de fervents partisans de sa réintégration ; le décret du 7 juin 1911 ne leur a nullement donné satisfaction, et depuis la guerre notamment une ardente campagne s'est poursuivie afin que l'Aube prenne à nouveau la place qu'elle estime lui être due.

Les décrets de délimitation sont actuellement toujours en vigueur, mais une grave atteinte semble leur avoir été portée par la loi du 6 mai 1919 sur les appellations d'origine ; celle-ci dans son article 11 s'exprime ainsi : « tout récoltant qui entend donner à son produit une appellation d'origine est tenu de l'indiquer dans sa déclaration de récoltes ; si la déclaration n'est pas contestée dans le délai d'un an, la mention réclamée pour les vins est acquise au

déclarant qui acquiert ainsi le bénéfice de l'appellation d'origine réclamée. » Le résultat de cette disposition ne s'est pas fait attendre : de nombreuses listes de déclarants aubois ont demandé l'appellation champagne pour des vins de diverses communes de ce département ; quelques négociants de Seine-et-Marne ont agi dans le même sens et plusieurs négociants de la Marne, ayant acheté des vins de l'Aube, ont demandé pour eux le bénéfice de l'appellation champagne... Menacé dans ses intérêts, le Syndicat général des Vignerons de la Champagne délimitée, usant du droit à lui accordé par l'article 1<sup>er</sup> de la loi, a multiplié ses contestations et intenté notamment une action devant le tribunal de Bar-sur-Aube qui rendit son jugement le 25 février 1921 : or ce jugement rejetant les prétentions du Syndicat des Vignerons de la Champagne délimitée, reconnaît que les propriétaires des diverses communes de l'arrondissement de Bar-sur-Aube ont le droit d'user pour leurs vins de l'appellation « champagne » ; « leur origine, non contredite par les usages, leur donne ce droit », déclare la décision du tribunal. De même le tribunal de Bar-sur-Seine a reconnu à ses vignerons le droit à l'appellation champagne (juin 1921).

Si cette thèse était admise et généralisée il est évident que la valeur pratique des décrets de délimitation deviendrait à peu près nulle ; mais le Syndicat des Vignerons de la Champagne délimitée, se méfiant à juste raison de l'ambiance du milieu, a entendu porter le jugement devant la Cour d'Appel de Paris, et c'est à elle qu'il appartient désormais de trancher le débat. — Quel que soit le parti auquel elle s'arrête ; on peut se demander si la réintégration de l'Aube constituerait présentement une mesure bien opportune : qu'en résulterait-il donc ? les vins de la Marne

verraient sans aucun doute leur prix baisser, par suite de la concurrence à eux faite par les 280.000 hl. de l'Aube, mais le prix de ces derniers hausserait-il du fait qu'ils seraient achetés par le commerce des champagnes ? cela semble bien improbable : vu la crise actuelle le commerce n'absorbe pas la totalité des vins produits dans la Marne, et dès lors les vins de l'Aube trouveraient difficilement acquéreurs : la ruine du vigneron champenois, aucun avantage appréciable pour les vigneron aubois, tels seraient les effets d'une semblable mesure prise à l'heure actuelle. — En laissant de côté la question juridique et en se plaçant uniquement sur le terrain de l'opportunité, le moment apparaît donc comme peu favorable à la réintégration de l'Aube.

Un produit aussi renommé que le sont les vins de champagne ne devait pas manquer de provoquer de multiples fraudes et de susciter de nombreuses contrefaçons (1) ; tantôt ce sont des commerçants français peu scrupuleux qui vendent indûment des vins d'une provenance quelconque sous la dénomination « Champagne », tantôt ce sont des étrangers qui, fabriquant chez eux des mousseux indigènes, les parent faussement de ce titre. Contre cette concurrence déloyale existe-t-il des mesures efficaces susceptibles de protéger nos véritables vins de champagne ! cette question contient en réalité deux problèmes bien distincts que nous effleurons seulement.

a) *Protection nationale.* — Depuis longtemps, sous les efforts persévérants du commerce français, insuffisamment armé cependant par la loi du 28 juillet 1824, la jurisprudence, pour assurer la probité et la

1. Voir M. Germain Martin, *Essai sur la vente des vins.*

loyauté des échanges, avait consacré le droit des appellations d'origine (arrêts de cassation du 12 juillet 1843 et 26 juillet 1889 pour les champagnes) ; mais la répression pénale des fraudes sur les appellations d'origine n'a été instituée en France que par la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 ; c'est en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de cette loi que furent rendus les règlements d'administration publique délimitant la Champagne ; la loi du 10 février 1911 fixa ensuite les mesures à prendre dans les régions délimitées pour garantir l'origine des vins de champagne ; cette dernière loi fut d'ailleurs abrogée par celle du 6 mai 1919 sur les appellations d'origine. En vertu de celle-ci les vins mis en vente doivent, afin d'éviter toute confusion, porter la désignation de leur qualité et de leur origine : vin de champagne pour les vins de la région délimitée, vins mousseux pour les mousseux étrangers à la Champagne, mousseux gazéifiés pour les vins rendus effervescents par addition d'acide carbonique (art. 20 et 21) ; les vins *mousseux* récoltés en Champagne peuvent seuls porter l'étiquette « Champagne » ; les vins non mousseux, mélange de divers crus, récoltés en Champagne, doivent être définis « vin nature » ou vin naturel de Champagne » ; quant aux vins non mousseux issus d'un seul cru champenois ils sont assujettis à la mention « vin naturel de X... ». Ces distinctions (1) permettent de poursuivre, en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, les fraudeurs qui

1. Loi du 6 mai 1919, art. 1<sup>er</sup> : toute personne qui prétend qu'une appellation d'origine est appliquée à son préjudice direct ou indirect et contre son droit à un produit naturel ou fabriqué et contrairement à l'origine de ce produit ou à des usages locaux, loyaux et constants, aura une action en justice pour faire interdire l'usage de cette appellation. La même action appartiendra aux syndicats et associations régulièrement constituées depuis six mois au moins quant aux droits qu'ils ont pour objet de défendre.

vendent à des clients peu avertis des vins blancs non mousseux d'un cru quelconque situé en champagne, sous l'appellation de « Vins de Champagne » Aux yeux des consommateurs, de même qu'aux yeux du législateur, le mot « champagne » n'a jamais signifié que « vins mousseux récoltés et manipulés en Champagne ». Si la loi nouvelle a abrogé celle du 10 février 1911 elle n'a pas entendu abolir les garanties dont cette dernière entourait l'origine des champagnes et l'on retrouve dans la loi du 6 mai 1919 l'obligation d'emmaganiser les vins de champagne dans des locaux séparés, l'article 16 stipule en effet « séparation de tous locaux contenant des vendanges ou vins auxquels ne s'appliquera pas l'appellation d'origine « champagne » ; l'article 12 offre même une garantie supplémentaire, il exige en effet la « tenue d'un compte spécial d'entrées et de sorties pour les produits achetés ou vendus avec appellation d'origine française ». La législation française permet donc une protection sérieuse et efficace des « champagnes » et de ce côté les fraudes pourront être, semble-t-il, assez aisément réprimées.

b) *Protection internationale.* — Malheureusement à l'étranger les contrefaçons au détriment de nos produits sont nombreuses, et ici, il est beaucoup plus difficile de les atteindre : nos meilleurs crus sont imités ; des vins locaux quelconques sont parés du nom d'une localité champenoise réputée : la poursuite du fabricant étranger devant nos tribunaux est chose impossible, et serait-elle permise qu'elle ne donnerait aucun résultat pratique, n'aboutissant qu'à une condamnation par défaut.

Force est donc de s'adresser à la loi étrangère elle-même, si toutefois il en existe une dans le pays, visant l'emploi des fausses indications de provenance,

et s'il en existe une, elle peut n'être pas susceptible de donner complète satisfaction aux commerçants lésés. C'est pour remédier à cette situation que furent signés à la fin du xix<sup>e</sup> les 1<sup>ers</sup> traités concernant la protection de la propriété industrielle (entre la France et la Roumanie : le 11 mars 1895 ; entre la France et le Pérou le 16 octobre 1896 ; entre la France et le Mexique le 10 avril 1899..., etc). A cette méthode on pouvait adresser un reproche capital : l'unité faisait complètement défaut, le régime de protection variant avec le pays avec lequel était passé le traité. Aussi à cette forme de protection devait succéder une forme plus perfectionnée : les Conventions Internationales groupant un certain nombre de pays, tous d'accord pour s'appliquer réciproquement certains principes uniformes de protection portés dans la Convention signée par eux ; ce fut la Convention de Paris de 1883 qui inaugura cette politique nouvelle, son article 10 stipulait la saisie de tout produit portant faussement comme indication de provenance le nom d'une localité déterminée lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse ; cette dernière exigence « l'intention frauduleuse » fut même supprimée à Rome en 1886 lors de la révision de la Convention. La Convention de Paris avait été ratifiée par la France et 10 autres nations, ultérieurement 8 autres envoyèrent leur adhésion ; elle présentait donc un caractère de généralité assez étendu qui ne se retrouve plus dans la Convention de Madrid de 1891, texte capital en la matière et qui régit encore actuellement la protection des appellations d'origine chez les pays signataires ; mais celle-ci ne fut ratifiée que par 8 nations dont la France, et parmi les abstentions les plus importantes

il faut signaler l'Allemagne, la Belgique, les Etats-Unis, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède. La pensée encore incertaine des conventions de Paris et de Rome allait se trouver précisée dans l'arrangement de Madrid dont l'article 1<sup>er</sup> stipule que « tout produit portant une fausse indication de provenance dans laquelle un des Etats contractants ou un lieu situé dans l'un d'entre eux serait directement ou indirectement indiqué comme pays ou comme lieu d'origine sera saisi à l'importation dans chacun des dits Etats » et l'article 4 ajoute « les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique échappent aux dispositions du présent arrangement, les appellations régionales de provenance des produits vinicoles n'étant cependant pas comprises dans la réserve statué par cet article ». Grâce à ce texte il est permis de dire que la France peut faire respecter à l'étranger les noms de nos grands crus, du moins auprès des pays ayant adhéré à la Convention (1). Révisée à Bruxelles dans ses détails en 1897, puis à Washington, le 2 juin 1911, la Convention de Madrid continua à se heurter à l'opposition de l'Allemagne : le traité de Versailles a heureusement modifié cette situation, le gouvernement français ayant fait insérer un article 275 qui est de nature à arrêter la concurrence déloyale allemande ; l'article 275 s'exprime en effet ainsi « l'Allemagne, à la condition qu'un traitement réciproque lui soit accordé en cette matière s'oblige à se conformer aux lois ainsi qu'aux décisions administratives ou judiciaires prises conformément à ces lois, en vigueur dans un

1. L'interprétation de ces principes ayant donné lieu à des solutions jurisprudentielles différentes parfois suivant les pays, il serait désirable qu'ils soient exactement précisés par une nouvelle Convention internationale.

pays allié ou associé et régulièrement notifiés à l'Allemagne par les autorités compétentes, déterminant ou réglementant les droits à une *appellation régionale pour les vins ou spiritueux produits dans le pays auquel appartient la région*, ou les conditions dans lesquelles l'emploi d'une appellation régionale peut être autorisé ; et l'importation, l'exportation ainsi que la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente de produits ou marchandises portant des appellations régionales contrairement aux lois ou décisions précitées seront interdites par l'Allemagne et réprimées par les mesures prescrites à l'art. 274 ».

Cette clause très nette se trouve d'ailleurs reproduite dans les autres traités de paix : articles 226-227 du traité avec l'Autriche, article 210 du traité avec la Hongrie, articles 154, 155 du traité avec la Bulgarie et articles 266, 267 de celui avec la Turquie. L'application stricte et rigoureuse de ces principes aurait comme conséquence nécessaire la diminution du nombre des fausses appellations d'origine, aussi faut-il veiller avec soin à ce que de telles clauses n'aient pas la simple valeur d'une déclaration platonique.

En défendant énergiquement, conformément à la Convention de Madrid et au traité de Versailles, les appellations d'origine, on peut porter un coup sensible à la fraude et assurer plus sûrement la probité des échanges internationaux, aussi est-il souhaitable que les pays qui jusqu'ici se sont refusés à appliquer les mesures propres à la défense des appellations d'origine, se rendent enfin compte des dangers d'une telle politique et adhèrent loyalement à l'arrangement de Madrid.

## CHAPITRE PREMIER

### LE COMMERCE DE VINS DE CHAMPAGNE A LA VEILLE DE LA GUERRE

Au point de vue physique la Champagne apparaît comme une succession de plaines monotones, crayeuse dans le Rémois, et à peu près impropres à toute culture ; l'étymologie même du mot « campania » atteste la nature plate et aride de ce territoire. Qu'il s'agisse de la Champagne pouilleuse ou de la Champagne humide, plus avantagée cependant, le sol se montre absolument incapable de nourrir la population, et la misère règnerait par toute la contrée si, en rangs serrés, les vignes ne s'étalaient sur les coteaux, produisant les crûs les plus réputés du monde. Car c'est là l'unique élément de la richesse champenoise : si les habitants des centres viticoles vivaient avant 1914 dans une assez large aisance, ils en étaient redevables à la prospérité du commerce des vins de Champagne même ceux qui semblaient y être complètement étrangers. Ici peut-être plus que partout ailleurs la solidarité et l'interdépendance des différentes industries s'affirmaient avec force : la production viticole baissait-elle, la vente des vins se ralentissait-elle, qu'aussitôt commerçants et industriels champenois en subissaient les fâcheuses répercussions. La Champagne ne vivait avant-guerre que par le Champagne : sans doute on rencontrait à

Reims d'autres industries florissantes, celle de la laine notamment, mais encore que cette exception s'explique de par l'importance même de la ville, le commerce des vins de Champagne primait tout ; mais s'il faut faire quelques réserves pour Reims, il n'en est plus de même pour les autres agglomérations champenoises dont le sort, l'existence dépendait uniquement du commerce des champagnes, la population rurale se composant presque exclusivement des viticulteurs et ouvriers vignerons, la population urbaine comprenant dans une très large mesure le personnel attaché aux caves et d'autre part les nombreux industriels, artisans, ouvriers travaillant à la fabrication des produits nécessaires à ce commerce : bouchonniers, fabricants de pail-  
lons, etc.

C'est que le vin de champagne, depuis l'époque de sa découverte par dom Pérignon, moine procureur de l'abbaye d'Hautvillers vers 1670, a connu une vogue sans cesse grandissante ; nombreux sont ceux qui, en Champagne, s'adonnèrent à la culture de la vigne, si bien qu'en 1913, celle-ci faisait vivre ainsi 17.813 viticulteurs. Et pourtant ces derniers n'ont pas eu toujours à se louer de la vigne, des mois de travaux incessants et de soins méticuleux ont été souvent passés en pure perte, une gelée intempes-  
tive, une tempête de grêle réduisant à néant le fruit de leurs efforts. Tantôt ce sont des insectes nuisibles à la vigne tels le « phylloxera vastatrix », les « pyrales » les « cochylys » tantôt ce sont des maladies cryptogamiques telles l'oïdium, le mildew, qui causent de graves dégâts aux récoltes ; une forte partie du vignoble a été ainsi ravagée et la production s'en est ressentie : de 1864 à 1908 la Champagne (département de la Marne) récoltait en moyenne près de

420.000 hectolitres par an, cette production s'est affaissée en 1908 et ne s'est guère relevée depuis, ainsi que le montre le tableau suivant :

|               |                     |
|---------------|---------------------|
| 1908. . . . . | 127.281 hectolitres |
| 1909. . . . . | 268.000 —           |
| 1910. . . . . | 9.836 —             |
| 1911. . . . . | 138.667 —           |
| 1912. . . . . | 256.165 —           |
| 1913. . . . . | 109.176 —           |
| 1914. . . . . | 184.684 —           |

Cependant malgré les mauvaises récoltes des dernières années, le champagne voyait le nombre de ses clients continuellement augmenter, et le chiffre de ses expéditions suivre une courbe ascendante :

*Nombre de bouteilles de champagnes expédiées*

|                                    |            |
|------------------------------------|------------|
| 1864-1865. . . . .                 | 11.903.067 |
| 1874-1875. . . . .                 | 18.835.527 |
| 1884-1885. . . . .                 | 21.011.857 |
| 1894-1895. . . . .                 | 21.037.655 |
| 1904-1905. . . . .                 | 31.859.168 |
| 1908-1909. . . . .                 | 32.705.338 |
| 1909-1910. . . . .                 | 39.294.526 |
| 1910-1911. . . . .                 | 38.584.402 |
| (1) 1911-1912 champagnes . . . . . | 29.374.899 |
| mousseux . . . . .                 | 6.314.115  |
| 1912-1913 champagnes . . . . .     | 30.097.644 |
| mousseux . . . . .                 | 5.701.150  |

**A. Consommation intérieure.**—En France la consommation de ce produit essentiellement national s'était largement répandue et il trouvait là un débouché appréciable.

1. Avant 1911 les chiffres s'appliquent aux champagnes et vins mousseux de la Marne, car on ne faisait pas alors de discrimination.

*Bouteilles de champagne expédiées en France*

|                               |            |
|-------------------------------|------------|
| 1864-1865 . . . . .           | 2.801.626  |
| 1874-1875 . . . . .           | 3.517.182  |
| 1884-1885 . . . . .           | 2.822.621  |
| 1894-1895 . . . . .           | 4.908.281  |
| 1904-1905 . . . . .           | 9.808.774  |
| 1908-1909 . . . . .           | 12.713.024 |
| 1909-1910 . . . . .           | 13.120.946 |
| 1910-1911 . . . . .           | 15.517.849 |
| 1911-1912 champagnes. . . . . | 9.084.936  |
| mousseux. . . . .             | 3.312.370  |
| 1912-1913 champagnes. . . . . | 9.151.190  |
| mousseux. . . . .             | 3.357.085  |

La comparaison des 2 tableaux nous montre que si la France consommait il y a vingt ans un sixième ou un septième seulement de sa production totale, elle en consommait à la veille de la guerre un tiers ou un quart ; cette augmentation des commandes passées par des clients français s'expliquait notamment par des prix de vente qui, malgré leur caractère relativement élevé, n'en étaient pas moins à la portée des classes moyennes : une bouteille de champagne, sortie d'une grande maison portant un nom réputé, coûtait en effet en France en 1913 de 7 à 9 francs suivant la qualité ; mais à côté des champagnes obtenus par le mélange de crus renommés, les maisons secondaires — et elles étaient nombreuses — en obtenaient avec des crus moins fameux et pouvaient ainsi vendre à leur clientèle des bouteilles dont le prix variait entre 4 et 6 francs ; bien plus, des marques réputées telles Mœt et Chandon arrivaient à livrer à la consommation des bouteilles dont le prix n'excédait pas 4 francs. Et cependant la pratique de tels prix laissait encore aux négociants un bénéfice rémunérateur puisque sur un taux de

vente de 6 francs environ, on estimait à 1 franc le bénéfice net. Le collage, le tirage des vins en bouteilles, le soutirage revenaient au commerçant à peu près à 1 franc par bouteille, le dosage à 1 fr.50, le bouchage, le muselage, l'habillage, l'emballage à 0 fr.50, les ouvriers employés à la manipulation recevant un salaire variant entre 4 fr. 50 et 5 francs, avec comme boisson 2 bouteilles de vin par jour. Dans ces conditions, les vins employés étant achetés aux viticulteurs de 500 à 1.200 francs la pièce (ce dernier prix étant pratiqué pour les grands crus), en tenant compte des diverses manipulations, des frais généraux, de l'amortissement du matériel, de la commission de l'agent, les cours de 1913, tout en permettant aux négociants de trouver un profit, étaient vendus à des prix relativement abordables. Les tarifs de transport étant alors modérés ne grevaient point d'une façon appréciable le prix des bouteilles. Dès lors les vins de champagne, sans être un article de consommation courante, ne revêtaient pas un caractère somptuaire.

Ce qui contribuait à maintenir ce produit à un prix raisonnable, c'était encore le système d'impôts auquel il était soumis ; si on envisage en effet le côté fiscal de la question on voit que les champagnes n'étaient pas trop lourdement frappés de ce côté : le régime inauguré par la loi de 1900 (remplaçant le vieux mécanisme établi par la loi de 1816 qui distinguait droit de circulation, droit de détail et droit d'entrée, et contre lequel de vives critiques s'étaient élevées) unifiait les différents droits sur les vins et ne faisait aucune discrimination suivant leur qualité de sorte que les champagnes, tout comme les vins ordinaires, ne payaient qu'un droit de 1 fr.50 par hectolitre c'est-à-dire un droit insignifiant. Les vins

de champagne bénéficiaient donc avant guerre, plus que tous autres, de cette politique de dégrèvement des boissons hygiéniques, pratiquée en vue de développer leur consommation, politique s'expliquant surtout par l'intérêt du producteur qui, après la reconstitution à grands frais du vignoble à la suite du phylloxera, voyait sa production matérielle augmenter et se préoccupait vivement d'en trouver le placement ; mais encore que l'intérêt des consommateurs n'ait guère été envisagé dans l'établissement du nouveau régime, il n'en reste pas moins que ceux-ci en profitèrent.

Ce droit de circulation seul conservé de tout l'édifice fiscal de 1816 était uniforme quelle que soit la distance à parcourir. « Tout déplacement, disait la loi de 1816, donne lieu à la délivrance d'un titre de mouvement qui accompagne le produit » ; ce principe conservé par la loi de 1900 aboutissait à la nécessité, pour la circulation des vins, d'un congé c'est-à-dire en somme d'une permission de voyager accordée au produit. Depuis la loi du 29 juin 1907 prescrivant la déclaration de récoltes, l'administration des contributions indirectes ne délivrait de titres de mouvement que jusqu'à concurrence du chiffre déclaré et à elle communiqué.

A côté de ce droit d'Etat il faut citer les droits de ville ou octrois perçus à la barrière de certaines villes seulement. Mais là encore les champagnes n'avaient pas à redouter des taxes trop élevées, toujours en vertu de cette politique de dégrèvement des boissons hygiéniques, qui caractérise le commencement du xx<sup>e</sup> ; depuis la fin du xix<sup>e</sup> on se préoccupait en effet de ramener les villes à supprimer leurs droits d'octroi sur les boissons hygiéniques : une loi de 1897 autorisait les communes à les supprimer, interdisait

à celles qui n'avaient pas de droits d'en établir, et imposait un barême aux communes qui gardaient les leurs.

En tant que négociants en vins, les maisons de champagnes, payaient la patente impôt sur la profession ; ils payaient en outre l'impôt de la licence dont le taux variait suivant l'importance des expéditions (50 à 125 fr. par trimestre, d'après la loi du 29 décembre 1900).

Enfin il est un droit non sur le champagne proprement dit, mais sur l'alcool employé à sa fabrication, qu'il convient de signaler pour être exact ; le mélange des différents crus ne donnant souvent pas 11 ou 12 degrés d'alcool, pour obtenir un vin plus alcoolisé les commerçants « vinaient » leur vin, c'est-à-dire y ajoutaient une faible quantité d'alcool ; mais si le droit sur l'alcool était relativement élevé (220 fr. l'hectolitre d'alcool pur à 100° d'après la loi du 29 décembre 1900), la quantité employée était tellement infime que le droit payé sur une bouteille était en réalité inexistant : pour élever en effet de 1 degré le degré alcoolique des vins de champagne on emploie environ 3 litres d'alcool pour 200 litres c'est-à-dire pour 250 bouteilles de champagne, et encore y a-t-il lieu de remarquer que l'alcool employé, appelé « esprit fin bois », ne compte que 80°.

On comprend que sous un tel régime le commerce des vins de champagne pouvait largement prospérer, d'autant plus que si, sur le marché national, les conditions intérieures étaient particulièrement favorables à son développement, sur le marché international nos crus trouvaient de larges débouchés.

**B. Consommation extérieure.** — Bien que le commerce des champagnes ait à lutter sans cesse contre d'innombrables contrefaçons et imitations,

notamment en Allemagne, en Californie, en Autriche Hongrie, en Russie, en Italie, etc., sa supériorité s'avérait si éclatante que l'étranger augmentait chaque année le nombre de ses commandes ; et cette remarque est au plus haut point intéressante, car le champagne est avant tout un produit d'exportation ; quelle que soit la capacité d'achat de la clientèle française, elle ne peut suffire à absorber la production, et les marchés étrangers apparaissent comme des débouchés autrement importants que le marché français. Le tableau de nos expéditions de champagne à l'étranger pendant les dix dernières années qui précéderent la guerre, permet de voir la place prépondérante que prenait la clientèle étrangère dans le total de nos expéditions :

|                          |    |     |     |                                                    |
|--------------------------|----|-----|-----|----------------------------------------------------|
| 1903-1904 . . . . .      | 21 | 084 | 881 |                                                    |
| 1904-1905 . . . . .      | 19 | 845 | 852 |                                                    |
| 1904-1906 . . . . .      | 23 | 876 | 731 |                                                    |
| 1906-1907 . . . . .      | 23 | 056 | 847 |                                                    |
| 1907-1908 . . . . .      | 22 | 212 | 346 |                                                    |
| 1908-1909 . . . . .      | 19 | 992 | 314 |                                                    |
| 1909-1910 . . . . .      | 26 | 173 | 580 |                                                    |
| 1910-1911 . . . . .      | 23 | 066 | 523 |                                                    |
| 1911-1912 champagnes . . | 20 | 288 | 963 |                                                    |
| mousseux . . . .         | 3  | 1   | 475 |                                                    |
| 1912-1913 champagne . .  | 20 | 946 | 534 | } sur un total<br>de 36 millions<br>de bouteilles. |
| mousseux . . . .         | 2  | 345 | 065 |                                                    |

Ce sont là des chiffres imposants ; aussi bien l'exportation annuelle des produits du vignoble champenois représentait une valeur de 90 millions environ dont elle rendait l'étranger tributaire de la France.

Et pourtant, si le cours intérieur des champagnes n'était pas excessivement élevé, il en allait tout autrement à l'étranger où il se trouvait singulièrement haussé. Sans doute les bouteilles destinées à l'ex-

portation ne payaient pas ce droit de circulation cité précédemment : le négociant exportateur se bornait en effet à prendre un « acquit à caution », du coût de 0,50 quelles que soient les quantités exportées et les distances à franchir, et qui accompagnait l'expédition jusqu'au port d'embarquement; mais c'est là un facteur bien négligeable et peu susceptible de provoquer une baisse sensible sur le prix de vente; d'ailleurs l'abaissement infime de ce prix, en vue de favoriser les exportations, était compensé largement en sens inverse par d'autres éléments plus énergiques : en 1<sup>er</sup> lieu par les tarifs douaniers excessifs auxquels les vins champenois étaient soumis dans certains pays importateurs et dont le but était en général, de protéger la fabrication indigène des vins mousseux ; les prix de vente se trouvaient encore surélevés du fait des frais de transport terrestre ou maritime à longue distance, du fait des bénéfices exagérés des intermédiaires, et pour certains pays à monnaie dépréciée du fait d'un change défavorable.

Malgré cette hausse importante de leurs prix de vente, les vins de champagne trouvaient acquéreurs dans la plupart des pays du globe : Australie, Canada, Espagne, Italie, Suisse, Etats Sud-Américains, Etats Scandinaves, Etats Balkaniques ; mais cinq nations surtout se montraient grandes importatrices de Champagnes ; c'était :

1<sup>o</sup> *La Grande-Bretagne.* — De tout temps l'Angleterre a marqué une prédilection pour les vins fins, et constituait pour la France et pour la Champagne en particulier un client des plus intéressants. La Grande-Bretagne se différenciait des autres clients étrangers par ce fait : elle achetait non seulement pour sa consommation immédiate mais encore, en

vue de « former des stocks » ; et à cet effet les importateurs anglais réclamaient très généralement des « champagnes millésimés », ils demandaient avec insistance des bouteilles dont les bouchons « forment cheville », ce qui dénotait en somme cinq ou six ans au minimum de bouteille. Aussi les grandes maisons champenoises réservaient elles à l'Angleterre une partie de leurs meilleurs crus ; connaissant cette particularité il arrivait souvent que d'autres clients étrangers, en passant leurs commandes, se bornaient à indiquer qu'ils désiraient du champagne semblable à celui expédié ordinairement en Grande-Bretagne. On réservait également pour ce pays les vins les plus alcooliques et en même temps les moins acides, les Anglais préférant les vins capiteux.

Les conditions dans lesquelles étaient achetés les champagnes en Angleterre, n'étaient pas trop onéreuses et guère de nature à hausser fortement le prix de vente : le tarif douanier anglais sur les champagnes ne pratiquait pas en effet des taux exagérés : 0, 3 s. 9 p, soit un droit de 0,80 par bouteille ; aussi la France exportait-elle 5 à 6 millions de bouteilles par an, et ce débouché de tout l'ordre apparaissait comme susceptible encore d'étendre sa consommation.

2° Les Etats-Unis de l'Amérique du Nord venaient immédiatement au deuxième rang comme pays importateur de champagnes, avec un chiffre de commandes annuelles de 3 à 4 millions. De même que les Anglais, les Américains du Nord demandaient les vins les plus alcooliques, mais leurs préférences allaient toutefois plutôt au champagne « dry » qu'à l'extradry. Déjà dans ce pays neuf, grand amateur de nos vieux vins, nos exportateurs rencontraient des obstacles avec lesquels il leur fallait compter : des frais de transport assez lourds, et des droits

excessifs : 4 fr. 15 par bouteille environ. Ces entraves empêchaient la consommation des champagnes de devenir plus courante dans ce pays et de s'étendre sur une plus large échelle ; mais, ces réserves à part, le marché américain était pour le commerce champenois un marché capital.

3° La Belgique, malgré le nombre restreint de sa population et l'exiguïté de son territoire, importait de fortes quantités de champagnes.

4° Parmi les nations qui se faisaient expédier d'importantes quantités de champagnes, la Russie prenait elle aussi une place honorable : bon an, mal an elle commandait 1 million 1/2 de bouteilles, demandant en particulier des vins corsés et doux. — Mais là encore nos exportations auraient pu se développer beaucoup plus largement, si des barrières douanières n'y avaient apporté une entrave difficile à franchir : en vertu du tarif douanier du 13/26 janvier 1903 nos champagnes payaient dans ce pays un droit de 4 fr. 52 environ par bouteille ; si l'on y ajoute les frais de transport, on voit à quel prix revenait alors une bouteille de marque ; seule la classe dirigeante pouvait s'offrir le luxe d'avoir dans sa cave quelques caisses de champagne. Et pourtant à la veille de la guerre, on pouvait croire que le marché russe était destiné à prendre, au point de vue qui nous occupe, une extension plus considérable : des maisons françaises avaient été sollicitées pour exposer leurs produits à la foire de Nijni Novgorod, afin de les mieux faire connaître, et de les diffuser dans la classe moyenne. Mais ce n'était là qu'une tendance à qui la guerre n'a plus permis de se préciser.

5° L'Allemagne enfin comptait parmi les gros clients de la France, qui lui en envoyait annuellement 1 million de bouteilles environ. Ici le cham-

pagne d'origine avait à lutter contre la rivalité des mousseux allemands et la sournoise concurrence des faux champagnes vendus à vil prix ; les contrefaçons et la fraude se multipliaient sous le couvert de lois complaisantes, et c'était vers ces vins indigènes plus ou moins suspects que la masse de la population se tournait ; la cour et la haute aristocratie allemande étaient, en général, les seuls grands consommateurs de champagnes français. La fabrication des mousseux allemands se développant chaque jour davantage, une exportation plus étendue de nos champagnes ne paraissait ici guère possible, d'autant plus que le tarif douanier allemand les frappait lourdement : en vertu de la loi du 15 juillet 1909 modifiée par celle du 1<sup>er</sup> mars 1913 le droit par bouteille atteignait en effet 4 fr. 40.

Dans l'ensemble des autres pays importateurs, les droits d'entrée pratiqués étaient plus raisonnables ; afin de ne pas être exposé à des répétitions il nous paraît préférable d'indiquer dans un chapitre ultérieur les tarifs douaniers des principaux Etats clients de la France, avec les modifications qu'ils ont subies du fait de la guerre.

## CHAPITRE II

### LA GUERRE ET LE COMMERCE DE VINS DE CHAMPAGNE

A cette prospérité du commerce des champagnes, qui pouvait à juste titre donner lieu aux prévisions les plus optimistes, la guerre est venue porter un coup brutal ; certes toutes les branches de production n'intéressant pas la Défense Nationale ont été plus ou moins sérieusement touchées par le cataclysme, mais la source d'activité dont nous nous occupons ici est sans nul doute une de celles qui en ont ressenti le plus fortement les néfastes effets. Deux causes principales agissaient concurremment pour rendre très pénible la situation : toute la région où se récoltaient et se manipulaient les vins allait devenir un secteur de l'immense champ de bataille sans cesse menacé et bombardé : d'autre part la guerre, en restreignant les disponibilités de chacun, avait affaibli dans de fortes proportions le pouvoir d'achat des consommateurs : ce pouvoir d'achat s'exerçait tout naturellement sur les denrées de première nécessité, mais se dérobaient devant les produits présentant un caractère somptuaire ; pour beaucoup la capacité d'achat était totalement absorbée par les produits nécessaires à la vie ; pour ceux qui, plus favorisés, avaient encore quelque excédent, une fois leur stricte vie matérielle assurée, le moment ne paraissait guère

opportun de se livrer à des dépenses inutiles, presque sacrilèges alors que la masse de la population subissait maintes privations autrement importantes ; à cela il convient d'ajouter que la hausse des prix, survenant dès 1916, contribuait à donner aux champagnes le caractère d'un produit de luxe, caractère qui ne fit que s'accroître.

Sous l'influence de ces divers facteurs le commerce des champagnes, seule raison d'être de la majeure partie de la population régionale, se trouvait dangereusement atteint : alors qu'avant guerre le chiffre moyen des expéditions de champagnes atteignait annuellement 30 à 35 millions de bouteilles, ce chiffre s'est formidablement abaissé (de plus de 50 o/o) durant la période des hostilités :

|                    |            |            |
|--------------------|------------|------------|
| 1914-1915. . . . . | 10.362.010 | bouteilles |
| 1915-1916. . . . . | 11.405.707 | —          |
| 1916-1917. . . . . | 16.001.816 | —          |
| 1917-1918. . . . . | 17.615.736 | —          |
| 1918-1919. . . . . | 15.915.789 | —          |

Ce bouleversement de la situation résultait, nous l'avons indiqué, de plusieurs éléments sur lesquels il importe de revenir maintenant ; trois catégories de fait, ayant exercé leur influence sur les perturbations survenues dans le commerce champenois, sont à considérer ici :

- 1° Les dommages causés du fait même de la guerre ;
- 2° La hausse des prix ;
- 3° L'attitude des débouchés.

1° Dommages causés par la guerre au commerce des champagnes. — a) *Dommage causés par la guerre au commerce proprement dit.* — La fabrication et la manipulation des champagnes sont, à quelques rares exceptions près, concentrées dans

les deux centres champenois : Reims et Epernay ; si le sort de la première de ces villes fut au plus haut point tragique, celui de la deuxième n'en fut pas moins précaire durant les hostilités. Dès le 4 septembre 1914, Reims se trouvait sous le feu des canons ennemis, et allait être soumise pendant quatre ans à un bombardement continu : la superstructure de nombreuses maisons de commerce fut ainsi complètement détruite, soit par les obus, soit par les bombes incendiaires. Dans les caves champenoises solidement construites dans la craie et atteignant une profondeur de trois étages en général, la manipulation et le travail des vins continuèrent, mais dans des conditions toutes factices : nombre de cuvées furent manquées, et les négociants eurent à enregistrer un déchet fabuleux. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement, vu la continuelle menace planant sur les opérations et vu le personnel restreint qui les effectuait : de tous ces ouvriers expérimentés et spécialisés dans le travail des caves, une partie était mobilisée ; d'autres avaient préféré quitter une ville située à 1.500 mètres des premières tranchées ennemies ; le recrutement d'un personnel de fortune ne pouvait remplacer de tels ouvriers dont la vie s'était toujours écoulée dans les caves. Malgré les difficultés de toutes sortes auxquelles elles se heurtèrent, malgré l'inondation envahissant certaines caves, les grandes maisons rémoises ne cessèrent point le travail, et si restreinte que fut l'activité de la manipulation des champagnes à Reims, elle ne s'arrêta jamais d'une manière absolue, du moins jusqu'en 1918 où l'autorité militaire ayant décidé l'évacuation complète de la ville, les commerçants rémois durent fermer leurs caves. Un certain nombre d'entre eux n'en continuèrent d'ailleurs pas moins à travailler et expé-

dier les vins de champagne, ayant pris la précaution de se créer des annexes dans la région sparnatiennne moins directement menacée.

De son côté, Epernay elle aussi, eut à subir les effets de la guerre : son éloignement relatif la mettait certes à l'abri d'un bombardement continu, mais par contre les escadrilles aériennes allemandes déversèrent souvent leurs torpilles sur la ville : la fameuse rue du Commerce où s'aligne un nombre imposant de vieilles marques de champagne, fut durement éprouvée. Mais comme le danger qui les menaçait, était moins pressant et plus intermittent qu'à Reims, leur activité, si elle fut ralentie, ne le fut pas dans les mêmes proportions ; bien plus la situation se trouva renversée, et le mouvement d'affaires des champagnes eut lieu principalement à Epernay à partir de 1917 ; c'est en effet, à dater de ce moment surtout, que le bombardement de Reims devenant plus intense, restreignit de beaucoup son chiffre d'affaires. C'est ce que montre de façon saisissante le tableau suivant :

Bouteilles expédiées par les arrondissements de :

|                                   | REIMS     |              | EPERNAY    |              | CHALONS   |              |
|-----------------------------------|-----------|--------------|------------|--------------|-----------|--------------|
|                                   | en France | à l'étranger | en France  | à l'étranger | en France | à l'étranger |
| en 1914 : 2 <sup>e</sup> semest.  | 110.616   | 672.698      | 225.688    | 519.705      | 43.155    | 6.862        |
| Total....                         | 783.314   |              | 745.393    |              | 50.017    |              |
| en 1915 : 1 <sup>er</sup> semest. | 412.243   | 1.967.895    | 1.337.027  | 819.152      | 146.659   | 17.605       |
| 2 <sup>e</sup> semest.            | 642.108   | 2.073.407    | 1.551.954  | 1.152.859    | 125.905   | 28.379       |
| Total....                         | 5.095.683 |              | 4.860.992  |              |           |              |
| en 1916 :                         | 1.670.432 | 5.937.622    | 1.387.838  | 2.814.802    | 326.088   | 40.864       |
| Total....                         | 7.608.054 |              | 4.202.640  |              | 366.952   |              |
| en 1917 : 1 <sup>er</sup> semest. | 1.020.194 | 1.525.201    | 3.130.632  | 1.263.316    | 185.129   | 11.148       |
| 2 <sup>e</sup> semest.            | 1.082.312 | 2.011.695    | 4.056.446  | 1.991.503    | 293.831   | 25.190       |
| Total....                         | 6.639.402 |              | 10.442.097 |              | 515.298   |              |
| en 1918 : 1 <sup>er</sup> semest. | 947.348   | 1.215.943    | 4.033.871  | 2.227.926    | 176.740   | 21.576       |
| 2 <sup>e</sup> semest.            | 1.039.197 | 822.034      | 5.689.206  | 1.401.469    | 191.094   | 21.016       |
| Total....                         | 4.026.322 |              | 11.352.712 |              | 409.976   |              |

b) *Domages causés par la guerre à la production viticole.* — Atteint dans sa fabrication et sa manutention, le champagne le fut encore dans sa production, et le danger apparaît ici beaucoup plus redoutable encore puisqu'il frappe aux sources même du commerce : tout le vignoble situé aux alentours de Reims se trouvait sous le feu des batteries allemandes ; quant aux vignes qui s'étalent le long de la Montagne de Reims et sur la rive de la Marne elles étaient quotidiennement exposées aux torpilles des avions allemands. Si le péril paraissait moins grave dans ses effets immédiats que les destructions d'immeubles affectés à la fabrication du champagne, il était dans le fond des choses beaucoup plus angoissant : le commerce ayant en caves d'importants

stocks de marchandises pourrait certes continuer ses expéditions pendant quelques années, mais ce laps de temps écoulé, comment s'approvisionnerait-il si le vignoble était saccagé ? Malheureusement c'est ce qu'il advint : de nombreux hectares furent labourés par les obus et transformés en savarts ; d'autres parcelles épargnées par le feu des canons furent l'objet de travaux de défense de la part de l'autorité militaire, tranchées, fils barbelés, abris..., les sillonnèrent et les mirent ainsi hors d'état de produire. Il faut enfin compter avec la menace continue suspendue sur les vignes, empêchant les viticulteurs de donner aux plants les soins minutieux que ceux-ci exigent et laissant ainsi le champ libre aux maladies cryptogamiques ; faute de ces soins urgents, une grande partie de la vigne fut non seulement improductive, mais complètement perdue : l'arrachage des anciens plants, la plantation de nouveaux ceps s'imposaient pour obtenir une nouvelle production, mais ce travail ne pouvait s'effectuer que lorsque le danger se serait éloigné.

Les chiffres en cette matière sont tristement éloquents : à la veille de la guerre, en 1913 la superficie du vignoble champenois (département de la Marne) était de 11.750 hectares, se décomposant ainsi :

|                                                    |                |
|----------------------------------------------------|----------------|
| Vignes françaises non phylloxérées. . . . .        | 2.000 hectares |
| Vignes françaises phylloxérées, mais en production | 6.000 Ha.      |
| Vignes griffées. . . . .                           | 2.150 Ha.      |
| Vignes arrachées prêtes à être replantées. . . . . | 1.600 Ha.      |

Or, au lendemain de la guerre, en 1919, d'après l'enquête communiquée par le directeur des services agricoles, la situation du vignoble de la Marne était la suivante :

|                                                          |            |
|----------------------------------------------------------|------------|
| Superficie totale du vignoble . . . . .                  | 10.600 Ha. |
| Vignes françaises indenmes . . . . .                     | 666 Ha.    |
| Vignes phylloxérées résistant encore . . . . .           | 3.009 Ha.  |
| Vignes greffées . . . . .                                | 2.651 Ha.  |
| Vignes en savart ou arrachées et non replantées. . . . . | 4.282 Ha.  |

Ainsi en 1919 il ne restait en somme qu'un peu plus de 6.000 hectares en production et beaucoup parmi ceux-ci n'étaient plus qu'en demi production, la surface disparue représentait donc 40 o/o de l'ensemble de la production en 1914 ; certains grands crus de la Montagne de Reims ont sauvé seulement 20 o/o de leur vignoble : la moitié des vignes s'étendant de Villers-Marmery à Rilly-le-Montagne fut totalement détruite ; certaines communes accusent des destructions considérables, c'est ainsi que Verzenay dont on admirait en 1913 la splendeur avait en 1919, 425 hectares de savart sur 500 que comptait son vignoble.

Et pourtant pendant ces années de guerre les nouvelles relatives à la salubrité du vignoble étaient en général satisfaisantes, c'est ce qui explique, malgré les dévastations, l'absence d'un déficit plus appréciable :

|                                |                     |
|--------------------------------|---------------------|
| En 1915 la récolte produisit : | 266.994 hectolitres |
| En 1916                        | — 52.522 —          |
| En 1917                        | — 178.203 —         |
| En 1918                        | — 114.851 —         |

Mais l'avenir devait rester marqué d'un point d'interrogation angoissant.

**2° La Hausse des prix.** — Les conditions exceptionnellement dangereuses dans lesquelles devaient travailler les viticulteurs, l'augmentation du coût de l'existence, le doublement du prix des engrais, sulfate de cuivre... etc., la médiocrité des récoltes furent

les principales causes qui déterminèrent les vignerons à augmenter le prix du produit de leur vigne. Toutefois il faut remarquer que les cours antérieurs à 1914 n'oscillèrent guère pendant les premières années de la guerre, ce fut seulement vers 1917 que les prix des récoltes haussèrent progressivement. A l'origine l'augmentation du prix des bouteilles de champagne — augmentation primitivement modérée du reste — s'explique donc par d'autres éléments que le prix de la matière première. Durant la période des hostilités, les vins provenant des vendanges champenoises n'eurent guère de cours officiel, les vignerons vendant, comme ils pouvaient, le fruit de leurs récoltes, mais vers 1917-1918 les prix se stabilisèrent un peu, marquant une augmentation qui s'accrut encore par la suite, de sorte qu'en 1920 la moyenne des prix était la suivante :

|                                | le kilog | la pièce    |
|--------------------------------|----------|-------------|
| Grands crus. . . . .           | 4,30     | 1800 francs |
| 1 <sup>er</sup> crus . . . . . | 3,75     | 1278 —      |
| 2 <sup>e</sup> crus . . . . .  | 3,25     | 1215 —      |
| 3 <sup>e</sup> crus. . . . .   | 2,85     | 1050 —      |

alors que les vins identiques étaient vendus en 1913 de 500 à 1.200 francs la pièce. De tels prix provoquaient immédiatement une hausse notable du prix de revient, d'où du prix de vente des bouteilles de champagne. Or d'autres facteurs préexistants avaient déjà contribué à relever les prix de vente : la cherté générale de la vie, jointe aux dangers d'exercer son activité dans une région menacée, devaient avoir pour résultat inévitable une augmentation des salaires des ouvriers cavistes, augmentation du simple au double et au triple et même au delà pour certains ouvriers spécialisés ; d'autre part, la hausse des prix

se produisant dans tous les domaines, le matériel nécessaire au travail des caves fut fatalement affecté par elle : les machines à capsuler, à boucher..., etc., les bouteilles, bouchons, étiquettes, emballages, étant facturés à un prix bien supérieur à celui de 1914, devaient déterminer une hausse importante du produit : les prix de 12-13 francs étaient couramment pratiqués à la fin de la guerre, en attendant que, suivant la courbe ascendante du taux de toutes marchandises, ils atteignent les cours de 1919-1920, c'est-à-dire 16 et 17 francs.

D'autre part les tarifs de transport pour qui, avant la guerre, l'Etat avait pratiqué une politique de dégrèvement analogue à celle prise envers les boissons hygiéniques, furent depuis 1914 successivement relevés et atteignirent ainsi des taux grevant la bouteille de champagne (1) dans une forte mesure et ralentissant le mouvement des expéditions. Ce ne fut pas seulement d'ailleurs la question « prix des transports » qui gêna le mouvement d'affaires des maisons de commerce, ce furent encore et peut-être à un plus haut degré, les difficultés auxquelles elles se heurtèrent pour obtenir des wagons, ceux-ci étant en quelque sorte monopolisés par l'autorité militaire pour les besoins de guerre, ou encore étant embouteillés depuis des mois dans des gares ; de plus, les négociants rémois durent maintes fois avoir recours aux transports coûteux par auto-camions, du moins jusqu'à Epernay, les bombardements allemands, visant la voie ferrée, rendant tout trafic impossible.

A ces divers facteurs, dont chacun porte une part de responsabilité sur la hausse des prix, il faut en

1. Loi du 31 mars 1918 : relèvement de 25 0/0.

Loi du 14 février 1920 : majoration additionnelle de 115 0/0.

ajouter un de tout premier ordre : au fur et à mesure que s'élevaient les prix de vente et de revient, les exigences de la fiscalité croissaient, afin d'assurer au Trésor un supplément de recettes indispensable. Il fallait de toute nécessité rompre avec la politique de dégrèvement : l'intérêt des producteurs, celui des consommateurs si intéressants soient-ils, devait s'incliner devant l'intérêt supérieur de l'Etat : le droit de circulation de 1 fr. 50 par hectolitre paraissait absolument dérisoire, surtout en comparaison des prix pratiqués à l'hectolitre ; aussi fut-il porté à 10 francs ; si ce droit commençait à peser assez lourdement sur les vins ordinaires il faut reconnaître qu'il était encore très modéré lorsqu'il visait des vins fins. En même temps les droits sur l'alcool employé pour « viner » les champagnes étaient fortement surélevés, et pour des motifs fiscaux et en vertu des principes d'hygiène et de santé publique : un hectolitre d'alcool pur paya ainsi successivement.

156 francs en vertu de la loi du 19 juillet 1880  
225 francs en vertu de la loi du 29 décembre 1900  
400 francs en 1916  
600 francs en vertu de la loi du 22 février 1918  
1.000 francs en vertu de la loi du 25 juin 1920 (1)

Par contre le législateur supprima radicalement les droits d'octroi, en 1918 : la loi du 22 février exclut en effet les boissons hygiéniques des objets soumis à l'octroi.

Enfin le ministre des finances, à la recherche de nouvelles ressources, innovait et posait le principe d'une taxe supplémentaire qu'auraient à payer les marchandises ou produits de luxe : c'était dans la

1. 750 francs pour le Trésor et 250 pour le fonds commun des communes établi par la loi du 22 février 1918.

législation actuelle une réalisation nouvelle qui a pris aujourd'hui une place des plus importantes et qui, nous aurons l'occasion de le voir plus loin, a causé et cause encore un tort considérable au commerce des champagnes ; de tout temps et particulièrement dans les époques de crise le sentiment de la justice s'est élevé contre les impôts frappant sans distinction, d'un taux égal, les marchandises ou denrées de la nécessité, et les marchandises de luxe : déjà en 1793 les révolutionnaires frappés de cette anomalie avaient distingué les dépenses utiles et les dépenses voluptuaires, c'est à cet ordre d'idées que se rattachait la nouvelle mesure : il n'est pas admissible, disait-on, que soient frappés d'un même taux, le vin ordinaire, boisson hygiénique nécessaire à la santé de la race et les vins fins, coûteux que seuls peuvent s'offrir quelques privilégiés de la fortune.

La loi du 31 décembre 1917, créant la taxe spéciale sur les paiements civils entend remédier à cette situation dans son article 27 « trois mois après la promulgation de la présente loi, dit ce texte, une taxe de 10 o/o sera instituée sur le paiement des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques offerts au détail ou à la consommation sous quelque forme et dans quelque condition que ce soit, par un commerçant ou un non-commerçant, si ces marchandises sont classées comme étant de luxe ; la désignation des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques soumis à la taxe de 10 o/o sera faite par une loi après avis d'une commission constituée par décret ».

Ce classement fut effectué par la loi du 22 mars 1918 qui distingue : a) les objets considérés comme objets de luxe à raison de leur nature quel qu'en soit le prix ; ce tableau comprenait 26 numéros ;

b) les objets considérés comme objets de luxe lorsque le prix dépasse un certain niveau fixé par la loi : c'est ce deuxième tableau comportant 77 numéros qui concernait les vins de Champagne, puisqu'il y était porté : vins en bouteille au-dessus de 5 francs, ce qui visait tous les champagnes. Désormais ceux-ci étaient donc assujettis à une supertaxe qui relevait d'autant le prix de la bouteille.

Devant ces diverses augmentations, la clientèle nationale s'est dérobée, notamment pendant les trois premières années de la guerre ; à ce régime d'économies et de privations, succéda vers la fin des hostilités un besoin de luxe d'autant plus énergique qu'il avait été plus sévèrement réprimé et l'on assista alors à une légère reprise des expéditions de Champagne en France (il convient d'ajouter comme facteur à cette reprise, la consommation effectuée sur une large échelle par les armées alliées en France) mouvement cependant insuffisant pour arriver aux chiffres antérieurs à la guerre : alors que de 1908 à 1913 la moyenne des expéditions de champagne en France était de 13 millions de bouteilles environ, la clientèle française commanda durant les hostilités.

|                                        |            |
|----------------------------------------|------------|
| En 1914-1915 (avril à avril) . . . . . | 3.125.833  |
| En 1915-1916 . . . . .                 | 4.680.398  |
| En 1916-1917. . . . .                  | 7.565.602  |
| En 1917-1918 . . . . .                 | 10.679.116 |
| En 1918-1919 . . . . .                 | 10.763.987 |

Malgré les prix élevés, l'ascension régulière des chiffres d'expédition pouvait donc laisser présager, dans un délai assez rapproché, un retour à la prospérité normale d'avant-guerre, du moins en ce qui concerne le marché national.

3° **Les débouchés.** — Si effective que fut la dimi-

nution de la consommation des vins de Champagne en France durant la guerre, elle était loin d'atteindre la mévente de ce produit à l'étranger pendant la même période. L'exportation des champagnes si active autrefois et sur laquelle on pouvait compter en temps de crise pour améliorer un peu notre balance des comptes, a failli complètement à ce rôle et s'est affaissée dans des proportions imprévisibles :

En 1910-1911 la France avait expédié  
à l'étranger . . . . . 23.066.525 bouteilles

Elle en envoya en :

|                     |           |   |
|---------------------|-----------|---|
| 1914-1915 . . . . . | 7.236.127 | — |
| 1915-1916 . . . . . | 6.725.159 | — |
| 1916-1917 . . . . . | 8.434.214 | — |
| 1917-1918 . . . . . | 6.936.618 | — |
| 1918-1919 . . . . . | 5.151.802 | — |

Ainsi, dans cette dernière année, l'étranger ne comptait que pour un tiers dans la consommation des champagnes. Cette constatation étonnante de prime abord s'explique par diverses raisons : la guerre a eu pour conséquence de nous interdire deux des marchés les plus intéressants pour nos exportations : en vertu du décret du 2 août 1914 et de la loi du 5 août 1914 sur l'état de siège, du décret du 27 septembre 1914, de la loi du 4 avril 1915 des peines rigoureuses punissent les personnes coupables d'entretenir des relations commerciales avec l'Allemagne : c'était donc la fermeture de ce marché pendant la durée des hostilités. D'autre part, la révolution russe et l'anarchie qui lui succéda eurent pour effet de nous interdire également l'accès de ce pays ; d'où un déficit annuel de 2 millions 1/2 de bouteilles. Le décret du 27 septembre 1914 prohibe de même toute relation commerciale avec l'Autriche-Hongrie,

le décret du 7 novembre 1915 prescrit la même mesure à l'égard de la Bulgarie.

Seuls restaient donc comme débouchés possibles les pays alliés ou neutres : mais les Etats engagés dans la guerre, entendant importer exclusivement les denrées de première nécessité et produits utiles à la marche des hostilités, fermèrent pour la plupart, leurs frontières par une interdiction générale d'importer des produits de luxe ; d'autres édictèrent des mesures analogues, incités en cela par leur mauvaise situation financière et afin d'éviter des sorties de capitaux dont la présence paraissait indispensable au pays.

Pour ne pas être aussi directement affectés par la guerre que les nations sur le territoire desquelles elle se déroulait, les pays qui y prirent une part active n'en subirent pas moins les répercussions et jugèrent utile de pratiquer un régime de restrictions plus sévère que celui instauré en France : l'Angleterre, les Etats-Unis devinrent de ce fait des débouchés insignifiants en comparaison de ce qu'ils étaient jadis. Il ne faut pas oublier en outre que la hausse du prix des champagnes, déjà fort sensible en France, devenait considérable lorsque ceux-ci étaient expédiés à l'étranger : les transports maritimes ont vu en effet leurs tarifs s'élever dans des proportions inouïes par suite des périls auxquels les exposait la guerre sous-marine, de la réduction du nombre des bateaux de commerce ; la hausse du fret, l'insécurité des transports ont entravé dans une large mesure le mouvement de nos exportations.

Enfin, quelques Etats créaient déjà des taxes intérieures sur la consommation des produits de luxe : ces taxes se superposant aux droits d'entrée, eurent pour effet de rendre le prix de la bouteille de cham-

pagne accessible seulement à une infime minorité.

Ce régime de restrictions légales, ou volontaires, ne fut pourtant pas suivi par tous les peuples : certains, malheureusement en trop petit nombre, passèrent des commandes sensiblement supérieures à celles dont ils nous avaient habitué avant guerre : la raison en est bien simple : la guerre ayant bouleversé la situation économique de toutes les nations, les pays que nous envisageons ici se trouvèrent bénéficier d'un change qu'ils n'avaient jamais connu, ni osé espérer ; eux dont un change défavorable, augmentait encore avant 1914 le prix des produits importés, pouvaient désormais acheter à bon compte nos vins, la différence de cours des monnaies compensant largement la hausse du produit et l'augmentation du fret : c'est ainsi que certains Etats sud-américains : le Brésil notamment envoyèrent aux maisons champenoises des ordres d'expéditions assez importants. — Mais ce fut là l'exception : ce mouvement ne se manifesta que chez une minorité de pays privilégiés et qui constituaient avant-guerre des débouchés secondaires ; il ne fut pas, à beaucoup près, assez fort pour contrebalancer la tendance inverse pratiquée un peu partout.

La guerre fut donc pour le commerce des vins de champagne une période d'activité très réduite due principalement à la diminution des expéditions à l'étranger.

### L'effort de reconstitution au lendemain de la guerre

Lorsque la guerre fut terminée, viticulteurs d'une part et commerçants de l'autre se trouvaient en présence de la situation peu brillante qui vient d'être

décrite. Si l'on voulait éviter la ruine du vignoble et celle du négoce, un vigoureux effort s'imposait ; cet effort la grandeur de la tâche l'a suscité : pour arracher à la mort un des plus anciens éléments de la richesse nationale, aucune peine n'a été épargnée et les résultats tangibles obtenus ont justement récompensé les artisans d'un tel labeur.

a) *Dans le vignoble.* — L'armistice n'était pas signé que déjà les vigneronns se remettaient au travail avec une énergie digne de tous les éloges, envisageant l'avenir avec le plus grand optimisme ; et pourtant les difficultés à vaincre n'étaient pas de petite importance : la reconstitution d'une vigne détruite est une œuvre de longue haleine exigeant des soins méticuleux et nécessitant des capitaux assez élevés : les terrains défoncés par les obus, les tranchées, doivent d'abord être remis en état avant d'être à nouveau livrés à la culture des vignes : pour beaucoup de propriétaires la reconstitution complète demandera certainement huit à dix ans ; pendant ce laps de temps il semble nécessaire, afin d'entretenir la fertilité des terres, de les cultiver : c'est ainsi qu'en 1920 un millier d'hectares de parcelles en friche ont été défoncés et livrés à des cultures utiles en attendant d'être préparés pour recevoir de nouvelles vignes. Là où le sol moins atteint a permis la replantation immédiate, celle-ci ne rapportera guère que dans un délai de quatre ans, et il ne faut pas moins de 25.000 fr. par hectare pour arriver à un tel résultat : nombreux sont les viticulteurs qui ont ainsi épuisé leurs économies à replanter leurs premières parcelles et parfois à reconstruire leur logis ; sans doute la loi sur la réparation des dommages de guerre les indemniserà, mais la majorité n'a pas attendu les premiers versements pour se mettre au travail. D'autre part même pour

les vignes restées indemnes, les frais de culture annuelle ont augmenté eux aussi fortement : dans les nouvelles plantations un hectare de vigne exige une dépense annuelle de 8.000 francs et dans les anciennes il exige souvent de 10.000 à 15.000 francs, alors qu'en 1914, 4.000 francs suffisaient pour ces dernières.

La reconstitution du vignoble champenois peut à un certain point de vue être facilitée par la loi du 4 mars 1919 sur la délimitation, le lotissement et le remembrement des propriétés foncières dans les régions dévastées par le fait de guerre : en Champagne viticole en effet la propriété est littéralement pulvérisée en ce sens que chaque propriétaire possède en général de multiples parcelles disséminées sur le territoire de la commune ; cette dispersion présente un avantage certain : vu l'inconstance de la production des vignes certaines parcelles peuvent avoir un rendement intéressant une année et l'année suivante ne rien donner ; mais ce système présente un grave défaut : il nécessite des frais culturels plus élevés et augmente d'autant le prix de revient. En vue d'y remédier diverses lois (1) avaient favorisé les échanges individuels et collectifs : lois du 27 juillet 1878, du 21 juin 1864 (2) et 22 décembre 1888 sur les associations syndicales libres ou autorisées, mais la loi du 27 novembre 1918 facilitant le remembrement de la propriété rurale et celle du 4 mars 1919 vont plus loin : d'après elles, la majorité, dans l'association syndicale

1. La loi du 27 juillet 1878 réduisant à 0 fr. 25 le droit proportionnel appliqué aux immeubles d'échanges ruraux.

1. Les lois de 1865 et 1888 comprenaient les échanges collectifs parmi les améliorations agricoles, toutefois pour que le remembrement, considéré comme amélioration agricole, puisse être autorisé, l'accord unanime des intéressés était indispensable.

peut imposer sa volonté à une minorité rebelle et en outre délaissement n'est pas admis. Bouzy, Ambonnay sont entrés dans cette voie, et en ont ressenti les meilleurs effets : des parcelles plus étendues peuvent seules permettre l'emploi facile des instruments attelés et des tracteurs ; seules elles permettent de remplacer par quelques bons chemins l'infinité de petits sentiers étroits, qui vous obligent parfois à empiéter sur la propriété voisine et à risquer de la défoncer. Grâce au remembrement la reconstitution du vignoble champenois peut devenir moins coûteuse : un seul chiffre suffira à le montrer : alors que le défoncement à la main coûte 3.000 francs l'hectare, le défoncement au tracteur ne coûterait que 800 francs.

Malgré les obstacles auxquels elle eut à se heurter, la reconstitution du vignoble avait pris en 1920 une activité remarquable, ainsi que le montre la comparaison entre 1919 et 1920 de la situation :

|                                             | 1919         | 1920   |
|---------------------------------------------|--------------|--------|
| Superficie totale du vignoble . . . .       | 10.600 hect. | 10.325 |
| Vignes françaises indemnes . . . .          | 666          | 721    |
| Vignes phylloxérées résistant encore. . . . | 3.009        | 2.635  |
| Vignes greffées . . . . .                   | 2.651        | 3.184  |
| Vignes arrachées ou nuisibles . . . .       | 4.284        | 3.785  |

b) *Dans le commerce des vins de champagne.* — Parallèlement à la reconstitution du vignoble se poursuivaient en Champagne la reconstruction et la réparation des immeubles affectés à la fabrication et au commerce des vins ; l'aménagement des superstructures fut hâtivement poussé, les dégâts commis dans les caves furent restaurés, l'outillage défectueux de par sa vétusté ou abîmé du fait de la guerre fut remplacé. En 1919, le travail dans les caves avait repris

une physionomie normale ; la quiétude de la paix succédant aux années tragiques avait eu comme conséquence de donner un plein essor aux idées de luxe et de plaisir : l'ère des privations semblait passée : aussi les expéditions de Champagne prirent rapidement une marche ascendante.

D'autre part les commerçants champenois vivement préoccupés de la question des débouchés pressaient leurs agents à l'étranger de redoubler d'activité et obtenaient de ce fait des commandes sensiblement supérieures aux chiffres de guerre.

Ainsi, sans atteindre encore les 30 millions de bouteilles de 1913, la moyenne de guerre (15 millions) était largement dépassée et le mouvement des expéditions s'engageait dans une voie rassurante.

La France avait envoyé en :

|                  |                                                |
|------------------|------------------------------------------------|
| 1919 :           | 10.407.404 bouteilles à sa clientèle nationale |
|                  | 10.030.810 à sa clientèle étrangère            |
| soit             | <u>21.447.414</u> bouteilles.                  |
| 1920 :           | 9.759.064 à sa clientèle nationale             |
|                  | 15.031.658 à sa clientèle étrangère            |
| Soit un total de | <u>24.791.622</u>                              |

Il était permis d'envisager l'avenir avec optimisme.

## CHAPITRE III

### LA CRISE DE 1920-1921 DANS LE COMMERCE DES VINS DE CHAMPAGNE

#### SECTION I

#### Les effets de la crise

Alors que l'on se plaisait à augurer pour le commerce des champagnes une ère de prospérité nouvelle, une crise désastreuse s'est abattue sur cette branche d'activité, décevant les espoirs du négoce et plongeant la région tout entière dans le marasme. L'apparition de ce phénomène peut être située assez exactement vers le milieu de décembre 1920, c'est à cette date en effet que l'on constate un brusque fléchissement des expéditions, ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants extraits des statistiques publiées par le service des contributions indirectes ; la comparaison entre novembre et décembre 1920 et d'autant plus instructive que décembre, il faut le noter, est généralement l'un des plus forts mois de l'année :

|                        | <u>Etranger</u> | <u>France</u> | <u>Total</u> |
|------------------------|-----------------|---------------|--------------|
| Novembre 1920. . . . . | 1.358.425       | 758.511       | 2.116.936    |
| Décembre 1920. . . . . | 929.430         | 627.150       | 1.536.596    |

Depuis cette époque la crise s'est largement accentuée et a pris les proportions les plus inquiétantes,

menaçant d'une ruine totale ce pays que la guerre avait tant éprouvé et pour la reconstitution duquel tant d'efforts avaient été prodigués ; il est facile de comprendre le découragement d'une population qui, ayant à peine réparé les maux causés par un fléau, voit immédiatement un nouveau péril fondre sur elle et la priver de ses moyens d'existence. Aussi bien la crise a sévi en 1921 avec une telle intensité que les prévisions les plus pessimistes en cours dans la Champagne viticole ne paraissaient guère exagérées ; la moyenne mensuelle des expéditions que atteignait avant guerre 2.500.000 à 3 millions de bouteilles s'est lamentablement effondrée en 1921 :

|                     |                  |
|---------------------|------------------|
| Janvier . . . . .   | 1.183.635        |
| Février. . . . .    | 906.897          |
| Mars. . . . .       | 844.824          |
| Avril. . . . .      | 771.144          |
| Mai . . . . .       | 902.143          |
| Juin. . . . .       | 1.139.558        |
| Juillet. . . . .    | 945.111          |
| Août. . . . .       | 716.893          |
| Septembre . . . . . | 1.008.105        |
| Octobre. . . . .    | 1.212.122        |
| Novembre. . . . .   | 1.318.131        |
| Décembre . . . . .  | <u>1.385.827</u> |
| Total. . . . .      | 12.335.794       |

Soit 33 o/o de la moyenne d'avant-guerre et 40 o/o de la moyenne de 1921 ; si l'on prend la seule consommation nationale on voit que la moyenne des expéditions mensuelles qui était de 806.000 bouteilles en 1919 est tombée en décembre 1920 à 627.160 bouteilles et en mars 1921 à 342.400. Il s'agit donc d'une perte considérable dont les graves conséquences se répercutent dans de multiples domaines :  
a) au point de vue financier il en résulte un déficit appréciable pour le budget à l'alimentation duquel les vins de champagne participaient pour une part no-

table ; ce déficit se montre particulièrement sensible, à une époque de reconstruction, comme la nôtre, où l'Etat grevé de dettes imposantes et ayant à faire face à de lourdes charges, a besoin de recettes abondantes et régulières.

D'autre part de la réduction de nos exportations de champagne à l'étranger résulte une diminution du nombre de nos créances sur cet étranger : conséquence d'autant plus dangereuse que dans les circonstances actuelles, il est plus que jamais, indispensable à la France de développer ses exportations : or si le produit type d'exportation en qui nous pouvons le plus espérer, se dérobe, comment notre pays pourra-t-il améliorer en sa faveur la balance des comptes et déterminer un retour du change à des conditions plus normales ? Il est à remarquer que cette réduction de nos créances sur l'étranger risque de devenir permanente, même en admettant que les difficultés actuelles aient été surmontées : si à l'égard de certains pays clients nos exportations de champagne diminuent ou cessent durant un temps assez long, il est à redouter semble-t-il, que ces pays (du moins ceux qui sont en situation de le faire) ne produisent eux-mêmes des vins mousseux, certainement moins fins que nos champagnes d'origine, mais de prix beaucoup plus abordables, ne s'habituent peu à peu à cette consommation et n'adressent par la suite en France que des commandes restreintes. Ce danger est certes moins illusoire qu'il ne paraît de prime abord, des précédents analogues durant la guerre, nous en ont fourni des exemples : Argentine, Chili n'ont-ils pas alors profité des difficultés rencontrées à l'exportation par les principaux pays exportateurs de vins, pour intensifier leur propre production, fabriquer et vendre des mousseux ?

En tout cas, c'est là une menace qu'il convient de ne pas perdre de vue.

b) Au point de vue économique, la crise de 1920-1921 a eu pour effet de provoquer la ruine et la fermeture d'un certain nombre de maisons jadis florissantes et dont la structure n'était pas suffisamment résistante pour tenir tête à un tel choc : c'est par suite la disparition de sources de production de richesses, élément de la fortune du pays. Quatre grandes branches d'activité, que nous envisagerons ici, ont été principalement touchées du fait de la crise, ce sont :

- 1° Le Commerce des Champagnes.
- 2° Les Industries annexes.
- 3° Les viticulteurs et vignerons.
- 4° Les détaillants régionaux.

**1° Le commerce des champagnes proprement dit et son personnel.** — L'accumulation de stocks importants de vins champagnisés dans les caves et celliers des commerçants en Champagne, immobilise des capitaux considérables : seul un continuel mouvement d'expéditions permet aux fabricants de percevoir les intérêts de ces capitaux engagés ; mais si ce mouvement se ralentit au point de devenir insignifiant, les stocks en cave deviennent des capitaux improductifs dont l'entretien est des plus coûteux. C'est cette situation qu'eurent à subir dès 1921 les maisons de Champagne ; celles qui ne possédaient point de réserves susceptibles d'entretenir un appareil ne rapportant plus de profits, après avoir quelque temps lutté, se trouvèrent éliminées de par la durée même de la crise ; dans celles qui, par suite de lourds sacrifices, parvinrent à n'être point submergées, le personnel dut être sensiblement réduit. Il faut reconnaître à la louange de ces maisons que tout fut

tenté afin d'éviter un accroissement de nombre des chômeurs ; mais les différentes mesures employées dans ce but : diminution du nombre d'heures de travail, adoption de la semaine anglaise... etc., n'y purent suffire, et le chômage s'étendit rapidement dans la région. Dans 43 maisons de la région d'Epernay (Epernay, Ay, Mareuil, Airze), d'après les déclarations faites pour le calcul des charges de famille, à la caisse de compensation pour le sursalaire familial, voici les variations constatées dans le personnel entre 1920 et 1921 :

|                    | 1920  | 1921  |
|--------------------|-------|-------|
|                    | —     | —     |
| Avril. . . . .     | 3.445 | 2.524 |
| Mai . . . . .      | 3.587 | 2.496 |
| Juin . . . . .     | 3.852 | 2.655 |
| Septembre. . . . . | 3.447 | 2.391 |

Soit une diminution d'environ 30 o/o. Si pénible que soit en général le chômage il l'est particulièrement dans les régions dévastées où les conditions d'existence sont très dures, où la cherté de la vie se fait sentir plus que partout ailleurs, où les loyers atteignent des prix excessifs; dans ces conditions que vont devenir les ouvriers spécialisés dans la manipulation des vins? quelques-uns trouveront peut-être un vague emploi de manœuvre pour la reconstruction des immeubles détruits par la guerre, pour d'autres ce sera la misère ou la désertion de la terre champenoise afin de chercher ailleurs un emploi similaire plus ou moins aléatoire.

2° Les industries annexes et leur personnel constituent la deuxième série de personnes atteintes par la crise. Le commerce et la fabrication du champagne font en effet graviter autour d'eux une pléiade de branches d'activité qui leur sont intimement liées :

une nombreuse population vit de la fabrication, de la vente des instruments et produits nécessaires au commerce des champagnes proprement dit. Pour plus de commodité on peut subdiviser ces industries annexés en trois catégories.

a) *Industries des bouchons, paillons, caisses, machines de cave.* — Si l'on envisage les industries et commerces des bouchons, paillons, capsules, caisses d'emballages, articles de tonnellerie, machines de cave, qui sont en grand nombre situés dans la région, on voit combien, de par la solidarité étroite qui les lie aux champagnes, elles ont eu à souffrir de la crise : le syndicat qui à Epernay groupe pour cette ville la plupart de ces industries donne sur ce point des indications intéressantes ; de l'enquête faite récemment par lui il résulte que le chiffre d'affaires de ces différentes industries a baissé au moins de 50 et parfois de 65 o/o ; il était fatal en effet que les bouchons, muselets, capsules etc... suivent exactement la même marche décroissante que les bouteilles de champagne ; quant à la fabrication et à la vente du matériel fixe tel que machines à boucher, à cap-suler, à rincer, pupitres, etc., elles se sont trouvées encore plus réduites : les commerçants en Champagne trouvent que leur ancien matériel leur suffit amplement par ces temps difficiles et se montrent peu soucieux de le remplacer par de nouvelles machines coûteuses dont l'emploi ne se fait pas sentir d'une manière urgente. La conséquence d'un tel état de choses, c'est, comme pour le commerce du champagne lui-même, la fermeture de certaines maisons ou leur transformation, quand elle est possible, en une autre branche d'activité connexe, le licenciement d'une partie du personnel. Ici c'est le personnel féminin, employé en grande proportion dans ces industries

(notamment celles des paillons, des muselets) qui a été surtout contraint à un chômage involontaire : plusieurs maisons ont dû suspendre complètement leur fabrication pendant quelques semaines, laissant ainsi sans travail des centaines d'ouvrières. En temps normal, où ce personnel aurait-il pu trouver un emploi adéquat à ses connaissances ? dans les manipulations vinicoles, aux caves, débouché aujourd'hui fermé puisque les ouvriers et ouvrières cavistes y sont déjà en surnombre. Comme on l'a fait remarquer justement, le chômage féminin apparaît comme d'autant plus pénible à ce moment qu'il coïncide avec une forte réduction du salaire des ouvriers ; dans ce moment critique, le salaire féminin, considéré en tant que salaire d'appoint, n'a pas pu jouer son rôle naturel.

b) *Verreries*. — Les vins de champagne sont expédiés dans des bouteilles spéciales à qui on a donné le nom de la région « bouteilles champenoises » et qui sont fabriquées par des verreries particulières. Les verreries champenoises, au nombre de 13 en 1914, produisaient annuellement 50 millions de bouteilles ou de demi-bouteilles ; elles occupaient un personnel nombreux : 5.000 ouvriers comprenant au moins 2.500 ouvriers verriers expérimentés pour lesquels un apprentissage de longues années était indispensable. Quatre de ces verreries étaient situées dans la Marne (Loivre, Courcy, La Neuville, Reims), trois dans l'Aisne (Hirson, Folembray, Vauxrot, une dans la Meuse (les Islettes), trois dans le Nord (Trélon, Anor, Fourmies), une dans le Jura (la Vieille Loye) et une dans la Nièvre (Decize). La guerre en détruisit complètement cinq, dont trois furent partiellement rétablies depuis l'armistice ; cinq autres, plus ou moins endommagées du fait de l'invasion furent

remises en état et travaillaient en 1920 ; de sorte qu'en mars 1921 le groupe de verreries de Champagne, réunissant 11 maisons, occupait à nouveau 3.500 ouvriers.

Survint la crise actuelle : immédiatement toutes les verreries s'arrêtèrent et à partir d'octobre 1921 le chômage fut général ; ainsi, des usines hâtivement reconstruites et à grands frais, se voient, après un ou deux ans de travail, obligées de suspendre momentanément le travail, de fermer leurs portes, et le bataillon des chômeurs se trouve grossi du nombre des verriers congédiés ; en outre la continuation de la crise laisse entrevoir pour l'avenir des perspectives peu rassurantes.

e) *L'imprimerie-lithographie.* — Les imprimeries et lithographies sont parmi les industries que la crise du commerce des vins de Champagne a le plus vivement affectées et parmi elles ce sont tout naturellement les imprimeries régionales qui ont le plus souffert ; ces industries avaient en effet pris avant la guerre en Champagne un développement remarquable que les nombreux besoins du commerce champenois expliquent principalement ; leur production très variée comprenait en somme :

1° La décoration de la bouteille : étiquettes, écussons, etc., servant à sa parfaite présentation. Ces travaux nécessitaient un personnel expérimenté de dessinateurs, d'imprimeurs, de graveurs, de découpeurs, de vernisseurs, etc.

2° La publicité sous ces diverses formes : prix courants, cartes réclames, affiches artistiques illustrées, catalogues avec reproductions photomécaniques, nécessitant un personnel tout différent du précédent : artistes, affichistes, chromistes, etc., auxquels il convient d'ajouter encore la main-d'œuvre

annexe masculine et féminine : papetiers, relieurs, cartonniers, etc.

Du fait du grave malaise qui règne sur le commerce de champagne, ces différentes formes d'activité ont vu peu à peu diminuer leurs chiffres d'affaires au delà de toute prévision : c'est ainsi que le chiffre d'affaires spécialement fourni par les travaux de conditionnement et de publicité à l'usage exclusif du commerce des champagnes, a été évalué au quart de ce qu'il serait en temps normal ; autrement dit la crise a provoqué ici une diminution de 75 o/o. Devant un tel effondrement de commandes, nombreux sont les ateliers d'imprimerie qui, au cours de 1921, ont arrêté leurs machines, faute d'aliments. Là, objectera-t-on, il est relativement aisé pour ces industriels de continuer à exercer leur activité, en abandonnant une spécialisation qui n'a plus, provisoirement du moins, aucune raison d'être : sans doute la transformation de l'outillage est-elle possible, et c'est ce à quoi se sont livrées certaines imprimeries, lithographies qui travaillant pour d'autres besoins, ont pu éviter la fermeture complète et le chômage de leur personnel : mais ces modifications apportées au matériel sont encore coûteuses, et par suite de la crise économique générale qui fait sentir son influence dans tous les domaines, il n'est pas certain que les machines ainsi transformées trouveront à exercer leur activité. Aussi, afin de ne pas s'exposer à des mécomptes, les imprimeries et lithographies qui sont entrées dans cette voie, se sont trouvées dans la douloureuse nécessité de licencier une partie de leur personnel, de sorte qu'à la masse des chômeurs sont encore venus s'adjoindre de nombreux ouvriers de ces industries, aucun entrepreneur ne pouvant acheter leur force de travail.

Il est donc permis de dire que les industries annexes en général ont été éprouvées par la crise du commerce des champagnes autant que le négoce champenois lui-même.

**3° Les viticulteurs et vignerons.** — La crise de 1920-1921 qui pèse sur les différentes catégories qui viennent d'être étudiées, se répercute encore tout naturellement sur les propriétaires et ouvriers vignerons, c'est là une conséquence fatale qui est venue brutalement arrêter le bel effort de reconstitution du vignoble. Si la production alimente la fabrication et le commerce, et en ce sens les commande il n'en reste pas moins qu'en sens inverse la production est à la merci des débouchés : que les producteurs ne trouvent plus le placement de leurs produits et c'est la ruine pour eux. C'est actuellement le cas de la Champagne : en présence d'une crise aiguë de sous consommation les viticulteurs ne parviennent plus à écouler leurs vins : en 1921 la récolte fut insignifiante (87.931 hect.) du fait des ravages considérables causés dans les vignes par la gelée, et pourtant le commerce des vins de Champagne, n'a pu l'acquérir dans sa totalité, étant déjà dans l'impossibilité absolue de vendre d'une manière normale ses stoks de cave. L'offre étant de beaucoup supérieure à la demande, les prix payés par le commerce descendent en général au-dessous des prix de revient moyen dans nos différents crus, et cela, alors que tous s'accordaient à reconnaître l'exceptionnelle qualité du vin de 1921, supérieure même à celle de 1893 : malgré cette supériorité, il restait en décembre 1921 : 58.828 hectolitres non vendus chez les propriétaires (le commerce achète les vins, il faut le remarquer, dès la vendange). Déjà le vin de 1920 n'avait pas été d'ailleurs absorbé en son intégralité

par le commerce : 30.000 hectolitres sur 250.000 étaient restés à la propriété, des prix pratiqués variant selon les crus de 2 fr. 50 à 7 francs la bouteille ; mais en 1921 la situation s'est révélée autrement angoissante, malgré une importante baisse des prix ceux-ci allant de 1 franc la bouteille à 3 fr. 50 dans les grands crus.

Un prix de vente insuffisamment rémunérateur, un placement difficile d'une faible partie de la récolte, voilà certes plus qu'il n'en faut pour provoquer la ruine de nombreux viticulteurs et vignerons, surtout si l'on veut bien se rappeler que maintes parcelles endommagées du fait de la guerre avaient été improductives jusqu'en 1920 et que leur remise en état avait exigé de leurs propriétaires des sommes considérables représentant parfois toutes leurs économies. De ceci il ne peut résulter qu'un profond découragement : aussi la culture de la vigne est-elle négligée et peu à peu abandonnée dans les crus les plus frappés. L'avenir du vignoble est donc en jeu : c'est une richesse nationale qui menace de disparaître, une source de prospérité à la fois générale et régionale qui risque de s'éteindre ; l'abandon de la vigne qui ruinerait toute la Champagne viticole signifierait en outre la désertion du pays, car les coteaux champenois ne peuvent guère se prêter à d'autres cultures susceptibles d'assurer un profit à celui qui les entreprendrait. Il serait erroné de croire que ce tableau pessimiste est empreint d'exagération et ce serait une véritable faute de voir là non pas un danger profond, mais simplement un moment de malaise provisoire : des chiffres empruntés à l'association viticole champenoise et au syndicat général donnent une idée exacte du danger qui menace le vignoble : ces deux groupements centra-

lisent les commandes de sarments des syndciats viticoles : or en 1919 et 1920 il a été acheté 2.500.000 mètres de sarments greffables représentant en 1920 une valeur de 850.000 francs, et en 1921 les commandes n'atteignaient pas 600.000 mètres; comme les sarments achetés en 1921 doivent être greffés au printemps de 1922 et mis en place au printemps de l'année suivante, c'est un très grave ralentissement dans le relèvement du vignoble qu'il faut dès maintenant prévoir pour 1923, alors même que la situation économique s'améliorerait et que le commerce des champagnes prendrait un nouvel essor. A ce point de vue on peut dire que la crise pesant sur le commerce champenois, a déterminé à son tour une crise aiguë dont a à souffrir le vignoble, et qui, par ses conséquences futures, est beaucoup plus périlleuse pour la Champagne que la crise du commerce prise en elle-même.

**4° Les détaillants régionaux.** — Dans une région qui vit d'une industrie, celle-ci ne peut pas être menacée sans que toute la population indigène, même non directement intéressée à la question, en ressente les contre-coups : c'est peut-être en période de crise que la solidarité et l'interdépendance des différents corps de métiers se révèlent avec le plus de force; la puissance d'achat d'une partie du corps social se trouvant diminuée, le pouvoir de vente des autres membres sera de ce fait fortement réduit. La Champagne en offre actuellement un des exemples les plus frappants: des centres viticoles comme Ay, Mareuil, Avize, Epernay même ont une population composée en majeure partie de personnes occupées au travail des vignes ou des caves : celle-ci ayant son gain diminué, par suite de l'impossibilité d'écouler la récolte, ou son salaire réduit par suite de la réduction de

heures de travail, voit décroître son pouvoir d'achat : le chiffre d'affaires des commerçants, détaillants, boutiquiers locaux accuse alors une baisse qui, pour beaucoup, présage la fermeture et la ruine.

Cette conséquence apparaît bien moins accentuée dans une ville plus importante comme Reims où quelques industries indépendantes ont repris depuis la guerre un certain développement ; en outre les nombreux ouvriers employés dans cette ville aux travaux de déblayement et de reconstruction provoquent un mouvement d'affaires assez important ; cependant, malgré ces facteurs, une trop grande partie de la population est adonnée au Commerce de champagnes pour que les commerçants locaux ne se ressentent pas de la crise : le malaise, pour être moins intense, revêt encore dans la vieille cité, un caractère assez grave, pour entraver leur activité.

Cette répercussion de la crise des champagnes sur le commerce local est tellement sensible que dans une pétition émettant un certain nombre de vœux en vue de conjurer le danger qui menace l'industrie du champagne, et adressée au gouvernement, on relève parmi les 35.230 signatures non seulement celles des fabricants, vignerons., etc., mais encore celles de 867 commerçants et détaillants de la région de Reims et d'Epernay.

Les effets de la crise étant décrits, il reste maintenant à en rechercher les causes, et celles-ci étant dégagées, à indiquer les remèdes qui pourraient tout au moins alléger le mal dont se meurt la champagne.

## SECTION II

### Les causes de la crise

Cette crise qui pèse si lourdement sur le commerce des champagnes est un phénomène fort complexe dont les causes sont multiples ; il semble cependant qu'on puisse les grouper en trois grandes catégories :

A. — Cause générale.

B. — Causes spéciales à la consommation intérieure.

C. — Causes spéciales à la consommation extérieure.

Pour ne pas avoir la même part de responsabilité dans la diminution des expéditions de champagne, ces différents éléments n'en font pas moins subir leur influence particulière, et concourent au même résultat.

#### A. — Cause générale : la crise économique mondiale

La crise du commerce de vins de champagne peut être considérée comme un aspect spécial de la crise économique générale qui a sévi dans le monde entier depuis 1920. Sur les éléments constitutifs de ce phénomène international, nous n'avons pas à discuter ici : une telle étude dépasserait de beaucoup les cadres de ce sujet : qu'il nous suffise d'indiquer, sans y insister, le mauvais mécanisme monétaire infligé actuellement à la plupart des grands pays civilisés et l'insuffisance de production agricole dans ces dernières années, comme en étant les principaux facteurs : l'insuffisance de production combinée avec l'inflation fiduciaire s'est traduite par une

hausse rapide des prix, devant laquelle la consommation s'est dérobée.

Il est de toute évidence que la crise, s'étendant successivement à toutes les branches d'activité, ne pouvait manquer de frapper une production qui apparaît essentiellement comme une production de luxe. La hausse du prix des champagnes, provenant des causes signalées dans un chapitre précédent, à elle seule suffirait à constituer en temps normal un obstacle, qu'il conviendrait de ne pas négliger, à l'écoulement de ces vins qui ne sont pas de consommation courante ; or cette hausse s'est produite concurremment à une augmentation du prix des denrées les plus indispensables et une diminution très sensible des chiffres d'affaires et par suite des gains réalisés. La capacité d'achat de chacun se trouve réduite pour les produits nécessaires à la vie dans lesquels elle s'absorbe parfois en son intégralité, ne laissant pas la moindre disponibilité pour acquérir des objets moins utiles : c'est ainsi que l'on assiste fatalement à un état de sous-consommation auquel une reprise générale des affaires pourra seule mettre fin. Alors que pendant la guerre on recommandait instamment un régime sévère de restrictions volontaires et qu'on s'efforçait de le rendre plus effectif par un ensemble de mesures plus ou moins rigoureuses, ce régime s'est aujourd'hui réalisé de lui-même : chacun n'achète dans chaque branche que le strict minimum. Ce système devait fatalement porter un coup néfaste à un commerce qui, plus que tout autre peut-être, peut prospérer uniquement grâce à l'aisance et la richesse de sa clientèle : désormais cette clientèle s'abstient pour différents motifs qui tous trouvent leur explication dans la réduction du pouvoir d'achat : certains cessent toute commande,

étant incapables, malgré leur bonne volonté, de se procurer le produit à un prix n'excédant pas leurs ressources : tel qui payait 5 francs une bouteille de champagne en 1914 ne pourra souvent pas mettre 16 francs en 1921 ; d'autres préfèrent ne pas acheter dans l'attente d'une baisse qui leur permettrait d'acquiescer un peu plus tard à meilleur compte ce dont ils n'ont pas, pour l'instant un pressant besoin.

Ainsi l'insécurité économique se présente comme un des éléments de la crise du commerce des champagnes ; toutefois, il faut le reconnaître, encore qu'il ait une influence notable et qu'il soit d'autre part impossible de déterminer la part exacte de chaque facteur, c'est à celui-ci qu'il faut, semble-t-il, attribuer le moins de responsabilité.

Cette insécurité économique devait pourtant, pour une raison particulière, influencer tout spécialement sur le commerce des champagnes : nos grands vins ne sont véritablement parfaits pour la consommation qu'après un vieillissement d'au moins quatre à cinq ans ; on s'imagine dès lors les stocks gigantesques de bouteilles qui se trouvent emmagasinés dans les caves de Reims et d'Epernay ; ces stocks représentent des capitaux énormes (évalués à 1 milliard) qui sont là immobilisés ; c'est là sans doute une situation normale existant déjà avant 1914, mais comme nous avons eu déjà l'occasion de le faire remarquer, les expéditions courantes entretenaient des disponibilités qui font présentement défaut, aussi le commerce se trouve-t-il aujourd'hui en présence de difficultés de trésorerie insurmontables. Quoique les stocks en caves représentent une garantie de tout premier ordre, le crédit est refusé ou du moins strictement mesuré même aux maisons les plus sérieuses, par suite d'une prudence excessive ou d'une timidité injustifiée. Que résulte-t-il

d'une telle politique financière ? la puissance d'achat du commerce étant limitée par ses disponibilités de trésorerie, celui-ci n'a pu acquérir aux vendanges de 1921 qu'une infime partie de la récolte, et en réduisant ses prix d'achat : la crise s'est alors étendue du commerce au vignoble.

La crise économique générale, à ce point de vue surtout, a causé un préjudice considérable à la Champagne viticole.

### **B. — Cause spéciale à la consommation intérieure : les taxes sur le champagne**

La consommation nationale des vins de champagne qui, depuis une vingtaine d'années s'était largement développée, s'est restreinte dans une large mesure :

|                    |              |
|--------------------|--------------|
| 1910-1911. . . . . | 15. 517. 849 |
| 1919. . . . .      | 10. 407. 404 |
| 1920. . . . .      | 9. 759. 964  |
| 1921. . . . .      | 5. 470. 994  |

Il faut en chercher la raison, nous l'avons indiqué, dans le prix élevé du produit. Les éléments de cette élévation des prix ont été précédemment étudiés, mais il en est un, primordial qu'il convient d'envisager ici : le coût exagéré de nos champagnes, il faut le reconnaître, provient en grande partie des taxes excessives qui pèsent actuellement sur les vins fins. Qu'est devenu, en effet, l'ancien droit de circulation de 1 fr. 50 par hectolitre porté au cours de la guerre à 10 francs ? cette augmentation supportable n'a pu être jugée suffisante ; l'après-guerre nous a révélé, en effet, des budgets qu'il était impossible d'imaginer seulement auparavant : pour faire face aux dépenses effa-

rantes dont la liste nous était présentée, il fallait se résigner à s'adresser à toutes les branches d'activité, et en particulier une fois de plus aux boissons hygiéniques qui, par leur large consommation, semblaient un produit tout indiqué pour contribuer fortement à l'alimentation du trésor. Aussi M. Klotz, alors ministre des finances, demandait dans ses projets fiscaux de 1919 que le droit de circulation sur les vins fut porté au chiffre imposant de 25 francs l'hectolitre ; pour justifier cet impôt, on invoquait, outre les nécessité nationales, le rapport existant entre le droit de circulation et la valeur de la marchandise taxée ; se basant sur les vins ordinaires M. Klotz faisait remarquer que l'impôt sur les vins représentait :

En 1879, 28 0/0 de la marchandise ;

En 1899 . 33, 9 0/0

En 1913, 6,3 0/0 (le vin ne valant que 32 francs à la propriété) ; dans le tarif proposé pour 1920 : 25 francs l'hectolitre, la moyenne des prix pour le vin commun étant de 96 francs l'hectolitre, le rapport est de 26 0/0, ce qui ne fait pas plus qu'en 1879 ; et ce raisonnement pouvait à plus forte raison s'appliquer aux vins fins ; il est vrai qu'à cette argumentation on pourrait répondre : de ce que le vin est cher pour le consommateur, ce n'est pas une raison de le frapper en sus d'un impôt écrasant. En tout cas M. Klotz espérait 740 millions de ce renforcement de l'impôt sur les boissons hygiéniques. C'est sur ce cahier initial repris par M. Marsal que la commission du budget a travaillé : elle n'a pas voulu aller jusqu'où proposait l'ancien ministre des finances, tout en admettant le principe d'une nouvelle augmentation du droit de circulation : dans la loi du 25 juin 1920, qui consacre cette manière de voir, le droit de circulation sur les vins a été porté à 14

francs comme droit d'Etat, auxquels il faut ajouter 5 francs destinés à alimenter un « fonds commun » dans l'intérêt des communes, soit au total 19 francs par hectolitre ; cette importante majoration souleva une vive opposition à la Chambre, mais comme on avait besoin de ressources, l'article fut voté. Le commerce des vins, menacé dans ses intérêts, s'émut de cette hausse qui, s'ajoutant au prix de vente encore élevé chez le producteur, aux frais de transport et de camionnage risquait de restreindre la consommation dans de fortes proportions. A la suite de ces doléances MM. Chautemps, Bernier, députés, et quelques-uns de leurs collègues déposèrent en février 1921 une proposition de loi tendant à ramener le droit de circulation sur les vins à 10 francs par hectolitre : sur cette taxe 7 francs seraient prélevés au profit de l'Etat et le surplus au profit des communes ; les auteurs de la proposition invoquaient, comme justification de cette réduction, la baisse du prix du vin survenue depuis le vote de la taxe de 19 francs ; le droit proposé par eux, constituait une taxe de 15 0/0 environ du prix de la marchandise. La proposition soutenue par M. Barthe modifiait en ces sens l'article 83 de la loi du 25 juin 1920 à titre provisoire et pour une durée de cinq ans ; mais, votée par la Chambre, cette proposition fut rejetée par le Sénat. Toutefois, lors du vote de la dernière loi de finances, une réduction du droit de circulation fut consentie ; le taux fut abaissé à 14 francs l'hectolitre.

Ce droit frappe les vins de champagne en tant que vins ordinaires et l'on comprendrait très bien ce taux, et même un taux supérieur, s'appliquant à un tel produit, si une taxe de luxe ne venait par surcroît s'adjoindre à ce droit pour tous les vins fins

et par conséquent les champagnes. — Cette idée d'une taxe supplémentaire frappant les produits somptuaires, et qui avait pris corps pendant la guerre dans la loi du 31 décembre 1917, avait depuis lors fait son chemin : vers 1918-19 ce régime avait donné 500 millions au Trésor, aussi le législateur ne voulut il pas, malgré les critiques adressées à cette surtaxe abandonner une source de recettes aussi fructueuse. Le principe en fut donc conservé dans la loi du 25 juin 1920 dont l'article 73 s'exprime en ces termes : « les articles 23 à 28 de la loi du 31 décembre 1917 sont abrogés à partir de la mise en vigueur de la présente loi, sous réserve des dispositions ci-après : la taxe établie par l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917 continuera, en ce qui concerne les eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs et vins de liqueur, ainsi que les vins fins qui seront classés comme étant de luxe par les décrets prévus à l'article 64 ci-dessous, à être perçue dans les conditions fixées par les articles 24 de la loi du 29 juin 1918 et 19 de la loi du 31 décembre 1918 ; toutefois le taux de la taxe est porté à 25 o/o en ce qui concerne les eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs et vins de liqueur et à 15 o/o en ce qui concerne les vins classés comme étant vins de luxe. Ces ventes n'entreront pas dans le chiffre d'affaires soumis à l'impôt institué par l'article 59, mais uniquement en ce qui concerne les commerçants tenus d'acquitter la taxe de 25 et de 15 o/o ». Les articles 74 et 76 de la loi visent la constatation des ventes, la perception des taxes et les amendes. Le décret chargé de dresser le tableau de ce que la loi considérait comme objets de luxe ne se fit pas attendre ; c'est le décret du 26 juin 1920 qui effectua ce classement : dans son tableau B il est dit : objets classés comme étant de luxe lorsque le prix de vente excède le prix

porté ci-dessous : vins en bouteilles 5 francs (pour le calcul de la taxe instituée par l'article 73 de la loi du 25 juin 1920, il convient de remarquer que l'on déduit une somme de 1 franc par bouteille afin de tenir compte de la valeur du verre, de l'habillage et des emballages). Avec la hausse des prix actuels tous les champagnes se trouvent donc astreints à la taxe de 15 o/o ; or cet impôt, s'il est perçu en même temps que le droit de régie chez le producteur, ne s'en répercute pas moins tout naturellement sur le consommateur, par suite de son incorporation dans le prix de vente.

Devant de telles taxes on comprend le découragement de la clientèle des maisons champenoises. En outre à côté des consommateurs qui adressent directement leurs commandes aux négociants régionaux, il faut envisager le cas de ceux qui viennent le déguster dans les restaurants, hôtels, etc. ; on pourrait être tenté de croire que les bouteilles de champagne leur sont comptées au prix payé par le restaurateur, prix majoré seulement du fait d'un bénéfice plus ou moins exagéré. Ce serait là une grave erreur : là encore on rencontre le fisc qui vient s'interposer et frapper lourdement les consommations : une taxe de superposition vient frapper les vins de champagne consommés dans les établissements classés comme étant de luxe par le fisc (et c'est à peu près le cas de tous ces établissements) : de 10 o/o dans la journée, cette taxe s'élève à 25 o/o après dix heures du soir. Comment dès lors s'étonner des prix inouïs qu'atteignent nos marques les plus renommées dans les grands établissements où souvent l'appât de bénéfices éhontés contribue encore à grossir démesurément la note : c'est ainsi que des prix de 80, 100, 125 francs la bouteille sont cou-

ramment pratiqués. Sans doute il ne faudrait pas croire à la généralisation de telles pratiques ; il existe de nombreuses maisons plus scrupuleuses où la bouteille est comptée à un prix plus modéré, mais même lorsque le restaurateur se contente d'un bénéfice raisonnable, le taux de la carte des champagnes est encore de nature à décourager bien des consommateurs.

Au reste il est facile de se rendre compte à quel point les exigences fiscales contribuent à l'augmentation du prix des bouteilles de champagne : voici en effet d'après M. de Mun, président du syndicat patronal du Commerce des Vins de Champagne, dont la haute compétence en cette matière est indiscutable, comment se décompose le prix de vente d'une bouteille en décembre 1920 :

Prix d'une pièce de cuvée rentrée au cellier, majoré de la valeur des futailles, des commissions et transports rapides : 1.400 francs.

Soit déjà un prix de : 6 francs la bouteille.

Le prix de toutes les fournitures de 1 franc avant-guerre est passé à 4 francs.

A cela il faut ajouter les frais généraux : salaires, entretien d'immeubles, du matériel, intérêt des capitaux engagés, amortissement, impôts ; de plus il faut ne point perdre de vue qu'entre l'achat de la récolte et la livraison en bouteilles, une récolte se grève de 10 0/0 de perte due à l'évaporation des vins en réserve, à la casse, au coulage, au dégorge-ment, etc ; d'où un prix de vente minimum pratiqué par les maisons, de 16 francs. Et encore ce prix est-il seulement possible en raison des éléments anciens, des vins de 1911-13 qui, mélangés aux récoltes actuelles, abaissent un peu le prix de revient du stock. Afin de recouvrer 16 francs net, le commerçant devra factu-

rer 18 francs, puisqu'il abandonnera sur le montant de sa facture au minimum 3 o/o d'escompte et 10 o/o de commission nécessaires à l'agent. Ce dernier livre les bouteilles aux intermédiaires et on assiste alors à une hausse rapide du prix du produit :

a) *Champagne consommé par les particuliers* : le marchand en gros reçoit la bouteille à 18 francs, plus les frais de transport et de camionnage, plus deux fois la taxe de 1, 10 o/o puisqu'il y a eu deux transmissions de la marchandise, plus le congé : voilà des lors la bouteille à 20 francs. Le marchand en gros a lui aussi des frais triples de ceux d'avant-guerre : pour balancer ses frais généraux il prélèvera 10 o/o sur les marchandises et 5 o/o pour son bénéfice ; le prix s'élèvera ainsi à 23 francs. Au moment de la livraison au consommateur, c'est l'Etat qui intervient avec sa fameuse taxe de luxe de 15 o/o, soit 3 fr. 45. Le consommateur aura donc payé dans les conditions les plus favorables 26 fr. 50 la bouteille, sur laquelle le marchand de vins en gros recevra 1 franc de bénéfice net, l'agent sa commission et sur laquelle la maison d'origine n'aura perçu que 16 francs. Par contre l'Etat aura pris au passage 0 fr. 60 + 3 fr. 45 = 4 fr. 05.

Les calculs précédents sont basés sur le prix d'une bouteille de première qualité, de grande marque ; avec des crus secondaires, avec des marques de deuxième ordre où l'on assiste à la disparition presque totale des intermédiaires, les prix pratiqués sont évidemment moins élevés, mais le prélèvement par l'Etat reste aussi sensible.

b) *Champagne consommé dans les restaurants*. — Le restaurateur paye la bouteille, dans les mêmes conditions que précédemment, 18 francs plus les frais soit 20 francs. D'autre part il paye aussitôt la

taxe de luxe de 15 0/0 : son point de départ est donc de 23 francs ; si son établissement est classé comme étant de luxe, il lui sera matériellement impossible de vendre moins de 40 francs. En effet sur ces 40 francs le fisc perçoit 10 0/0 de la recette brute : soit 4 francs ; le restaurateur aura donc gardé un bénéfice de 13 francs sur le prix de vente. Or l'enquête la plus impartiale montre que ce pourcentage n'a rien d'excessif, par suite des frais énormes que l'établissement doit supporter : loyer, éclairage, service, vaisselle, etc. Prenons maintenant le cas où le consommateur s'abandonne au champagne, après vingt-deux heures, en fin de soirée, comme c'est généralement le cas : les prétentions du fisc s'élèvent alors, et le prélèvement passe de 10 à 25 0/0 de la recette brute : s'il veut conserver un bénéfice sensiblement analogue, le restaurateur sera obligé de facturer la bouteille de champagne : 50 francs, puisque 12 fr. 50 iront au fisc. Dans ce dernier cas l'Etat prend en tout sur le produit 15 fr. 90 (droit de circulation, taxes de 1, 10 de 15 et 25 0/0).

En résumé il n'est donc pas exagéré de dire qu'en moyenne l'Etat prélève 9 à 10 francs par bouteille, sur l'ensemble des opérations de vente du champagne.

Ainsi le tarif élevé de ces différents droits et taxes qui se cumulent et se superposent, paralyse la consommation des vins de champagne ; c'est là, il faut le reconnaître, un des facteurs les plus importants de la crise actuelle.

Jamais à aucune époque, à l'exception de l'Ancien Régime où les champagnes étaient grevés d'impositions considérables (1) (impositions extraordinaires,

1. Voir thèse Roche, *le Commerce des vins de champagne sous l'ancien régime*.

octrois municipaux, droits d'aides, dîmes... etc.), ce produit n'a eu à supporter de telles charges.

### C. — Causes spéciales à la consommation extérieure

Cette taxe de luxe de 15 o/o sur nos champagnes ne vise pas la consommation extérieure ; en principe on accorde en effet la franchise pour nos exportations, afin, théoriquement du moins, de n'apporter aucune entrave à leur développement ; mais si l'étranger en est exempt, cette taxe ne nous cause pas moins un tort considérable dans nos rapports avec l'extérieur ; encore que ce préjudice ne puisse se chiffrer, il est peut-être égal à celui que cause ce droit à la consommation intérieure : tous les pays ont en effet édicté des taxes intérieures sur certains produits, taxes similaires à notre taxe de luxe sur les champagnes, et parmi les denrées, marchandises ou objets manufacturés qui en sont grevés, figurent toujours en 1<sup>re</sup> ligne les vins de champagne ; ces impôts généralement très lourds sont une des causes de la restriction de la consommation extérieure : lorsque nos représentants discutent des traités de commerce avec tel pays étranger, ils s'efforcent tout naturellement d'obtenir la suppression ou du moins l'atténuation de ces droits intérieurs qui entravent nos exportations ; mais ils se trouvent désarmés par l'argument que leur rétorque le co-contractant : c'est la France elle-même qui donne l'exemple d'une semblable politique en frappant lourdement ses vins de champagne ; pourquoi dès lors les autres nations n'en feraient elles pas autant ? pourquoi ne qualifieraient-elles pas de produit de luxe un produit à qui cette qualité a été reconnue par l'Etat d'origine ? puisque la France

trouve qu'il est naturel de faire payer un taux élevé à ses nationaux, elle ne peut pas s'étonner et s'indigner de ce que les gouvernements étrangers agissent de même dans la limite de leur territoire : le raisonnement revêt d'autant plus de force qu'une semblable mesure présente pour les Etats clients des avantages multiples : protection des vins nationaux, obstacle à l'exportation des capitaux, source de recettes..., etc. La taxe de luxe perçue uniquement sur le territoire français étend donc ses conséquences désastreuses bien au delà de nos frontières.

Or le commerce des vins de champagne n'a pas besoin de cette entrave nouvelle à ses exportations, car il est déjà terriblement atteint de ce côté. Commerce essentiellement d'exportation, il est depuis 1920 menacé d'une ruine totale par suite de la politique hostile pratiquée à son égard par la généralité des pays : l'étranger se dérobe de plus en plus, et pour une raison ou pour une autre, semble jeter un interdit sur nos vins fins : les débouchés normaux se sont fermés complètement ou ont réduit leurs importations de ce produit à un chiffre minime. Les chiffres suivants donnent un relief saisissant à cette lamentable constatation : la France qui expédiait à l'étranger

|                  |                                       |
|------------------|---------------------------------------|
| en 1910-1911.... | 23.066.523 bouteilles                 |
| en 1920.....     | 15.031.658 bouteilles, n'en a expédié |
| en 1921 que....  | 6.864.800 bouteilles                  |

C'est dans cette fermeture ou cette restriction des débouchés qu'il faut voir le facteur capital de la crise, facteur que nous allons étudier avec plus de détails.

L'hostilité de la politique commerciale étrangère à l'égard de nos champagnes, s'est marquée de façon différente suivant les pays et suivant les motifs qui ont inspiré une telle attitude ; d'une façon générale

on peut classer en trois grandes catégories les obstacles que les pays étrangers ont dressés à l'entrée des crus champenois sur leur territoire :

1° Les lois de prohibition.

2° Les mesures de restriction : monopoles, interdiction, contingentement.

3° L'élévation des tarifs douaniers et taxes intérieures.

Il faut en effet avant tout dénoncer une confusion que trop souvent, dans le langage courant, on a tendance à commettre : il s'agit de la distinction entre la notion de prohibition et celle d'interdiction, cette dernière mesure rentrant dans la deuxième catégorie de la classification précédente. Or ce sont là deux choses toutes différentes dont il convient de délimiter exactement le domaine : par pays soumis à prohibition on entend des pays dans lesquels le gouvernement a proscrit formellement non seulement l'importation des vins, champagnes, liqueurs..., etc., mais encore leur fabrication, leur commerce, leur usage, leur consommation ; on englobe ici dans la même disposition législative toute boisson alcoolique sans faire nulle discrimination entre les vins d'origine étrangère et les vins nationaux. C'est là la mesure radicale par excellence, dont l'effet, suivant l'expression typique américaine est de mettre le pays « à sec » ; nul autre régime évidemment ne peut causer aux vins en question un préjudice comparable à celui qui résulte d'une loi de prohibition.

Toute autre est par contre la notion d'interdiction : par ce terme on envisage un Etat dont le gouvernement a défendu d'une manière plus ou moins rigoureuse la seule importation de vins étrangers. Les pays qui procèdent ainsi, loin de proscrire la fabrication et la consommation des produits viticoles, les

laissent largement s'exercer ; leur hostilité ne s'étend qu'aux exportations de certains pays producteurs, qu'ils entendent soit complètement proscrire chez eux, soit simplement contingerter. Les motifs qui inspirent cette politique se résument généralement en un seul ; la raison d'être d'une telle attitude doit être cherchée dans la pénurie d'argent où se trouve l'Etat client : du fait de la guerre certains pays se sont vus en face d'une situation financière très compromise, d'un papier-monnaie déprécié ; leur budget s'équilibre difficilement ; la crise économique générale a contribué à rendre beaucoup plus précaire encore la situation déjà si instable dans laquelle ils se trouvaient ; afin de provoquer une hausse du cours de leur monnaie et de bénéficier ainsi d'un change plus favorable, ces Etats ont dû alors limiter leurs importations afin d'arrêter la sortie des capitaux ; naturellement les produits non indispensables à la vie devaient se trouver les premiers atteints par ce régime et c'est ainsi que plusieurs nations ont édicté une interdiction générale d'importer des produits de luxe ; les dispositions de lois étrangères énonçant ce qu'il faut entendre par le terme « produits de luxe » calquent en général leur classification sur les décrets français établissant la liste des produits soumis à la taxe de luxe ; aussi les vins de champagne sont-ils toujours visés par ces mesures. Il arrive parfois que l'importation soit autorisée sous condition formelle d'obtenir des autorités compétentes étrangères un permis d'importation : mais en pratique cette réserve n'est souvent qu'illusoire, le gouvernement étranger refusant systématiquement les permis ou subordonnant leur délivrance à des formalités innombrables et coûteuses. Les pays qui pratiquent ce système sont parfois obligés cependant de s'arrê-

ter dans la voie de l'interdiction et ne peuvent fermer d'une manière absolue leurs frontières à l'égard de tel ou tel produit : en règle générale les nations sont interdépendantes les unes des autres au point de vue économique ; or si elles sont tributaires du pays exportateur, une telle attitude provoquerait des représailles de la part de ce pays qui ne manquerait pas de prendre des mesures restrictives à l'égard des produits d'exportation de son client : aussi pour éviter une semblable guérilla un Etat préfère-t-il encore ouvrir sa frontière pour une quantité limitée de vins et champagnes par exemple ; les conventions commerciales contiennent ainsi souvent des clauses dans lesquelles un pays admet un certain contingentement des produits venant d'un autre.

Enfin dans une troisième catégorie on peut ranger tous les pays qui, sans aller jusqu'à une interdiction ou un contingentement des champagnes français, ont vu leurs importations de ce produit se restreindre dans des proportions notables par suite d'une élévation des tarifs douaniers en vigueur ou la création de taxes intérieures frappant la consommation. Cette politique ultra-protectionniste, on la retrouve actuellement dans presque tous les pays, même chez ceux pour qui le libre échange fut toujours de tradition : tel est le cas de la Grande-Bretagne. Une telle politique s'inspire de motifs très variés : certains Etats peuvent voir là (comme ceux de la 2<sup>e</sup> catégorie) un moyen sûr de ralentir les importations et par suite d'améliorer leur change ; mais les entraves ainsi apportées à l'exportation des vins de Champagne sont motivées parfois par de tout autres considérants : tantôt c'est le côté purement fiscal de la question qui est envisagé : il importe avant tout, pense-t-on, de procurer des recettes adondantes au

trésor, et une large taxation des produits importés apparaît comme un excellent moyen ; une profonde déception peut bien résulter d'ailleurs d'un tel calcul : la hausse exagérée d'un produit a pour contrepartie la restriction de sa consommation, et les recettes, loin d'atteindre le niveau espéré, peuvent subir un important fléchissement ; pourtant c'est encore ce que nombre d'Etats s'obstinent, semble-t-il, à ne pas vouloir reconnaître. Tantôt on attribuera au tarif douanier son rôle naturel de protecteur des produits nationaux : à l'abri de barrières douanières élevées, les producteurs du pays fabriqueront vins et mousseux qu'ils pourront vendre à bas prix. Ailleurs c'est une pure question de représailles qui sera en jeu : certains pays estimant que leurs produits sont trop lourdement taxés par la France, haussent les droits pesant sur les champagnes, et une véritable guerre de tarifs peut ainsi éclater, aboutissant pratiquement à l'arrêt des exportations entre les deux pays : tel fut le cas de l'Espagne.

Enfin il est des pays qui agissent ainsi, mus par un sentiment moral et idéologique : attribuant aux boissons alcooliques une part des maux dont souffre l'humanité, ils entendent déterminer une baisse de la consommation par des tarifs plus ou moins prohibitifs ; bien entendu seuls les pays non producteurs peuvent être inspirés par ce motif quand ils élèvent le taux des droits de douane ; en réalité, selon eux, les notions d'un juste milieu, d'une modération raisonnable, les empêchent seules d'aller jusqu'à la prohibition absolue. Ceux qui entendent ainsi justifier l'élévation de leurs droits de douane, ne dévoilent d'ailleurs pas, on peut le certifier, le fond de leur pensée : le rôle moral qu'ils déclarent vouloir faire jouer aux tarifs n'est souvent qu'un vain prétexte

derrière lequel se cachent un ou plusieurs des motifs précités.

Envisageons maintenant d'un peu plus près ces trois grandes catégories.

**1° La tendance prohibitionniste et les lois de prohibition.** — La tendance prohibitionniste apparaît comme l'ennemi irréductible de toute boisson dans laquelle entre une proportion d'alcool, si infime soit-elle : sans doute en principe permet-elle la fabrication et l'usage des boissons ne contenant pas une quantité d'alcool supérieure à un certain maximum fixé par une loi, mais cette réserve est en fait si peu importante que même les vins les plus légers se trouvent atteints par de telles mesures.

Aussi, jamais un danger si absolu n'a menacé le commerce des vins ; le phylloxéra ravageant jadis le vignoble et causant de ce fait une crise intense de production ne constituait pas en somme un péril plus menaçant que cette tendance, qui a pour résultat de priver de leurs débouchés normaux tous les vins, mousseux, champagnes, etc ; et de provoquer ainsi la ruine de tous ceux qui sont attachés à ces branches d'activité.

L'esprit qui anime les abstinents, partisans de la prohibition, est loin d'être nouveau : il s'agit de supprimer l'alcoolisme et d'obtenir ainsi la régénération de la race ; idée noble et élevée, mais que les prohibitionnistes ont exagérée et déformée à plaisir. Que l'abus de l'alcool soit un mal, nul ne le conteste et ne prétend protester contre des mesures qui viseraient uniquement à empêcher l'individu de satisfaire une passion aussi funeste pour lui que pour sa famille et pour sa descendance : en ce sens l'interdiction en France de la fabrication, du commerce et de la consommation de l'absinthe apparaît comme parfaite-

ment légitime. Pendant le cours du xix<sup>e</sup> ce sont des mesures de ce genre, même moins radicales, que se bornèrent à réclamer avec insistance les différentes associations anti-alcooliques qui se développèrent surtout dans les Etats Scandinaves et dans l'Amérique du Nord : droits élevés sur l'alcool, réduction du nombre des cabarets, législation sévère répressive de l'ivresse, tels furent les points sur lesquels se porta l'effort des tempérants. Malheureusement cette tendance raisonnable en elle-même comptait parmi les rangs de ses disciples des exaltés, des extrémistes, pourrait-on dire, pour qui ces différentes mesures ne devaient constituer qu'une étape ; pour eux, le seul moyen de supprimer effectivement les méfaits de l'alcool, c'est d'en interdire non seulement l'abus, mais aussi l'usage : la faiblesse humaine est telle, suivant ces pessimistes, que de l'usage à l'abus la distance, bien faible, sera aisément franchie malgré toutes les dispositions prises pour empêcher la consommation excessive des boissons alcooliques. Dès lors les tempérants se transforment en abstinents ; or, malgré la confusion qu'essayent de créer les prohibitionnistes en faisant passer le mot d'abstinence pour synonyme de tempérance, les deux termes ont une signification absolument différente qu'il faut bien préciser : pour les anciens tempérants il s'agissait de modération, pour les abstinents il s'agit maintenant de prohibition : il y a entre les deux mots toute la différence qu'il y a entre l'usage et l'abus : les abstinents considèrent donc le simple usage des boissons alcoolisées comme essentiellement nocif : leur consommation, si raisonnable et modérée soit-elle, est un véritable fléau au même titre que l'emploi des stupéfiants : opium, cocaïne, héroïne, et conduit fatalement à la déchéance humaine. C'est ce processus

que l'on rencontre dans la majorité des pays qui ont entendu réagir vigoureusement contre l'alcoolisme ; tous ne se sont sans doute pas ralliés à cette idée, mais dans nombre d'Etats, cette tendance compte maints partisans. L'évolution, qui vient d'être signalée, se produisait assez lentement avant la guerre, et si certains Etats particuliers de la grande république nord-américaine avaient déjà à cette époque édicté des mesures de prohibition, le danger ne paraissait encore nullement pressant en 1914 ; la guerre a mûri considérablement le mouvement prohibitionniste et en a hâté l'aboutissement ; en quelques années les abstinents devenus puissants, groupés en associations disposant de larges ressources pécuniaires, ont fait pression sur l'opinion publique au moyen de conférences et de tracts, ont agi auprès des autorités officielles parmi lesquelles ils comptaient de nombreux adhérents et ont réussi à imposer leur point de vue à certains pays. Lorsqu'on s'engage dans une telle voie il est assez difficile de s'arrêter : après avoir réussi dans leur propre pays, les abstinents entendent développer leur action, contraindre les autres nations à les imiter, faire édicter la prohibition mondiale et inaugurer l'ère de l'abstinence internationale.

Le danger de ces lignes de tempérance résulte tout particulièrement de leur fanatisme et du caractère religieux qu'ils impriment à leur Croisade : les disciples se croient investis d'une mission sacrée et nul argument ne résistera devant ces nouveaux apôtres : la consommation des « boissons intoxicantes » pour employer leur expression, entraînant nécessairement à leurs yeux l'étiollement de la race, la misère du foyer, à eux qui sont les élus du Seigneur, à été confiée la tâche de la faire disparaître afin de

supprimer les maux qui en proviennent. Les églises protestantes, les premières, ont répandu cette foi dans les masses populaires ; les pasteurs ont ainsi contribué dans une forte mesure au développement de la tendance prohibitionniste ; par la suite la majorité des églises catholiques, en Amérique notamment, a adhéré au mouvement. Les abstinents ont trouvé également un appui auprès de l'élément féminin de la population ; les femmes étant souvent les premières à souffrir des méfaits de l'alcoolisme, se sont, en règle générale, prononcées en faveur d'une prohibition aussi complète que possible ; d'autant plus que dans les nombreux discours des partisans d'un tel système, on leur faisait miroiter le bonheur parfait résultant fatalement de l'abstinence obligatoire. D'autre part une partie du corps médical est venue renforcer les rangs des bataillons prohibitionnistes, et leur influence a été des plus efficaces dans l'expansion de la nouvelle doctrine : alors que de nombreux médecins se contentaient, avec juste raison, de condamner l'abus de l'alcool et de démontrer ses effets désastreux sur l'organisme, d'autres ont englobé dans le même mépris toutes les boissons alcoolisées, ont signé de flamboyantes déclarations fustigeant leur consommation ; forts de ces proclamations scientifiques ou soi-disant telles, les abstinents ont lancé l'anathème contre les vins les plus légers, les champagnes les plus inoffensifs. Enfin il importe de tenir compte de l'aide prêtée à la campagne prohibitionniste par « ceux qui font de l'abstinence par snobisme », sans doute cet appui est en général purement passif et ce n'est point dans ce milieu qu'il faudrait chercher les leaders et les propagandistes du mouvement ; toutefois leur défaut volontaire de résistance à l'égard de la prohibition comporte par

•

cela même une assez forte part de responsabilité dans les succès remportés par les abstèmes.

Encore que la tendance abstentionniste n'ait obtenu un plein succès que dans quelques pays, son activité s'est répandue un peu sur tous les points du globe ; la propagande, partie des Etats-Unis, s'est particulièrement exercée dans les pays Scandinaves, en Angleterre et dans les Dominions, en Belgique et en Suisse, comme nous aurons l'occasion de le constater en étudiant ces divers pays. Pour l'instant bornons-nous à nous demander si la doctrine de l'abstinence s'est répandue en France. A cette question il faut répondre par l'affirmative, quoique cette assertion puisse paraître surprenante dans un pays essentiellement viticole. Le mouvement prohibitionniste en France ne date pas, comme on pourrait le croire, de la victoire remportée en Amérique par les abstinents, il lui est bien antérieur et a son origine dans la destruction du vignoble par le phylloxéra (1) : à cette époque on émit alors l'idée dans certains milieux que le malheur n'était pas si important qu'on se plaisait à le dire, la consommation des vins étant plutôt néfaste ; sans doute cette opinion était fort peu répandue dans ce pays de production viticole qu'est la France, toutefois il suffisait qu'elle fût en germe pour qu'elle se développât par la suite avec plus de force ; il faut remarquer d'autre part que la Faculté de Médecine elle-même semblait apporter un appui sérieux à cette thèse, avec les travaux du D<sup>r</sup> Lancereau sur l'alcoolisme, « sur l'intoxication par le vin » (1878), ceux des D<sup>rs</sup> Magnan et Laborde (1887) et du D<sup>r</sup> Legrain (1889 qui est aujour-

1. Rapport de M. Mayet, vice-président du Comité International des Vins.

d'hui le leader du prohibitionnisme en France. En outre les vins commencèrent à tomber en discrédit auprès des autorités officielles à partir de 1895 à la suite d'un discours prononcé contre eux à la Chambre des députés par le D<sup>r</sup> Lannelongue ; une commission fut constituée pour étudier les mesures à prendre pour lutter contre l'alcoolisme, comprenant entre autres membres les D<sup>rs</sup> Lancereau, Lannelongue et Magnan ; c'est dire l'esprit dans lequel elle entreprit ses travaux ; à la suite des conclusions de cette commission, M. A. Rambaud, ministre de l'Instruction publique, établissait le programme de l'enseignement anti-alcoolique dans les écoles et lycées : toutes les boissons fermentées, vins comme alcool, étaient traitées sur le même pied d'égalité, sans ménagements. Il est juste cependant de remarquer que les tempérants d'alors étaient beaucoup moins intransigeants qu'aujourd'hui : ils ne condamnaient pas radicalement l'usage des boissons alcoolisées, malgré leurs préférences personnelles pour un régime où elles seraient exclues. Cette tendance fut au surplus contrebalancée quelques années plus tard par un mouvement en sens inverse : les boissons alcoolisées furent réhabilitées par la loi de 1900 leur appliquant la dénomination de « boissons hygiéniques » et leur faisant subir d'importants dégrèvements ; réaction qui s'explique uniquement par le désir d'assurer aux producteurs le placement de leurs produits, à la suite de la reconstitution du vignoble et de la mévente.

Mais, malgré ce revirement des autorités officielles, le parti des tempérants français n'en continua pas moins à subsister et à mener campagne contre les boissons alcooliques : en 1910 eut lieu à Grenoble le 1<sup>er</sup> Congrès des abstinents français qui se proposa

surtout de lutter contre l'abus de l'alcool. Pendant la guerre les abstinents redoublèrent d'efforts, mais à la vérité c'est seulement depuis le rétablissement de la paix qu'ils se sont montrés intransigeants : leur campagne prohibitionniste fut nettement affirmée au Congrès tenu à Nantes et à Saint-Nazaire en 1919. Les 20-21 mars 1920 fut tenu à Paris, au Musée Social, la première session du Congrès permanent des abstinents prohibitionnistes français ; dans l'appel adressé aux adeptes il est dit notamment que « l'heure est venue d'user de procédés plus audacieux » et selon le D<sup>r</sup> Legrain, médecin-chef de l'asile d'aliénés de Villejuif et président du Congrès, le « vinisme », selon le néologisme qu'il emploie, est à sacrifier, la consommation des produits de la vigne est à combattre au même titre que l'alcoolisme. Dans son programme le Congrès loue les avantages de l'usage des fruits et jus naturels non fermentés, condamnant ainsi les vins contenant une quantité d'alcool si minime soit-elle ; cette tactique est inspirée évidemment par la prudence : il faut avant tout rassurer les viticulteurs qui jamais n'adhéreraient au mouvement et s'y opposeraient de toutes leurs forces, aussi veut-on les persuader que la prohibition des boissons fermentées, loin d'être pour eux une cause de ruine, leur apporterait une ère nouvelle de prospérité : les produits de la vigne, leur assure-t-on, trouveraient un écoulement plus rémunérateur sous forme de jus de raisin ou vin sans alcool et du fait du développement de la consommation des raisins de table. La thèse de ces abstinents est au fond très habile : par ces promesses alléchantes ils espèrent détacher les viticulteurs des fabricants et négociants, en montrant aux premiers une soi-disant dualité d'intérêts entre eux et les commerçants ; une fois les viti-

culteurs gagnés à leur cause, les adhérents pensent qu'ils auraient facilement raison du commerce des vins. C'est cette tactique qui fut à nouveau préconisée au Congrès international des prohibitionnistes, tenu à Paris le 19 mars 1911, où divers adhérents étrangers célébrèrent la marche progressive de la prohibition dans le monde, assurant que la victoire définitive approchait.

Ainsi, enhardis par les succès des abstinents d'outre Atlantique et assurés de leur collaboration, les abstèmes français ne sont plus seulement les adversaires de l'alcool, mais encore du vin ; il est à remarquer toutefois que la croisade n'est nullement revêtue ici d'un caractère religieux, et que c'est surtout sur des considérations d'ordre hygiénique qu'elle s'appuie (les abstinents emploient en effet des arguments variés suivant le tempérament des peuples qu'il s'agit de convaincre). Sans exagérer l'importance de la tendance prohibitionniste en France, qui se heurtera dans ce pays viticole à une forte opposition, il est cependant nécessaire que la viticulture et le commerce des vins comprennent qu'ils sont unis étroitement, qu'ils doivent marcher la main dans la main, et que leur devoir est de suivre de près la marche du mouvement abstentionniste, afin de pouvoir se défendre contre les agissements de ce parti.

Etudions maintenant les pays dans lesquels la prohibition a été réalisée : ils sont actuellement au nombre de quatre dont deux constituaient des débouchés de premier ordre pour nos champagnes : les Etats-Unis et une partie du Canada ; nous ne ferons que mentionner les deux autres : Finlande et Islande, la prohibition ayant ici beaucoup moins d'importance pour nos champagnes.

a) **Les Etats-Unis.** — Depuis longtemps les Etats-Unis étaient pour les champagnes français un débouché des plus intéressants ; sans doute depuis 1910 les importations de ce produit suivaient dans la grande république une courbe descendante qui ne peut s'expliquer que par les campagnes violentes des abstinentes contre toute boisson alcoolisée ; toutefois, malgré le régime sec en faveur dans certains Etats particuliers, la consommation des vins de Champagne était encore fort importante, comme le montre le tableau des importations :

(à déduire 20 ou 25.000 caisses annuellement envoyées au Canada)

|               |         |                               |
|---------------|---------|-------------------------------|
| 1906. . . . . | 389.349 | caisses, soit 4.672.188 bout. |
| 1907. . . . . | 381.383 | —                             |
| 1908. . . . . | 324.349 | —                             |
| 1909. . . . . | 481.777 | —                             |
| 1910. . . . . | 274.000 | —                             |
| 1911. . . . . | 238.160 | —                             |
| 1912. . . . . | 272.441 | —                             |
| 1913. . . . . | 246.361 | —                             |

soit de 1906 à 1913 une moyenne de 330.000 caisses ou 3.960.000 bouteilles (moins 300.000 bouteilles pour le Canada) : soit 3.650.000 bouteilles.

Or, aujourd'hui la prohibition d'importer aux Etats-Unis des boissons alcoolisées quelconques et par conséquent des champagnes, est absolument formelle : c'est à l'heure actuelle un débouché complètement fermé. Il est aisé de comprendre le tort qu'une telle mesure a causé au commerce champenois : la fermeture intégrale du plus important de nos débouchés après l'Angleterre emporte une lourde part de responsabilité dans la crise qui sévit sur nos vins de luxe : d'après la Chambre de Commerce française de New-York, les 246.361 douzaines de bouteilles de champagne expédiées en 1913 repré-

sentaient une valeur de 4.027.922 dollars ; si l'on tient compte de la hausse des prix et du cours du dollar, on voit quelle est la perte subie actuellement par la Champagne viticole.

1) *La loi de prohibition et ses origines.* — Le 10 août 1917 une loi dite « Food Law » interdisait l'importation aux Etats-Unis des alcools distillés et donnait au président tous pouvoirs pour prohiber l'entrée des vins et bières dans le cas où il le jugerait convenable. En réalité la menace qu'engendrait cette disposition ne paraissait pas très dangereuse aux yeux de nombre de personnes, car à cette époque le sentiment général était qu'une telle prohibition ne serait pas édictée ; c'était là une profonde erreur : cette loi allait être suivie de plusieurs autres qui réalisèrent la menace en germe dans la loi du 10 août.

C'est dans sa soixante-cinquième session commencée le 3 décembre 1917 que le Congrès des Etats-Unis de l'Amérique du Nord adopta une résolution tendant à ajouter à la Constitution un dix-huitième amendement ainsi conçu : « un an après la ratification de cet article, la fabrication, la vente, le transport des liqueurs enivrantes, leur importation ou exportation seront interdites aux Etats-Unis et sur tout territoire soumis à leur juridiction. Les Congrès et Etats respectifs auront pouvoir pour faire exécuter cet article, au moyen d'une législation appropriée. » « Cet article ne sera opérant que s'il est ratifié comme amendement à la Constitution par les législatures des Etats comme l'exige la Constitution, dans le délai de sept ans à compter de la date à laquelle le Congrès l'aura soumis aux Etats ».

En conséquence cet article fut porté à la ratification des différents Etats particuliers et ayant obtenu

l'adhésion de trente-six d'entre eux, c'est-à-dire des trois quarts, ainsi que le veut la Constitution, il devenait le dix-huitième amendement le 29 janvier 1919. Cet amendement se borne à interdire la vente et la consommation des « boissons intoxicantes » sans donner, il faut le remarquer, aucune précision sur ce qu'il entend par ce terme ; sa définition résulte de l'interprétation donnée par le Congrès : c'est en effet la loi Volstead, dite « Volstead Act » qui détermine ce qui est boisson enivrante : toute boisson contenant plus de 1/2 0/0 d'alcool. De par cette loi, le régime sec se trouve étendu légalement au Etats-Unis, causant au commerce français un préjudice qu'on peut estimer à 11 millions de francs or d'après la moyenne des années 1914-1918.

*Origines de la loi.* — Faut-il voir dans cette loi un bouleversement radical et spontané de la politique américaine à l'égard des boissons alcoolisées ou le simple aboutissement d'une lente évolution ? Il faut en réalité remonter très loin dans le passé pour trouver les sources de la disposition de 1919 : l'origine initiale du dix-huitième amendement peut-être fixée sans exagération vers 1789, époque où fut fondée la première société de tempérance américaine (1). Les Etats-Unis sont en effet un des berceaux de l'anti-alcoolisme : l'alcool était vers la fin du XVIII<sup>e</sup> dans ce pays un produit de large consommation dont usaient surtout les populations noires ; le caractère nocif des différentes boissons fortement alcoolisées qu'elles absorbaient, n'avait pas tardé à frapper tous ceux qui s'intéressaient à l'avenir de la jeune république et par conséquent à la santé et la vigueur de la race indigène ; ainsi s'explique la for-

1. Rapport du baron d'Anthouard.

mation de la première ligue anti-alcoolique qui par son activité et son habile propagande ne tarda pas à susciter la création de sociétés similaires dans la plupart des Etats ; ces associations se proposaient uniquement alors de modérer l'usage des spiritueux et c'est dans ce sens qu'elles usèrent de leur influence, provoquant le vote de lois destinées à enrayer l'abus de l'alcool ; en 1833 la première Convention nationale de tempérance se réunissait à Philadelphie. Mais ce mouvement ne pouvait manquer de suivre fatalement l'évolution signalée plus haut, qui guette tous les groupements de ce genre : il ne suffisait plus aux tempérants de modérer la consommation de l'alcool, leurs prétentions s'accroissaient avec leur force, il entendaient proscrire complètement l'usage des boissons alcoolisées : aussi assiste-t-on en 1869 à Chicago à la formation du parti prohibitionniste dont le but nettement avoué est d'obtenir par mesures législatives la suppression totale des boissons alcooliques. Immédiatement le nouveau parti sut s'acquérir l'adhésion des églises protestantes, puis catholiques, celle de nombreux savants et hommes d'Etat convaincus de la malfaisance morale et sociale de l'alcool ; une véritable croisade fut dès lors menée avec vigueur contre toute boisson dans laquelle entraient une quantité quelconque d'alcool.

Il serait erroné de croire que cette tendance s'est développée sans lutte, au milieu de l'indifférence générale : elle s'est heurtée dès l'origine à de vives résistances : les partisans de l'alcool s'unirent pour la défense de leurs intérêts et s'attirèrent la sympathie des deux grands partis politiques : républicains et démocrates, ainsi que celle des Parlements des Etats. Pendant presque tout le cours du xix<sup>e</sup> siècle on peut

dire que la prépondérance resta à ces derniers. Sans doute en 1851 un des Etats particuliers, acquis aux idées prohibitionnistes, était entré dans la voie des réalisations pratiques, interdisant sur son territoire la production, le commerce, la consommation de toute boisson alcoolisée ; mais c'était là une victoire isolée : malgré le zèle et la propagande des différentes ligues de tempérance, la consommation des boissons enivrantes augmentait de plus en plus dans les autres Etats, passant annuellement par tête de 4 à 20 gallons, c'est-à-dire de 18 à 90 litres ; on assistait partout à un développement excessif des débits de boissons et saloons. C'est cet abus même qui devait provoquer une violente réaction et un revirement d'opinion dans les deux partis politiques : les démocrates d'abord, les républicains quatre ans plus tard adhérèrent au mouvement en faveur de la tempérance : sous leur impulsion, un grand nombre d'Etats, afin de lutter efficacement contre l'envahissement des débits, édictèrent des lois locales de prohibition : le Kansas le premier, entra dans cette voie en devenant prohibitionniste en 1880, le North Dakota l'imita en 1889, si bien que lors du vote de la loi générale de prohibition en 1919, de nombreux Etats avaient déjà fait l'expérience du régime sec :

|                                 |   |               |
|---------------------------------|---|---------------|
| La Georgie. . . . .             | } | durant 11 ans |
| Le Mississipi. . . . .          |   |               |
| L'Oklahoma. . . . .             |   |               |
| La Caroline du Nord. . . . .    |   |               |
| Le Tennessee . . . . .          |   | durant 10 ans |
| La Virginie de l'Ouest. . . . . |   | durant 7 ans  |
| L'Arizona . . . . .             | } | durant 5 ans  |
| Le Colorado. . . . .            |   |               |
| L'Oregon . . . . .              |   |               |
| La Virginie. . . . .            |   |               |
| Washington. . . . .             |   |               |

|                             |   |              |
|-----------------------------|---|--------------|
| L'Alabama. . . . .          | } | durant 4 ans |
| L'Arkansas. . . . .         |   |              |
| L'Idaho . . . . .           |   |              |
| L'Iowa. . . . .             |   |              |
| La Caroline du Sud. . . . . | } | durant 3 ans |
| Le Michigan. . . . .        |   |              |
| Le Montana. . . . .         |   |              |
| Le Nebraska. . . . .        |   |              |
| La Dakotah du Sud. . . . .  | } | durant 2 ans |
| L'Indiana . . . . .         |   |              |
| L'Utah. . . . .             |   |              |
| La Floride. . . . .         |   |              |
| La Nevada. . . . .          | } | durant 1 an  |
| Le New Hamphlise. . . . .   |   |              |
| Le New Mexico. . . . .      |   |              |
| L'Ohio. . . . .             |   |              |
| Le Texas. . . . .           | } |              |
| Le Wyoming. . . . .         |   |              |

Mais toutes ces mesures n'étaient que des dispositions isolées et leur absence de généralité même constituait un grave obstacle à leur efficacité : certains Etats les admettaient avec plus ou moins de rigueur, d'autres les rejetaient ; dans un même Etat acceptées par certaines villes elles étaient répudiées par d'autres, aussi était-il facile d'échapper à la prohibition : il suffisait de se rendre dans une ville ou un Etat voisin, ennemi de l'abstinence obligatoire, pour pouvoir consommer toutes les boissons interdites au lieu de sa résidence. Dans de telles conditions les différentes lois prohibitives des Etats particuliers n'apparaissaient guère redoutables au commerce des vins qui recevait des commandes de plus en plus importantes de la part des Etats humides ; pour que le régime de prohibition ne soit pas un vain mot, pour qu'il devienne une réalité tangible, il fallait de toute nécessité une loi générale interdisant sur tout le territoire fédéral la vente et la consommation des boissons alcoolisées. C'est ce dont s'aperçurent rapidement les ligues de

tempérance : dès 1876 elles faisaient une démarche auprès du Congrès en vue d'obtenir l'insertion de la prohibition dans la Constitution fédérale ; mais l'opinion n'était pas encore suffisamment préparée à un tel bouleversement, nombre d'hommes politiques étaient d'autre part encore hostiles aux mesures de prohibition : la tentative des abstinents n'eut aucun succès. Mais l'idée n'en continua pas moins à faire son chemin et un amendement en ce sens fut présenté en 1913 : il fut voté par une majorité qui n'atteignit pas les deux tiers requis par les réglemens, de ce fait il se trouva constitutionnellement rejeté ; présenté à nouveau le 3 décembre 1917, il réunit cette fois la majorité nécessaire et lors de la ratification par les Etats il obtenait l'unanimité, moins trois.

De tout ceci, il résulte que la prohibition, loin d'être un fait nouveau, est le résultat d'une lente évolution, une généralisation des mesures restrictives dont les premières remontent à 1851 et qui en 1915 affectaient 80 o/o du territoire des Etats-Unis et 65 o/o de la population totale. Le régime sec instauré le 29 janvier 1919 n'est donc une innovation que pour 35 o/o de la population.

2) *La loi correspond-elle sur vœux de l'ensemble de la population ? — Les critiques des adversaires.* — D'après ce qu'il vient d'être dit, il semble bien que la loi fédérale de prohibition réponde aux aspirations de la population américaine : la loi fut en effet votée au Congrès par 282 voix contre 128 et ratifiée, nous l'avons vu, à l'unanimité sauf 3. Mais il est intéressant de voir quelle a été, dans ces votes, l'attitude des Etats qui, déjà auparavant, avaient édicté des lois locales de prohibition, et celle des Etats qui répudièrent toujours le régime sec ; les premiers ont donné leur adhésion soit à l'unanimité, soit à d'écras-

santes majorités, ce qui tenderait à prouver que les mesures restrictives sous l'empire desquelles ils vivaient avant 1919, donnaient d'excellents résultats ; c'est ce que nous révèle le tableau suivant (1) :

| Etats                    | MAJORITÉS |               |
|--------------------------|-----------|---------------|
|                          | au Sénat  | à la Chambre  |
| Maine.....               | unanimité | 120 contre 22 |
| Kansas.....              | —         | unanimité     |
| Dakotah du Nord.....     | 42/2      | 96/10         |
| Georgie.....             | 34/2      | 129/24        |
| Mississippi.....         | 31/6      | 65/10         |
| Oklahoma.....            | unanimité | 90/8          |
| Caroline du Nord.....    | —         | 93/10         |
| Tennessee.....           | 28/3      | 98/6          |
| Virginie de l'Ouest..... | unanimité | unanimité     |
| Arizona.....             | —         | 29/3          |
| Colorado.....            | 29/1      | 63/2          |
| Oregon.....              | unanimité | 53/3          |
| Virginie.....            | 32/5      | 93/3          |
| Washington.....          | unanimité | unanimité     |
| Alabama.....             | 23/11     | 64/34         |
| Arkansas.....            | unanimité | 92/2          |
| Idaho.....               | —         | unanimité     |
| Iowa.....                | 42/7      | 86/13         |
| Caroline du Sud.....     | 27/5      | 66/28         |
| Michigan.....            | unanimité | 88/3          |
| Montana.....             | 37/2      | 67/8          |
| Nebraska.....            | unanimité | unanimité     |
| Dakotah du Sud.....      | —         | —             |
| Indiana.....             | 41/6      | 8/11          |
| Utah.....                | unanimité | unanimité     |
| Floride.....             | 25/2      | 61/3          |
| Nevada.....              | 14/1      | 32/3          |
| New-Hamphlise.....       | 19/4      | 221/121       |
| New-Mexico.....          | 22/4      | 45/1          |
| Ohio.....                | 20/12     | 84/29         |
| Texas.....               | 15/7      | 71/29         |
| Wyoming.....             | unanimité | unanimité     |

Par contre dans les treize Etats humides qui ont

1. Rapport du baron d'Anthouard, ministre plénipotentiaire.

ratifié la loi de 1919, les majorités sont généralement moins fortes ; on voit que ces derniers ne se sont pas rendus sans une certaine résistance, parfois il s'en est fallu de quelques voix pour que l'amendement ne fut rejeté ;

|                     |       |        |
|---------------------|-------|--------|
| Kentucky.....       | 30/8  | 84/18  |
| Maryland.....       | 18/7  | 58/36  |
| Delaware .....      | 13/3  | 27/6   |
| Massachussetts..... | 27/12 | 145/91 |
| Louisiane .....     | 21/20 | 69/51  |
| Illinois.....       | 30/15 | 84/66  |
| Californie .....    | 25/14 | 48/28  |
| Missouri .....      | 22/10 | 104/36 |
| Minesotah .....     | 48/11 | 96/32  |
| Wisconsin.....      | 19/11 | 58/36  |
| Vermont.....        | ?     | ?      |
| New-York.....       | 27/24 | 81/66  |
| Pennsylvania.....   | 29/16 | 104/93 |

La loi de prohibition, encore qu'elle ait passé à une énorme majorité, n'a donc pas été sans susciter une certaine opposition ; sans doute ce serait une erreur de méconnaître la victoire acquise par les abstinentes : les chiffres sont là pour prouver l'importance numérique des voix prohibitionnistes ; toutefois les minorités hostiles au vote représentent un nombre assez considérable d'électeurs dont il convient de tenir compte ; leur hostilité à l'égard du dix-huitième amendement s'explique par diverses raisons.

En effet, en face de la thèse prohibitionniste posant en principe le caractère essentiellement nocif de toute boisson alcoolisée, se dressait une doctrine s'appuyant sur le droit pour chacun d'user de sa liberté, à sa convenance. Dans un pays qui s'est fait le grand apôtre de la liberté, tant au point de vue public que privé, que devient cette dernière si on enlève aux citoyens le droit naturel de consommer ce dont ils ont le désir ? Cette liberté, soutient-on, n'est

nullement dangereuse, car elle ne porte pas atteinte à l'ordre public ; or la notion d'ordre public est la seule qui puisse légitimement limiter le champ d'action de cette faculté. De ce que certains ont abusé de leur liberté au détriment de la santé de la race, c'est sans doute un mal, mais faut-il en conclure à sa suppression pure et simple, pour la masse de ceux qui ne faisaient qu'user modérément de ce droit ? Toutes les libertés sont susceptibles d'abus, personne n'osera pourtant jamais soutenir qu'il faut les supprimer afin d'éviter les maux qui pourraient en résulter. Si l'on considère que l'abus des boissons alcoolisées, nuisant à la santé de la race, attente à l'ordre public, tout au plus est-il permis de réprimer cet abus par une législation appropriée comportant des mesures très sévères en ce qui concerne l'ivresse par exemple : voilà les seuls tempéraments que cette thèse reconnaît comme pouvant être apportés à la liberté de consommer.

Dans une autre doctrine voisine de la précédente, mais pourtant moins libérale, on reconnaît à l'Etat le droit de réprimer non seulement l'abus, mais encore l'usage d'une boisson reconnue nocive. Qu'une loi décrète la suppression de l'alcool, en tant que consommation, on le comprend aisément ici, tous les hygiénistes s'accordant à condamner ce breuvage et ses dérivés immédiats et à imputer à l'alcoolisme proprement dit une lourde part de responsabilité dans le développement de la criminalité, dès lors rien ne s'oppose à ce que le législateur, dans un intérêt général et supérieur, proscrive l'usage de cette boisson. Mais il serait absurde, de pousser ce raisonnement à l'extrême, de généraliser et d'interdire en même temps vins et bières sous le prétexte que ce sont là boissons alcoolisées : ici l'in-

térêt général invoqué plus haut n'apparaît plus : ce sont par essence des boissons hygiéniques faisant partie de l'alimentation courante, souvent même recommandées par les médecins : qui oserait en particulier soutenir l'effet nocif des vins de champagne ? Dans certaines affections de l'estomac, dans certaines fièvres, etc, les champagnes figurent sur les ordonnances ; ce caractère est même si fortement accusé que l'on a dû réserver aux Etats-Unis la possibilité de ce dernier emploi. Au fond l'erreur de la loi, argumente cette doctrine qui seule apparaît comme parfaitement raisonnable, provient de ce qu'elle ne fait pas de discrimination entre les boissons alcooliques et les boissons fermentées : la proscription des whiskys, cocktails, bitters et autres « american drinks », se justifie facilement : presque tous les pays ont édicté des mesures en vue de restreindre la consommation de l'alcool et de ses dérivés : en France on a augmenté considérablement dans ce but les droits sur l'alcool ; mais il est juste et habile d'épargner les honnêtes breuvages que sont les bières, cidres, vins. On ne manque pas, à l'appui de cette thèse, d'invoquer l'argument suivant : les régions où se développe la consommation des boissons hygiéniques sont celles où l'alcoolisme est en décadence : le vin est l'antidote naturel de l'alcool : en France des départements comme le Pas-de-Calais, la Seine-Inférieure, faibles consommateurs de vins étaient par contre gros consommateurs d'alcool, la Champagne viticole n'était pas une région de grande consommation pour ce produit.

A côté de ces doctrines d'ordre général qui vinrent se heurter contre l'activité des ligues de tempérance, de multiples intérêts particuliers s'étaient ligüés afin d'empêcher le vote de la loi de prohibition. Tous

ceux qui, à un titre quelconque, vivaient du commerce des boissons dont on demandait la suppression, se voyant menacés dans leur existence, luttèrent avec l'énergie du désespoir contre le vote d'une loi qui signifiait leur disparition. Brasseurs, distillateurs, importateurs, intermédiaires, tenanciers de saloons, etc., voyaient leur situation irrémédiablement compromise ; si tous ces industriels ou commerçants avaient pu espérer obtenir une compensation quelconque, leur cause serait peut-être apparue aux yeux de certains comme étant d'un intérêt négligeable, mais il était entendu que l'expropriation aurait lieu sans indemnité, comme la France avait procédé en 1915 vis-à-vis des fabricants et distillateurs d'absinthe ; dès lors le dix-huitième amendement semblait consacrer la violation de droits parfaitement légitimes et respectables, et constituer une injustice flagrante, les intérêts matériels dont la suppression était en jeu eurent ainsi à leur côté des auxiliaires entièrement désintéressés, adversaires résolus de la loi.

Mais si puissante que fut cette opposition, elle ne fut cependant pas suffisante pour endiguer la forte poussée des ligues anti-alcooliques et pour empêcher le vote de la loi de prohibition.

3° *Le régime créé par la loi de 1919 est-il véritablement effectif ?* — Après la promulgation d'une telle loi, on peut être surpris lorsqu'on voit les Etats-Unis indiquer au tableau de leurs importations pour les neuf premiers mois de 1921 :

|                                                                     | Quantités... | Valeur  |
|---------------------------------------------------------------------|--------------|---------|
| Champagnes et autres vins mousseux<br>provenant de France . . . . . | 28.446       | 576.941 |

les quantités étant exprimées en douzaines et la valeur en dollars.

Il semble à première vue qu'il y ait là une contradiction formelle : le dix-huitième amendement ne serait-il donc pas observé pour que les Etats-Unis avouent officiellement avoir importé des boissons alcoolisées ? la loi de prohibition est au contraire scrupuleusement respectée par tous les Etats qui ont promulgué maintes lois, décrets et arrêtés divers en ce sens. Mais lorsque le Volstead Act fut voté le 28 octobre 1919, il renfermait au point de vue de sa stricte application une lacune susceptible de s'étendre chaque jour davantage : ce texte qui a pour objet de définir l'expression « boissons enivrantes », d'édicter des peines et de préciser le domaine d'application de la loi, admettait en effet la consommation, la vente, l'importation des champagnes destinés à un besoin de « non beverage » : autrement dit les boissons alcoolisées prohibées pouvaient être vendues et importées pour les seuls besoins du culte, les usages médicaux, pharmaceutiques et scientifiques : le résultat immédiat de cette réserve qui laissait aux pharmacies seules le droit de vendre du champagne fut le suivant : un nombre considérable de personnes se découvrirent subitement une maladie quelconque, et à l'aide d'ordonnances complaisantes se procurèrent ainsi un nombre respectable de bouteilles de vins fins et champagnes à un prix d'ailleurs fort élevé. Les importations de vins et champagnes furent d'autant plus abondantes que la loi reconnaissait aux médecins le droit d'indiquer sur leurs ordonnances une quantité illimitée : « autant que leur conscience le jugerait utile » alors que pour le whisky au contraire la quantité était limitée à un pint pour dix jours. L'exception reconnue

par la loi était ainsi en grand danger d'être continuellement tournée ; c'est pour parer à cet inconvénient que fut voté le 23 novembre 1921 un nouveau texte, appelé le « Willis Campbell bill » : ce texte, renforçant la prohibition, interdit absolument l'usage de la bière pour les besoins médicaux, et en outre déclare : « aucun vin ne doit être importé aux Etats-Unis à moins qu'il ne soit prouvé au commissaire que le vin « destiné aux autres usages que la boisson et produit aux Etats-Unis ne l'est pas en quantité suffisante » ; en vertu de ce texte, si un malade, sur ordonnance de son médecin, veut se procurer quelques bouteilles de champagne, il devra, avant tout, prendre un mousseux quelconque fabriqué sur le sol national ; dans le cas seulement où il ne pourrait pas en obtenir aux Etats-Unis même, il aura le droit de consommer une boisson importée.

Comme les autorités américaines, interprétant largement le texte, assimilent les mousseux indigènes aux champagnes d'origine, la licence d'importation est toujours refusée parce qu'il existe dans le pays des stocks de mousseux. Aussi depuis le 23 novembre 1921, la Champagne a pu rayer complètement les Etats-Unis de la liste de ses débouchés : les importations sont devenues nulles.

Est-ce à dire que l'on ne consomme plus aux Etats-Unis de boissons alcoolisées ? C'est là une autre question que nous envisagerons plus loin.

4° *Les conséquences de la loi de prohibition.* — Nombreuses sont aux Etats-Unis les autorités politiques qui voient dans le régime sec le régime idéal ; le président Harding, des gouverneurs, députés, etc., s'accordent à louer les avantages de la prohibition : cette loi aurait eu, à leur sens, les plus heureux effets : la santé publique se serait largement améliorée ; un

accroissement général de bien-être en serait résulté de même que la diminution de la criminalité, de la folie, du paupérisme, l'augmentation des dépôts dans les banques, de la fréquentation scolaire, etc. Les abstinents se plaisent surtout à invoquer l'autorité de statistiques sur la santé publique à l'appui de la loi de prohibition : d'après le bulletin de l'office d'hygiène publique en Californie le nombre des délits et contraventions aurait baissé des  $\frac{2}{3}$  dans cet Etat depuis la mise en vigueur de la loi de prohibition ; dans la section des alcooliques de l'hôpital général de Philadelphie 3.481 personnes avaient été soignées en 1917, en 1921 cette section aurait été supprimée, faute de clients. A Chicago le nombre des meurtres serait resté le même, mais les autres infractions aux lois seraient infiniment moins nombreuses ; on peut être étonné tout au moins de cette dernière affirmation suivant laquelle, contrairement à la réalité, l'alcoolisme qui ferait tant de voleurs n'aurait aucune responsabilité dans les meurtres.

Aussi bien vaut-il mieux ne pas se fier aux statistiques en cette matière, d'autant plus qu'elles ne présentent aucune garantie d'impartialité. Que la prohibition ait produit de bons effets, nous ne le contestons pas, mais il est permis de se demander si le nouveau régime n'a pas eu d'autres conséquences, funestes celles-là, et susceptibles de contrebalancer les avantages signalés. Le prohibitionisme a eu aux Etats-Unis de multiples conséquences déplorables.

α) Avant le vote de la loi Volstead il était parfaitement licite d'acquérir des boissons alcoolisées en quantité illimitée ; la classe aisée disposant de capitaux a pu légalement, avant l'entrée en vigueur de ce texte, accumuler dans ses caves des stocks

énormes de vins, spiritueux, champagnes ; la consommation familiale des stocks emmagasinés au moment de la promulgation de la loi est permise. La classe riche a pu ainsi se meubler une cave capable de l'approvisionner largement pendant des dizaines d'années. Faute de disponibilités, les ouvriers n'ont pu, eux, faire des provisions ; ce n'est pas cette classe qui pourra d'autre part se procurer des vins de contrebande vu les prix élevés qu'ils atteignent. Il en résulte que l'ouvrier se voit seul atteint par la prohibition, puisqu'il est le premier à en supporter les effets : le dix-huitième amendement lui apparaît comme une législation de classe odieuse à supporter. — Cet argument a été notamment mis en avant par M. Samuel Gompers, président de la Fédération américaine du travail : « La prohibition a-t-il dit, exaspère l'ouvrier, car elle frappe seulement les classes pauvres » ; cette exaspération, selon le leader travailliste est de nature à provoquer des troubles dans le pays et à favoriser la propagande bolcheviste et anarchiste.

Les Etat-Unis peuvent avoir de ce côté de graves difficultés, par suite du caractère marqué d'injustice et d'inégalité que semble revêtir la loi.

β) Le régime abstentionniste a inauguré aux Etats-Unis une ère de fraude et de contrebande : malgré la prohibition, la consommation des mousseux, champagnes, etc..., s'exerce sur une large échelle ; les articles et produits les plus inoffensifs sont employés pour cacher en leur sein les boissons que l'on veut faire entrer frauduleusement sur le territoire fédéral : l'administration des douanes a saisi maintes fois par exemple des envois de poupées dont chacune recélait un récipient rempli de whisky. Des navires essayent souvent de débarquer leur cargaison sur des points

déserts de la côte ; par tous les moyens on s'ingénie à tourner la loi, malgré la sévérité des sanctions et la rigueur de la répression. Les profits que les fraudeurs retirent d'un tel commerce compensent dans une forte mesure les risques courus (1).

Il est ainsi possible, dans beaucoup d'établissements, de se procurer des champagnes, mais à des prix exorbitants : 25 dollars minimum pour une bouteille, parfois 35 et même 40, soit 400 francs au cours actuel. Seuls les possesseurs de grosses fortunes peuvent s'offrir ce luxe-là, et encore sont-il souvent dupés : en général les champagnes à eux servis sont des produits de contrefaçon ; et contre cette escroquerie il n'y a aucun moyen de protester, le consommateur violant lui-même la loi de prohibition. La consommation des champagnes français, malgré la fraude, est donc insignifiante dans la grande république.

Mais cette fraude a les plus fâcheuses répercussions : par suite même de sa généralité, elle apparaît comme légitime aux yeux de tous les consommateurs : la constitution est constamment violée, le dix-huitième amendement et la loi Volstead inobservés, il en résulte une grave démoralisation qui atteint toutes les classes de la société et abolit peu à peu le sentiment du devoir. Le nombre des délinquants est littéralement effarant : dans un rapport de M. John Parsons « Chief of prohibition », on voit qu'en 1921 pour l'Etat de New-York 28.675.000 francs d'amendes ont été payés par des contrebandiers et fraudeurs ; le nombre des dérogations autorisant les médecins à faire des ordonnances pour l'achat des boissons alcooliques a dû être fortement réduit en 1921, par suite des abus scandaleux qui s'étaient produits.

1. Rapport d'Ernest Guy.

Le développement de cet état d'esprit général, ce souffle de dissimulation et d'hypocrisie qui sévit actuellement aux Etats-Unis, ont nécessité l'organisation d'un service spécial de contrôle et d'inquisition, il a fallu multiplier les fonctionnaires; les frais de surveillance et de police anti-alcoolique sont montés à un niveau qu'étaient loin de prévoir les instigateurs de la loi; primitivement le Congrès avait voté 2 millions de dollars pour tous les Etats-Unis pour faire respecter la loi; or le projet de budget pour 1922 prévoyait une dépense de 10 millions de dollars pour atteindre ce but (contre 7 1/2 en 1921); ceci suffit à indiquer à quel point la fraude a dépassé les prévisions les plus pessimistes. Et encore serait-il nécessaire, pour assurer l'observation de la loi, de créer de nouveaux tribunaux et de nouveaux services de contrôle, ce qui entraînerait des dépenses considérables.

Le régime sec fort coûteux par lui-même, a donc eu comme résultat néfaste d'engendrer le mépris de la loi. Cette inobservation de la prohibition s'affirme encore à un autre point de vue : dans un grand nombre de maisons on se livre à la distillation de l'alcool, on fabrique des vins, des mixtures généralement nocives; la fabrication clandestine sévit dans tous les Etats, et cette pratique illégale doit avoir pris une extension incroyable puisque M. John Parsons signale dans son rapport que dans l'Etat seul de New-York 43 distilleries ont été découvertes et fermées par la police en 1921. Quoique tout élément de contrôle fasse défaut, on évalue généralement à 14.000 environ les distilleries clandestines pour tout le territoire fédéral. Or les boissons livrées par elles aux particuliers sont en général fabriquées avec une incompétence absolue et à l'aide d'éléments dan-

gereux : huiles étherées, alcool de bois, de cuivre, etc. telles sont les consommations auxquelles s'adonne le peuple américain. L'abstinence obligatoire aura donc eu cette conséquence imprévue : la suppression de l'usage des vins fins, champagnes, etc..., et le règne incontesté des gins, whiskys frelatés. Aussi n'est-il pas rare de voir éclater aux Etats-Unis quelque scandale retentissant, où l'on apprend que certains décès mystérieux sont dûs à la consommation d'un alcool méthylique quelconque. Ce sont en particulier les classes pauvres qui sont victimes de ces ersatz et poisons vendus à des prix beaucoup plus réduits que les vins de contrebande, et ce fait est encore de nature à expliquer le ressentiment populaire contre le dix-huitième amendement.

La classe aisée peut d'ailleurs tourner la loi de prohibition. sans affronter les risques que comportent fraude et contrebande : à quelques mètres de la frontière fédérale il est facile de consommer dans un pays humide, des liqueurs fines et champagnes français ; bien mieux, respectueux de la lettre de la loi, des industriels se sont avisés que son action ne dépassait pas la limite des eaux territoriales, et ont transformé des navires de commerce en hôtels-restaurants flottants, ancrés à 5 kilomètres du rivage. Ces moyens ne sont évidemment pas à la portée de tous, mais n'impliquent-ils pas le désir de se soustraire par tous procédés à l'empire de la loi de prohibition ?

En résumé on peut conclure que l'état américain est absolument impuissant à arrêter la contrebande et la distillation clandestine et à assurer l'observation du régime sec.

γ) L'interdiction de consommer les boissons alcoolisées a déterminé un grand nombre de personnes à

chercher un succédané ; la nature humaine est loin d'être parfaite, et les abstinents faisaient preuve d'une bien pauvre psychologie en croyant que, par la suppression des boissons intoxicantes, l'homme se rapprocherait de la perfection ; sur ce point leurs espoirs ont été déçus ; ne pouvant plus consommer les vins, liqueurs, champagnes auxquels ils étaient habitués, beaucoup se sont tournés vers ce qu'on a pu appeler assez justement « une passion de remplacement » : l'usage des stupéfiants : cocaïne, opium, morphine etc..., a augmenté dans des proportions très inquiétantes. La Commission d'enquête sur les conséquences de la nouvelle loi reconnaît elle-même dans un rapport que les débits secrets de cocaïne ont triplé au Colorado. Le nombre de toxicomanes s'est accru à un point tel que les stupéfiants deviennent maintenant aux Etats-Unis le véritable danger.

Devant de tels résultats, il est permis de douter de l'excellence du système : la suppression des saloons réclamée depuis longtemps aux Etats-Unis, s'imposait, nul ne le conteste ; ces bars populaires étaient souvent de véritables lieux de débauche, des refuges de criminels et alcooliques invétérés ; ils constituaient un inquiétant fléau. Leur disparition n'aurait-elle pas suffi et n'aurait-elle pas eu des effets plus heureux que le dix-huitième amendement ? la suppression de la consommation des boissons alcooliques à laquelle visait ce texte, a lamentablement échoué : M. Walter Berry, président de la Chambre de commerce américaine à Paris, s'exprimait en ces termes le 17 mai 1920 à la Conférence internationale de Défense mondiale des produits vinicoles : « on boit autant aux Etats-Unis aujourd'hui qu'avant la prohibition, mais ce sont plutôt les riches que les

autres, ceux qui peuvent payer des vins à raison de 50 dollars la bouteille. » C'est donc la faillite du régime qui est avouée ici.

5° *L'avenir de la prohibition aux Etats-Unis.* —

Les méfaits d'une telle politique n'ont pas été sans frapper un grand nombre d'esprits et un vaste mouvement de protestation s'est dessiné contre le régime sec. Actuellement 3 partis sont aux prises : les « dry » qui luttent énergiquement pour le maintien de la situation actuelle et même pour le renforcement de la prohibition, par l'aggravation des pénalités, et la multiplication des services de contrôle et de répression ; les « weet » qui réclament la liberté entière de consommer toutes boissons ; les « moist » (humectés), qui, partisans convaincus de l'interdiction des spiritueux et alcools, demandent par contre le retour à l'importation et à la consommation des bières et vins faiblement alcoolisés. Quelle est la thèse qui l'emportera ? Tel est le problème qui se pose avec acuité aux Etats-Unis en ce moment.

Il faut en tout cas ne pas se bercer d'illusions fallacieuses : les « dry » sont nombreux et puissants dans la grande république, ils sont admirablement groupés en organisations de propagande et de combat dont la plus célèbre est l'« Anti Saloon League ». Ce groupement fondé par M. Rockefeller, a son siège social à Washington, et est dirigé par un comité de 7 membres ; disposant de ressources illimitées, il est parvenu à assurer son emprise sur l'administration, le Congrès, la justice ; c'est un organisme dont l'influence est incontestable et contre lequel la lutte sera difficile. Cependant il faut noter que des associations anti-prohibitionnistes se sont formées en assez grand nombre depuis quelque temps, dont l'une compte déjà plus de 400.000 adhérents : elles

représentent pour la plupart la tendance des « moist ». Examinons rapidement quelles sont les chances de victoire de ces différents partis.

Tout d'abord il semble à peu près certain que les « weet » ne pourront obtenir gain de cause. Le retour à la liberté absolue impliquerait en effet le rejet ou la modification du dix-huitième amendement : ce qui nécessiterait une majorité des  $\frac{2}{3}$  des voix au Congrès de Washington, soit 344 contre 516, et une majorité des  $\frac{3}{4}$  des Etats : soit 36 sénats et 36 Chambres des représentants sur 48 ; or, à l'heure actuelle on compte seulement au Congrès 150 sénateurs et représentants « humides », et d'autre part 15 Etats sont plus que jamais prohibitionnistes, alors que l'opposition de 13 suffirait toujours à empêcher une modification du dix-huitième amendement. La sévérité d'une telle procédure constitue donc un grave obstacle à sa révision.

Mais si le texte constitutionnel est difficilement susceptible de modifications, il n'en est pas de même de la loi Volstead qui nécessite un simple vote du Congrès : il serait facile d'élever le degré alcoolique minimum des boissons alcoolisées, et de permettre ainsi la consommation des vins légers et des champagnes titrant par exemple jusqu'à 13 ou 14 degrés. Une telle mesure serait d'ailleurs plus conforme à la lettre du dix-huitième amendement : les boissons de 10, 12 degrés ne sont pas des boissons enivrantes (dont parle ce texte) et on pourrait soutenir l'inconstitutionnalité du Volstead Act qui s'arroge le droit de qualifier ainsi des boissons d'une teneur de 2 à 3 o/o d'alcool. En tout cas les partisans d'une semblable modification paraissent être assez nombreux aux Etats-Unis : aux élections législatives du 7 novembre 1922 (pour le renouvellement d'un tiers du Sénat et

de la totalité de la Chambre) les « humectés » pourraient bien gagner un certain nombre de sièges.

Il est assez difficile, on le voit, de prévoir l'issue de la lutte où vont s'affronter les apôtres d'un puritanisme excessif et les partisans d'un régime de modération : pour l'essor du commerce des vins en général et des champagnes en particulier, il est souhaitable que des tempéraments soient apportés à la loi et que le principe d'une liberté raisonnablement limitée l'emporte sur l'exagération du système prohibitionniste : c'est là, semble-t-il, tout ce qu'il est permis actuellement d'espérer.

β) **Le Canada.** — Le Canada importait avant guerre un nombre assez important de bouteilles de champagnes : en 1913-1914 : 38.995 douzaines, et ce marché apparaissait comme susceptible de se développer très largement : des droits de douane relativement modérés : 1 fr. 55 par bouteille, l'accueil favorable réservé aux produits français suffisaient à justifier les espoirs du commerce champenois de ce côté. Là encore une cruelle déception attendait les négociants en vins : en 1918-1919 : 1762 douzaines, soit 21.144 bouteilles furent seulement importées par ce pays. Comment expliquer une telle diminution de la consommation ? De même qu'aux Etats-Unis, elle est imputable à l'influence des ligues de tempérance, influence qui a abouti à établir ici 2 systèmes différents.

C'est au cours de la guerre que la tendance prohibitionniste a obtenu son premier succès : un « ordre en conseil » du 24 décembre 1917 prohibait en effet l'importation, le transport et la fabrication des « intoxicating drinks » ; par suite d'une rigueur excessive les vins étaient compris dans la nomenclature des boissons enivrantes, le gouvernement canadien

précisant pour l'application dudit décret que tout breuvage ou liqueur contenant plus de 2 1/2 o/o d'alcool serait censé être une boisson enivrante. La mesure était présentée comme une disposition de guerre, d'un caractère purement provisoire, et dans ses considérants le gouvernement expliquait qu'il s'agissait « d'éviter tout gaspillage inutile, d'encourager l'économie et l'épargne, d'assurer la conservation des ressources financières et un plus grand rendement de l'effort national ». Effectivement le 1<sup>er</sup> janvier 1920 le gouvernement fédéral canadien, estimant qu'il n'existait plus de raisons pour le maintien de ces mesures exceptionnelles, prenait un arrêté abrogeant cet ordre en conseil. Toutefois il serait erroné de croire que l'arrêté du 1<sup>er</sup> janvier rétablissait sur tout le territoire canadien, la liberté entière d'importer, de fabriquer et de consommer des boissons alcoolisées : l'abrogation du décret de 1917, est-il précisé, n'affecte nullement les restrictions à la vente imposées par les différentes législations locales : l'arrêté du 1<sup>er</sup> janvier 1920 signifie uniquement qu'il n'y a plus de restriction générale à l'importation pour usage personnel et domestique des boissons alcooliques. Or en vertu d'une loi fédérale votée en novembre 1919, les provinces ont le droit de prohiber l'importation des boissons dans leur territoire : pour exercer ce droit les autorités provinciales doivent soumettre la question à un referendum populaire. C'est ce qui explique le caractère hybride de la politique canadienne vis-à-vis des vins et liqueurs.

*Le régime sec au Canada.* — Un grand nombre de provinces avait adopté pendant la guerre des mesures restrictives à l'égard des boissons enivrantes sur leur territoire : seuls certains agents spéciaux

avaient le droit d'importer à fin de revente dans certaines conditions déterminées ; de même il fallait une autorisation particulière pour exercer le commerce des boissons ; mais il faut noter que l'importation par les particuliers, non plus à fin de revente, mais pour leur usage personnel restait légalement libre ; il ne pouvait d'ailleurs en être autrement : les autorités provinciales n'étaient pas compétentes pour édicter une interdiction en cette matière ; si les questions de commerce intérieur étaient de leur ressort, celles de commerce international étaient de celui du Parlement fédéral. L'arrêté du 24 décembre 1917 comblait bien cette lacune jusqu'en 1920, mais son abrogation posait à nouveau le problème. Les restrictions locales étaient facilement inobservées par suite de la faculté conservée par les particuliers d'importer toutes boissons. C'est pour remédier à cette situation qu'intervint la loi fédérale de novembre 1919 : en vertu de ses dispositions les provinces canadiennes instituèrent un referendum pour ou contre la prohibition ; le vœu provincial ne devait avoir force exécutoire que par un ordre en conseil rendu soixante jours après le résultat du referendum (afin de permettre des approvisionnements en vins) : sept provinces sur neuf, et les deux territoires se sont prononcés en faveur de la prohibition complète :

Ontario : 255.792 voix pour le régime sec ;  
184.463 voix contre le régime sec.

Nouveau Brunswick (juillet 1920) : 41.436 voix pour le régime sec ; 20.769 contre le régime sec : le Manitoba, le Saskatchewan, l'Alberta, la Nouvelle-Ecosse le 25 octobre 1920 ont émis des vœux analogues.

Examinons succinctement le fonctionnement du système dans la province d'Ontario (la plus peuplée)

la même organisation se reproduisant, avec quelques variantes sans importance, dans les autres provinces.

C'est pendant la session législative de 1921 qu'à la suite d'un referendum favorable, Ontario promulgua un décret prohibant le commerce et l'usage des boissons alcooliques dans les limites de la province ; les dispositions de ce règlement nes'appliquent pas : a) au vin pour le service divin ; b) aux liqueurs enivrantes pour fins médicales ; c) aux liqueurs enivrantes pour fins industrielles.

En conséquence les médecins, dentistes, etc., peuvent prescrire à leurs clients une quantité de vin ne dépassant pas un litre à la fois et par personne (« one quart »). Le résultat de cette mesure a été, comme aux Etats-Unis, l'accroissement considérable du nombre des malades à qui les boissons défendues apparaissent comme le seul remède : le rapport de la commission des licences de la province d'Ontario reconnaît qu'en sept mois il a été vendu pour \$ 2.010.404. (pour une population de 2.800.000 h.) : et il ne s'agit là bien entendu que d'opérations régulières faites sur ordonnances. Bien plus, les modalités du décret instituent une véritable prime à l'alcool, puisqu'une ordonnance de médecin (du coût de \$ 2) (1) donne droit à une bouteille de vin, ou à 40 onces d'alcool (Whisky, cognac, gin) (2). Des bureaux de contrôle octroyent aux pharmaciens des licences les autorisant à vendre les boissons alcoolisées, mais seulement sur ordonnance des médecins.

1. Six bouteilles de vin ne contiennent pas plus d'alcool que la bouteille de Whisky contenant 40 onces d'alcool.

2. Manitoba: 12 onces d'alcool ou une bouteille de vin ; Saskatchewan: 10 onces d'alcool ou une bouteille de vin ; Alberta: 24 onces d'alcool ou une bouteille de vin.

Les vins, champagnes, etc., employés aux usages permis par la loi sont achetés par une « Commission d'achats » d'Ontario : le « Provincial Board of Liquor Commission » (composé de 3 membres), qui siège à Toronto et nomme les bureaux de distribution. C'est cette commission qui en 1921 racheta les stocks des « vendors » existants à cette époque. (1)

*Les exceptions au régime sec.* — Seules deux provinces se sont prononcées au Canada contre la prohibition ; mais on n'y rencontre point cependant la liberté du commerce et de l'importation des boissons alcoolisées ; encore que cette étude déborde le terrain de la prohibition, nous envisagerons ici ces deux provinces, afin d'avoir une vue d'ensemble du régime canadien.

α) *Régime de Québec.* — Dès 1919 la province de Québec s'était prononcée à une forte majorité contre le régime sec ; mais c'est seulement le 3 février 1921 que fut sanctionnée par le Conseil législatif et l'Assemblée législative de Québec la loi « concernant les liqueurs alcoolisées de cette province », qui entra en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1921. D'après l'article 2 de cette loi, il est dit que cette loi s'applique à toute la province, mais que « son application est suspendue dans toutes les municipalités où la loi de tempérance du Canada est en vigueur » : autrement dit, certaines localités préférant le régime sec, peuvent continuer à le pratiquer, même dans une province humide : c'est le cas de Levis, ville située en face de Québec. Cette disposition prouve suffisamment l'influence des prohibitionnistes sous laquelle elle fut insérée : on ne rencontrerait pas une tolérance analogue dans

1. Rapport de M. H. de Clerval, attaché commercial de France au Canada.

les provinces sèches : Toronto, dans la province d'Ontario, est au régime sec quoique s'étant prononcée contre lui.

Donc à Québec, pas de prohibition, mais par contre, un véritable régime de monopole ; les particuliers n'ont pas le droit d'importation. Toutes les commandes de boissons alcoolisées, par conséquent de vins et champagnes, ne peuvent être passées que par un organisme spécial : « la Commission des liqueurs » de Québec, composée de cinq membres et dont le bureau principal est à Montréal. Pour être valables les commandes doivent porter la signature de trois des membres. Cette commission possède un magasin et un entrepôt principal dans la métropole ; des succursales sont en outre établies dans les centres les plus importants : elles seules ont le droit de vendre au public ; les articles 23 et 24 de la loi interdisent formellement en effet aux autres personnes « la vente des alcools potables ou non, des vins et autres liqueurs alcooliques, à l'exception de la bière ». Si ces restrictions concernent l'importation et la vente des boissons, il faut remarquer qu'elles ne visent pas en somme la consommation des vins, du moins directement : très sagement la loi distingue entre les boissons alcooliques proprement dites, et les vins : alors que pour les liqueurs et eaux-de-vie la vente est limitée à une bouteille par personne et par jour, la quantité de vin par personne est illimitée. Tout hôtel ou club reconnu est libre de servir des vins et bières, mais aucun spiritueux (1).

La commission a racheté tous les stocks existant dans la province, et il n'y a plus aujourd'hui de

1. Rapport de M. Dastous, président de la Section canadienne de la Chambre de commerce britannique à Paris.

commerçants en vins sur son territoire : les stocks rachetés ont été évalués à 10 millions de dollars.

L'institution du monopole, si elle ne vise pas directement la consommation, aboutit cependant à l'entraver dans d'assez fortes proportions : lorsque la commission passe une commande de champagnes à l'étranger, elle ne les revend pas aux particuliers au prix payé par elle : elle entend majorer la facture de la maison exportatrice de 40 o/o, au profit de l'Etat, ce qui hausse singulièrement le prix de la bouteille. Ce monopole d'Etat présente en outre de graves inconvénients à un autre point de vue : la Commission a seule, nous l'avons vu, le droit d'importation ; à cet effet elle a même fondé un service de renseignements à Paris (9, rue du Helder), qui reçoit les offres des commerçants français et soumet les meilleures sources à la commission, se livrant ainsi à une véritable sélection des vins à lui présentés ; la commission a le droit souverain d'acheter les vins et champagnes qui lui plaisent, sans consulter les goûts du consommateur ; n'est-il pas à craindre dès lors que son choix ne s'arrête sur quelques marques qui ont su conquérir sa faveur pour diverses raisons ? la modicité des prix, au détriment de la qualité du produit, n'est-elle pas de nature à tenter cette commission qui revendra au taux qu'elle voudra, pour le plus grand tort de nos champagnes. C'est là un danger contre lequel le commerce des vins n'a jamais cessé de protester et que M. de Mun notamment dénonçait le 28 avril 1922 dans une lettre adressée aux ministres intéressés : un tel mode d'achat constitue simplement une prime aux produits médiocres, et menace d'éliminer les vieilles marques les plus réputées ; aussi réclame-t-on avec insistance la reconnaissance aux agents qualifiés des

maisons françaises, du droit de visiter les consommateurs, de leur présenter des échantillons, de leur fixer des prix, et de traiter avec la commission, intermédiaire obligatoire, au nom de leurs maisons.

Il semble que de ce côté, les pourparlers engagés soient en bonne voie, et que la Commission des Liqueurs admette cette manière de voir.

β) *Régime de la Colombie Britannique.* — La Colombie Britannique s'est prononcée par 75.964 voix contre un régime de prohibition (49.225 voix pour le régime sec). Le système en vigueur ici, bien que présentant certaines similitudes avec celui pratiqué à Québec, en diffère cependant sur plusieurs points.

La loi du 2 avril 1921 place dans cette province la vente des boissons alcooliques sous le contrôle du gouvernement : tout breuvage contenant 1 o/o d'alcool, spécifie-t-elle, entre dans la catégorie des liqueurs dites alcooliques. Ici on ne rencontre pas de commission d'achats, mais simplement un bureau : le « Liquor Contrôl Board », composé de trois membres dont les fonctions relèvent du lieutenant gouverneur ; un agent nommé par ce dernier : le « Purchasing agent » assiste le bureau en achetant au nom du gouvernement toutes les boissons alcooliques nécessaires à l'approvisionnement des magasins gouvernementaux. Le Board a le pouvoir de nommer des « vendors », salariés émettant sur demande des permis individuels autorisant le titulaire à acheter des alcools, vins, champagnes, etc., sous certaines conditions et en quantités limitées : pour faire un achat le consommateur doit présenter une « carte de licence » établissant qu'il est de bonne moralité, et ne fait aucun abus dans l'usage des liqueurs

(conditions nécessaires à l'obtention de la carte).

*Les conséquences de l'avenir de la politique canadienne vis-à-vis des vins.* — Le régime sec en vigueur dans les provinces canadiennes a eu sensiblement les mêmes résultats qu'aux Etats-Unis ; il n'y a donc pas lieu d'y insister. Ce sont plutôt les conséquences du régime appliqué à Québec et à la Colombie Britannique, qu'il est intéressant d'examiner : les autorités politiques reconnaissent que les restrictions apportées par la loi, dans ces deux provinces, à la consommation des boissons alcoolisées, ont amené une notable régression de l'alcoolisme. Ainsi des restrictions judicieusement établies sont susceptibles d'atteindre le but que se propose une brutale prohibition. Encore que le système de Québec présente de graves inconvénients inhérents à tout monopole : fixation arbitraire des prix de vente, pouvoir absolu de la commission dans le choix des marques à importer, etc., il est très intéressant et mérite d'attirer l'attention, notamment par sa distinction entre les vins et les boissons réellement alcooliques ; aussi bien cette province est-elle actuellement très prospère, surtout par suite de l'affluence sur son territoire des touristes américains heureux de se soustraire quelque peu aux rigueurs du régime sec. Il en résulte que les provinces canadiennes, sèches à l'instar des Etats-Unis, observent de près les conséquences du monopole de Québec et commencent (notamment le Saskatchewan) à envier ce système dont Québec n'a qu'à se louer.

Que faut-il conclure de cette dualité de régime appliquée dans le dominion ? suivant l'opinion générale, elle ne sera sans doute que provisoire ; il faut voir dans la situation actuelle une période de transition : les provinces prohibitionnistes se sentent

nettement désavantagées ; dès lors deux éventualités se présentent, qui l'une et l'autre conduisent à l'unité de régime : ou bien la propagande prohibitionniste redoublant d'activité exercera une forte pression pour que les « humides » adoptent le régime sec ; ou bien, reconnaissant loyalement les heureux effets du régime de Québec, les provinces sèches uniront tous leurs efforts pour obtenir, malgré la résistance des ligues de tempérance, le même régime que Québec. Mais pour aboutir à cette dernière solution, souhaitable pour le commerce champenois, la lutte serait certainement très chaude, car les prohibitionnistes — et ils sont nombreux et puissants — coaliseront toutes leurs forces pour empêcher une telle combinaison.

En tous cas, il n'en reste pas moins que le système du monopole contribue à entraver nos exportations ; et il est d'autant plus inopportun, il ne faut pas l'oublier, que l'élévation formidable des droits de douane constitue un important obstacle à la diffusion des vins de champagne, malgré le caractère favorable du change au Canada.

**2° Les mesures de restrictions : monopoles, interdictions, contingentement. — A. LES MONOPOLES ET PROJETS DE MONOPOLES. —** La question de l'alcoolisme n'a pas été sans préoccuper depuis longtemps la plupart des grands Etats civilisés : la lutte contre ce fléau s'est organisée de différentes manières et a donné naissance à des conceptions diverses qui se flattaient de l'enrayer ou de le supprimer : pour beaucoup d'esprits raisonnables la disparition de l'alcoolisme — but de la tendance prohibitionniste — semble une utopie, mais par contre, il est parfaitement possible de provoquer sa décroissance par une législation appropriée instituant un contrôle

sévère sur le commerce et la consommation des boissons ; c'est ce à quoi vise le monopole, dont nous avons vu un exemple au Canada. Cette tendance s'est développée surtout dans les pays scandinaves où elle a pris une grande importance.

x) *La Suède.* — Si l'on remonte à une vingtaine d'années dans le passé, on assiste à un développement formidable du mouvement anti-alcoolique qui n'a cessé depuis lors de jouer un rôle de tout premier ordre dans la politique intérieure suédoise. L'étude des différentes mesures par lesquelles il s'est manifesté déborderait les limites de notre sujet ; mais ce qu'il importe de savoir, c'est que, au début de la guerre, la campagne des adversaires de l'alcool était sur le point d'aboutir à une prohibition totale. La menace de cette prohibition suscita dans tout le pays une violente opposition à la tête de laquelle se trouvait le docteur Bratt, spécialiste de la question : celui-ci mena vigoureusement campagne contre la prohibition et proposa, afin de déterminer la régression de l'alcoolisme, une sorte de moyen terme consistant en un régime de restrictions contrôlées. La loi du 10 juin 1917 qui établit le régime actuel des vins en Suède, consacre cette thèse : en vertu de ce texte une administration déjà existante : le « Kontröl styrelsen » fut investie d'une sorte de tutelle sur le commerce des boissons dont elle eut mission de contrôler la vente et la consommation ; d'autre part elle seule reçut le pouvoir d'accorder des licences de vente en gros. Mais le fonctionnement de ce système allait se trouver modifié par suite de l'introduction d'un nouvel élément : la constitution, en fait, par le Dr Bratt d'une puissante société par actions : la « vin et Spiritcentralen A. B. » qui s'efforça d'absorber, avant la mise en vigueur de la loi, toutes

les maisons suédoises faisant le commerce des vins et spiritueux ; en présence des sombres perspectives que leur offrait le vote de la loi et des intéressantes propositions de rachat, toutes les maisons de commerce des vins capitulèrent, laissant le champ libre à la Vin et spiritcentralen, de sorte que le jour où la loi fut appliquée, le Kontrolstyrelsen n'eut devant lui qu'un trust des boissons ; de ce fait la licence accordée à la société devenait une licence exclusive : de par ces circonstances il résulte que la Vin et Spiritcentralen est désormais le seul organisme d'achat des vins étrangers reconnu par l'Etat et possède d'autre part le monopole de la fabrication des spiritueux en Suède. C'est là la grande différence avec le monopole en vigueur à Québec : alors que celui-ci est véritablement un monopole d'Etat, en Suède l'Etat, peut-on dire, l'a concédé à un consortium. Dans le système Bratt, la totalité de la vente des boissons alcoolisées au détail (et par là on entend même les vins et boissons de malt ayant une force alcoolique dépassant 3° 6 de volume) est confiée à des sociétés municipales « Detaljshandelbolagen » qui ont pour mission d'exploiter leur commerce « dans l'intérêt de la sobriété et de la moralité » (1). Les actionnaires de la société ne pouvant toucher de dividende supérieur à 5 o/o sur leurs actions par an, le surplus va à l'Etat. Le contrôle pesant sur la vente et la consommation est particulièrement sévère ; le droit d'achat ne peut être accordé « qu'aux particuliers n'abusant pas d'alcool au préjudice d'eux-mêmes, de leur entourage, et pour une quantité qui raisonnablement peut correspondre aux besoins de l'intéressé » ; avant que le droit

1. Rapport de M. Ring de Stockholm, au Congrès de Lausanne. Septembre 1921.

d'acheter puisse être accordé, la société concessionnaire, qui seule a entre ses mains la vente au détail, doit examiner si le postulant satisfait aux conditions exigées par la loi (et encore les prescriptions légales ne doivent-elles être considérées que comme des minima ; la société a le devoir de s'inspirer du principe suivant : « la vente doit s'effectuer de telle sorte qu'il en résulte le plus petit dommage social possible »). Cafés et restaurants ne peuvent acheter également leurs vins que chez les Bolagen.

Il est à remarquer que dans ce système les particuliers peuvent encore importer des vins de l'étranger, mais devant les difficultés auxquelles ils se heurtent, ils préfèrent en général s'adresser à la Vin et Spiritcentralen, dont le catalogue d'achat comprend notamment 23 sortes de champagnes et échappe ainsi en partie aux critiques signalées pour le Canada.

Le système du docteur Bratt a suscité de violentes attaques, aussi le roi a-t-il désigné un comité de quatre personnes ayant mission d'enquêter sur les mesures à prendre pour assurer un contrôle plus rigoureux de l'Etat sur la vente des vins en Suède ; cette commission a remis au roi son rapport qui devra être ensuite soumis au Riksdag (chambre Suédoise), voici, résumés, les points principaux de cet exposé : (1) contrôle de l'Etat sur la Vin et Spiritcentralen A. B. qui prendra ainsi l'aspect d'un véritable monopole analogue à celui de la vente du tabac — suppression de certaines filiales qui seront incorporées au Vin et Spiritcentralen — abandon des intérêts acquis par cette société dans des entreprises

i. Rapport de M. de Faramond, directeur du bureau commercial de la Chambre de commerce française de Suède.

étrangères au commerce des vins (grand hôtel, brasserie Carnegie, fabrique de produits pharmaceutiques Astra, etc). — dans l'intérêt du public les opérations de la société seront contrôlées par un directeur nommé par le gouvernement, etc. En ce qui concerne le droit du public d'importer directement de l'étranger les vins qu'il désire, deux membres de la commission ont émis des avis opposés ; dans son ensemble le comité propose le maintien de ce droit, mais uniquement afin d'assurer plus largement le libre choix des consommateurs, et non afin que ceux-ci puissent se procurer des boissons à meilleur marché que celles vendues par les bolagen ; à cette fin, les bolagen seraient autorisés à prélever, en plus des 25 o/o dus au Spiritcentralen, une commission mettant les marchandises importées par les particuliers au même taux que les produits analogues vendus par elle-même.

Un tel système présente de graves inconvénients : le monopole est toujours dangereux en lui-même en ce sens qu'il laisse la porte ouverte aux abus et à l'arbitraire ; d'autre part ce régime crée des entraves regrettables à la liberté de l'offre et de la demande, enfin il rend très difficile les achats directs des personnes privées ; la formalité du « mothok » (carnet d'achat) constitue une gêne pour la consommation des vins. Aussi n'est-il pas étonnant que l'usage des boissons alcoolisées soit fortement en décroissance dans le pays, surtout en 1921, date à partir de laquelle le contrôle s'est exercé plus efficacement et le système a commencé à fonctionner normalement : alors que l'importation privée de tous les vins était encore de 522.689 litres pour tout le pays en 1920, elle tombait en 1921 à 177.650, soit une baisse de 70 o/o : la Suède qui en 1920 importait 391.486 lit.

de vins mousseux et champagnes n'en a commandé que 214.667 litres en 1921.

A ce point de vue on peut dire que le système Bratt mérite des éloges; il a atteint le but qu'il se proposait; à l'appui de cette conception on cite comme probants les résultats des statistiques de la santé publique à Stockholm :

|                                                                 | 1913  | 1921  |
|-----------------------------------------------------------------|-------|-------|
| Contraventions pour ivresse (pourcentage pour 1.000 h.) .....   | 50,42 | 16,55 |
| Alcooliques admis à l'hôpital (pourcentage pour 1.000 h.) ..... | 17,8  | 6,9   |

Mais de tels effets ne résulteraient-ils pas aussi bien d'un régime qui, tout en poursuivant énergiquement l'alcool et ses dérivés, favoriserait les vins légers et les champagnes ! ce n'est pas à ceux-ci que peuvent être imputés les méfaits de l'alcoolisme ; de même que dans les lois de prohibition c'est faire preuve d'un rigorisme excessif que de ne pas les admettre largement à la consommation.

Et pourtant il a été question d'aggraver encore ce régime si préjudiciable à l'exportation de nos champagnes et d'arriver ainsi à une prohibition absolue : depuis 1911 en effet une commission avait été nommée, ayant pour mission de proposer des réformes « en vue de limiter les effets nuisibles de l'exploitation des boissons enivrantes » ; cette commission continua ses travaux au cours de la guerre et le 5 avril 1920 elle déposa son rapport intitulé *Proposition de loi relative aux marchandises alcooliques*, c'est là en réalité un projet de prohibition très rigoureux de l'alcool, et par là on entend toute boisson titrant plus de 2 1/4 o/o d'alcool ; le texte dit « les marchandises alcooliques ne pourront être ni impor-

tées, ni fabriquées, ni vendues autrement que pour un usage scientifique, pharmaceutique ou médicinal ». Le rapport allait même très loin dans la voie de la prohibition ; il se prononçait pour la confiscation des marchandises alcooliques dont on était détenteur avant la promulgation de la loi, et prévoyait des sanctions très graves comportant même la prison en cas d'inobservation de la loi. Survenant après l'expérience décevante des Etats-Unis, ce projet a soulevé contre lui d'âpres critiques : en dehors des arguments que les humides avaient invoqués lors du vote du dix-huitième amendement, aux Etats-Unis, on faisait valoir ici d'autres motifs de rejeter la proposition : sa réalisation, soutenait-on notamment, aurait de graves conséquences au point de vue des finances publiques : la « Landsforeningen for Folk nykterhet utan Forbud » (Ligue pour la tempérance sans prohibition) a publié sur ce point un important travail d'après lequel la prohibition totale entraînerait un déficit de 140 millions de couronnes de revenus (1) (droits de douane, droits de fabrication des eaux-de-vie, accises et droits de vente, participation de la Vin et Spiritcentralen, etc., etc.) et occasionnerait par contre un important accroissement des dépenses : dommages-intérêts, entre autres, que l'on a fixé approximativement à 150 millions de couronnes ; la Suède, sous un régime prohibitionniste, entrerait alors dans des difficultés inextricables pour se procurer les ressources nécessaires : augmentation des impôts directs, de tous les droits et taxes, etc.

Les adversaires de l'abstinence obligatoire arguaient

1. *L'informateur* (Bulletin officiel du Comité international, juillet 1922).

d'autre part des difficultés que la Suède prohibitionniste rencontrerait dans l'échange de ses produits avec l'étranger : en 1919 l'exportation suédoise en France se montait à 126 millions de couronnes (dont 87 1/3 pour les pâtes, bois, et papiers) ; le régime sec instauré en Suède ne provoquerait-il pas des mesures de rétorsion de la part de la France, cliente de la Suède, mais qui lui envoyait par contre, en 1919, pour 22 millions 1/3 de couronnes de vins et d'alcool ? à vrai dire les prohibitionnistes suédois proclamaient bien haut que nulles représailles ne pourraient atteindre leurs produits nationaux ; le comité royal de tempérance rassurait lui-même l'opinion en ces termes : « aucun Français raisonnable ne peut s'imaginer que l'on obtiendrait du gouvernement suédois un désistement de la politique de prohibition au moyen d'une pression provoquée par une guerre de tarifs (1) ». Mais en pareille matière il est assez difficile de dire ce que fera un Etat étranger, et l'argument présentait un certain poids auprès de nombreuses personnes. En outre, ajoutaient les partisans du *statu quo*, l'état de sobriété du peuple ne donne pas la moindre raison pour qu'on ait recours à cette mesure : la législation actuelle qui permet l'usage des boissons enivrantes sous le contrôle légal, mais en interdit l'abus a eu le résultat suivant : la Suède qui avait un niveau très bas au point de vue sobriété au commencement du xviii<sup>e</sup> occupe aujourd'hui une place très relevée. Enfin l'expérience des Etats-Unis a montré que la prohibition ne serait pas observée, et qu'on assisterait au développement de la fraude et de la distillation clandestine.

La commission qui déposa ce rapport, dite « Commission de l'alcool » comptait d'ailleurs parmi ses

1. Extrait du *Svensk Handelstidnings* de Stockholm, 30 mai 1922.

membres des adversaires irréductibles du projet, à la tête desquels se trouvait le docteur Yvan Bratt, créateur du système de contrôle individuel au débit des boissons alcooliques. Le docteur Bratt s'éleva avec véhémence contre la proposition de prohibition : « Jusqu'à présent, dit-il, on a pu avoir la prétention de faire admettre sans trop de contradiction qu'une législation atteignant la grande majorité des populations, et qui de sa nature est destinée à être soutenue d'une façon sévère, ne doit pas interdire autre chose que ce qui, dans le sentiment de la justice, a déjà été qualifié comme étant en soi-même injuste et condamnable. De cette manière le Code pénal codifie pour ainsi dire le sentiment général de la justice. Mais la loi de prohibition criminaliserait d'un seul coup la possession, la consommation et l'offre des différentes boissons alcoolisées de même que la fabrication chez soi pour usage privé des bières et vins faibles. Combien de monde y a-t-il bien à présent en Suède qui considère qu'il y a quelque chose de moralement injuste à boire de la bière, des vins et boissons spiritueuses du moment où cela se fait en quantité raisonnable ! » et revenant un peu plus loin sur cette même idée empreinte de raison et de bon sens : « c'est une chose dangereuse, s'écria-t-il, de criminaliser des actions que le peuple juge comme parfaitement permises au point de vue moral. »

A la suite de ces critiques et de l'opposition qui se manifesta un peu dans tout le pays contre la prohibition, une grande enquête fut menée auprès des milieux officiels suédois : les 24 préfectures du pays furent sollicitées de donner leur avis sur ce point : sur 17 préfets qui envoyèrent leur réponse (1) 15 déconseillaient

1. Avant mai 1922.

le projet de prohibition insistant sur les conséquences, dangereuses d'une telle loi. Parmi les 12 chambres de commerce du pays 11 donnèrent leur avis, se montrant hostiles au projet pour les raisons qui ont été résumées plus haut. De nombreuses autorités politiques telles M. Hammarskjöld (1), de hautes personnalités appartenant au monde ecclésiastique, scientifique, pharmaceutique..., etc. se prononcèrent contre le régime sec... Quelle que fut l'opinion de ces différentes personnes, le projet de prohibition devait être soumis à un plébiscite consultatif, le Riksdag décidant en dernier lieu (plutôt en principe qu'en pratique ; le referendum populaire donne une indication que la Chambre s'empresse généralement de suivre) ; le Riksdag avait voté une loi aux termes de laquelle le plébiscite devait avoir lieu en automne 1922, mais la date fut avancée et fixée au dimanche 27 août 1922 : pour que la prohibition l'emportât, un certain pourcentage de voix était nécessaire (60 ou 70 0/0) et la moitié des électeurs devait avoir participé au vote.

Il convient de noter ici l'activité du mouvement contre prohibitionniste : la ligne de tempérance et de modération sans prohibition, dirigée par MM. Magnusson et Ring, réussit à grouper 146 associations locales contre l'abstinence obligatoire et mena dans tout le pays une intense propagande basée sur une solide argumentation et de savantes études. On craignait notamment l'adhésion quasi unanime de l'élément féminin à la prohibition, et d'autre part l'abstention au scrutin de nombreux citoyens (généralement adversaires du régime sec) préférant, suivant leur

1. Ministre d'Etat en Suède pendant de longues années : « cette loi ne serait pas respectée, a-t-il dit, on en a bien vu un exemple lors des restrictions forcées en matière de crise ».

coutume, passer un jour de congé à la campagne. Le plébiscite vint heureusement apporter un démenti éclatant aux prévisions pessimistes ; ce fut le bon sens qu'il'emporta et les prohibitionnistes subirent un grave échec :

|                                                          |      |
|----------------------------------------------------------|------|
| 942.000 suffrages se prononcèrent contre la prohibition. |      |
| 897.000                                                  | pour |

Désormais il ne reste plus au Riksdag qu'à consacrer le vote populaire. Ainsi le danger prohibitionniste est écarté, actuellement du moins, en Suède : le système du monopole continue à régir le commerce des boissons alcoolisées. L'entrave au développement de la consommation de nos champagnes, qui résulte de ce régime, s'aggrave encore du fait des droits considérables qui les frappent dans ce pays : du taux de 2 couronnes, ils furent portés le 25 juin 1917 à celui de 4 kr., soit au cours du jour : kr. 36,60 pour 100 francs : 11 fr. 01 par bouteille, alors qu'en 1914, la couronne étant comptée au cours d'avant-guerre, le droit revenait à 2 fr. 20.

β) *La Norvège.* — Les prohibitionnistes possèdent en Norvège une influence incontestable ; mais, jusque présentement, les vins de champagne n'ont pas eu trop à souffrir de leur action néfaste. Comme dans tous les pays scandinaves, on rencontre en Norvège un ensemble de mesures destinées à réprimer l'alcoolisme ; mais leur hostilité ne vise guère que l'alcool et les boissons fortement alcoolisées : c'est ainsi que depuis décembre 1916 il est interdit en Norvège d'importer, d'expédier et de vendre de l'eau-de-vie et des vins forts ; la prohibition réservant

l'usage de ces produits pour des besoins techniques, médicaux ou scientifiques. Cette mesure établie par voie administrative comme « disposition extraordinaire et provisoire » fut consacrée par un plébiscite en octobre 1919 (489.000 voix pour l'interdiction absolue de l'alcool : 305.000 contre), et sous l'influence du mouvement prohibitionniste, eut force de loi par le vote du 16 septembre 1921. En vertu de l'arrangement complémentaire du 23 avril 1921 au traité de commerce franco norvégien, l'importation, la vente, le transport des vins sont libres en Norvège, moyennant l'observation des lois relatives à l'exercice du commerce, pour les produits dont la teneur en alcool n'est pas supérieure à 14°. Mais cette liberté est fortement restreinte par la législation rigoureuse qui régit dans ce pays la vente des boissons alcoolisées : les patentes nécessaires au débit et à la vente au détail des vins (et en particulier aux hôtels et restaurants) sont souvent refusées systématiquement par les conseils municipaux, souverains en cette matière. Il y a là toute une série de dispositions susceptibles de diminuer la consommation des « boissons enivrantes » et de provoquer la régression de l'alcoolisme, semble-t-il. Cependant ce système a suscité de nombreuses attaques : suivant Axel Holst, recteur de l'Université de Christiania, ancien président de la Commission de l'alcool, il a donné naissance à un développement considérable de la distillation familiale ; en sens inverse les abstèmes réclament l'établissement en Norvège du prohibitionnisme absolu, et sous leur influence la Norvège semble évoluer vers un régime plus sévère, ne comportant pas, il est vrai, une prohibition totale, mais admettant tout au moins le régime du monopole.

C'est le 16 septembre 1921, date même de la mise

en vigueur de la loi sur la prohibition que le gouvernement et le Parlement acceptèrent le principe du monopole dans une loi dite « loi du monopole » : d'après ce texte, seules les « Samlagen » (Sociétés collectives) sont autorisées à vendre les bières, vins, vins de fruits..., etc. ; la loi reconnaît également au roi le droit de prescrire que « seul l'Etat ou une société reconnue par lui, peuvent importer les boissons en question », et que « l'Etat ou la Société monopolisante peuvent vendre aux sociétés collectives, et le cas échéant se charger également de la vente au détail à côté de, ou en remplacement des sociétés collectives ».

En octobre 1921 un comité fut nommé, chargé d'examiner la question : il a saisi le Parlement d'un projet comportant la mise en œuvre pratique de la loi du monopole : le projet de concession à la Société « Vin monopolet » a été déposé sur le bureau du Storking le 31 mars 1922 ; l'Assemblée aura donc bientôt à se prononcer sur son adoption. En tout cas, comité et gouvernement repoussent la conception d'un monopole d'Etat et entendent organiser un édifice assez semblable au système suédois ; dans le projet la société aura le droit exclusif, pour une durée de dix ans, d'importer de l'alcool, des vins, et des bières contenant plus de 4,75 o/o d'alcool ; le commerce en gros de l'alcool et des vins forts ainsi que leur commerce de détail, autant que ce commerce n'est pas confié, aux pharmaciens et médecins autorisés, sera concédé à la société. Le droit de vente au détail des vins légers et autres boissons alcooliques (inférieures à 14°) *pourra* être reconnu à la société dans les communes où les conseils municipaux le demanderaient. La société sera chargée de l'importation des contingents de vins forts que

l'Etat s'engagerait à acheter dans les pays étrangers(1).

En résumé la société aura, entre ses mains, en ce qui concerne les champagnes, l'administration de leur importation, leur commerce en gros, et tout au moins à Christiana, Bergen, Frondhjem, leur vente au détail. La société fixera le prix de vente de ses marchandises de façon à se réserver un bénéfice commercial raisonnable, et en rapport avec celui que l'on a coutume de prendre pour les mêmes produits ; d'après les statuts proposés pour la société, le dividende maximum est de 7 o/o, le surplus revenant de droit au Trésor public (2). L'Etat possédera un droit de contrôle sur les marchandises dont la société fait le commerce ; celle-ci enfin devra pouvoir procurer à ses clients les différentes marques qui lui seraient demandées.

Tels sont les différents points sur lesquels porte le projet de monopole : celui-ci parviendra-t-il à être réalisé ? il est trop tôt pour se prononcer encore, car dès maintenant il se heurte à certaines difficultés : deux grandes banques norvégiennes : la « Kristiana Bank og Kreditkasse » et la « Bergens privat bank » ont garanti la souscription du capital actions (15 à 20 millions de couronnes, divisés en actions nominatives de 500 couronnes) ainsi que le crédit nécessaire pour les opérations commerciales ; mais un désaccord s'est produit entre elles et la commission à propos de différentes conditions posées par ces établissements de crédit pour leur par-

1. *Bulletin de la Chambre de commerce franco-norvégienne*, avril 1922.

2. Le surplus versé au Trésor sera ainsi réparti : caisse de secours à l'invalidité et la vieillesse 80 o/o ; fonds pour la lutte contre l'intempérance 20 o/o.

tiicipation. Aussi la concession ne pourrait-elle être accordée à la Vin monopolet, dans les circonstances les plus favorables, qu'au cours de l'année 1923.

Le régime du monopole a d'ailleurs contre lui de nombreux adversaires décidés parmi lesquels figurent naturellement au premier rang les négociants en vins suédois ; le comité a en effet déclaré « qu'il ne saurait incomber à la Société monopolisante, l'obligation d'indemniser les particuliers négociants en vins, de la suppression de l'exercice de leur profession, le fait étant qu'ils n'ont joui de leur patente que pour un temps limité » (le plus souvent 1 an) ; le comité reconnaît cependant qu'à la mise en vigueur du nouveau régime la société devra prendre des « égards équitables » dans les différents cas,... etc. (1), c'est là un terme bien vague qui est loin de rassurer ceux qui vivent du commerce des boissons alcoolisées. Leurs immeubles et stocks seront rachetés sur la base d'un accord amiable, sous un contrôle compétent et rigoureux de la qualité de la marchandise ; mais en dehors de ce rachat équitable, il est très douteux que les négociants puissent obtenir quelque compensation. A côté de l'opposition menée contre le monopole par les principaux intéressés se dresse l'hostilité d'une grande partie de la population vis-à-vis d'un tel système ; d'autant plus que ce régime menace encore d'être transitoire ; on craint, non sans quelque raison, que le système définitif ne s'établisse en deux échelons : tout d'abord fonctionnement du monopole pour les alcools et vins titrant plus de 14° ; ensuite généralisation à tous les vins, et suppression du droit laissé aux particuliers d'im-

1. « Rapport sur l'Evolution en Norvège pendant ces dernières années de la politique concernant l'alcool », par Sven Rogind.

porter des vins légers. On voit par là combien l'établissement du monopole en Norvège deviendrait dangereux pour l'exportation de nos champagnes ; nous nous trouverions en définitive dans la même situation que celle où nous sommes actuellement vis-à-vis de la Suède.

En résumé, si l'importation de nos champagnes en Norvège est aujourd'hui à peu près libre, elle semble par contre bien menacée dans l'avenir ; or ce marché, sans être un débouché primordial pour le commerce des champagnes, n'en était pas moins très intéressant (1).

De même qu'en Suède, des droits élevés viennent déjà frapper les champagnes, restreignant ainsi leur consommation ; le droit établi en vertu de la déclaration du 20 février 1909 était de : 1 couronne 50, soit aux cours de 1914, 2 fr. 08 par bouteille ; le 18 juin 1921 les droits de douane ont été relevés : « tarif n° 773 mousseux : le litre, tarif minimum : 3 couronnes, soit au cours de 52 couronnes pour 100 fr., 5 fr. 77 (la France jouit du tarif minimum en vertu du traité de commerce du 30 décembre 1880 prorogé en partie par la Convention du 13 janvier 1892, dénoncée à l'échéance du 10 septembre 1919, puis prorogée elle-même par tacite reconduction jusqu'à la signature du traité de commerce franco-norvégien du 23 avril 1921).

B. LES INTERDICTIONS ET CONTINGENTEMENTS. — Prohibition, monopoles, étaient inspirés, on l'a vu, par des considérations morales et sociales ; ici ces

1. Importation des champagnes et mousseux français (les statistiques ne faisant pas de distinction) en Norvège (on peut évaluer qu'un tiers de ce chiffre correspond à des saumurs et autres mousseux) ; 1916 : 215. 134 litres (1 bouteille : 0 l. 75) ; 1917 : 508.926 ; 1919 : 606.228 ; 1920 : 1.214. 664, janvier-mai 1921 : 109.774 litres.

notions restent absolument étrangères au problème : les interdictions d'importation ne s'expliquent que par des raisons financières et économiques ; sur lesquelles il est inutile de revenir ; aussi bien ne rencontre-t-on une telle politique que chez les pays à change déprécié.

α) *L'Allemagne*. — L'interdiction d'entretenir des relations commerciales avec les pays ennemis avait exclu naturellement l'Allemagne de nos débouchés durant la période des hostilités ; mais avec la reprise des rapports économiques avec ce pays, on pouvait espérer que les expéditions de champagne suivraient une courbe ascendante. Sans doute il existait plusieurs obstacles à une large diffusion de ce produit : tout d'abord la valeur dépréciée du mark papier, le caractère essentiellement protecteur du tarif douanier allemand, la concurrence des mousseux et soi-disant champagnes allemands vendus à vil prix..., etc., mais, malgré tout, il eut été encore possible, d'y envoyer un nombre respectable de bouteilles. Malheureusement même depuis la signature de la paix, le marché allemand reste un marché fermé en ce qui concerne nos vins de luxe : il faut une licence d'importation rarement accordée aux produits de luxe ; diverses ordonnances fédérales allemandes interdisent expressément l'importation de telles marchandises, afin de ne pas déprécier davantage le mark : c'est ainsi qu'au début de 1921 le ministre de l'Approvisionnement, d'accord avec le ministre de l'Economie politique et le ministre des Finances, a établi la réglementation du commerce des vins en Allemagne : liste des vins non admis à l'importation : a) vins mousseux ; c) vins de luxe. De même, aux termes d'une ordonnance entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1922 et majorant certains

droits de douane, il est dit : « demeurent exclus du contingent : a) les vins mousseux ; b) les vins doux en bouteilles... etc. ; or l'expression « vin mousseux » est prise ici dans son sens le plus général et comprend sans aucun doute les champagnes. Aussi est-il permis d'être étonné lorsqu'on voit dans des statistiques publiées par les journaux allemands et abondamment reproduites à l'étranger, que l'Allemagne aurait consommé en un an près de 10 millions de bouteilles de champagnes, chiffre auquel nos statistiques d'expéditions à l'étranger apportent le démenti le plus formel ; dès lors plusieurs hypothèses sont à envisager : 1<sup>o</sup> ou bien ces statistiques ne reposent sur aucun fondement ; 2<sup>o</sup> ou bien, étant l'expression de la réalité, il s'agit de champagnes volés ou de faux champagnes (car il est difficile d'admettre des stocks d'avant-guerre) ; l'Allemagne n'a guère importé plus de 100.000 bouteilles ; en admettant qu'un certain nombre de caisses soient parvenues indirectement ou frauduleusement dans ce pays, ce contingent ne peut pas être encore fort important. Si l'on admet la véracité de ces statistiques allemandes, il s'agit certainement, pour la presque totalité, de champagnes allemands : la loi allemande sur les appellations d'origine, moins scrupuleuse que la loi française, exige seulement pour que le produit puisse porter cette étiquette, qu'il soit composé de 51 o/o de vins récoltés dans la région invoquée ; c'est à cette disposition jointe à la contrefaçon que les Allemands sont redevables d'une telle consommation de champagnes : les statistiques allemandes tendraient donc à prouver que la fraude officiellement tolérée s'exerce sur une large échelle, en dépit d'engagement internationaux formels.

L'Allemagne est donc actuellement sous un régime d'interdiction générale d'importation : la licence, nécessaire pour introduire en ce pays les vins et champagnes prohibés, est accordée (très rarement) par le « chargé d'affaires du Reich à la surveillance de l'importation et de l'exportation à Berlin », avec assentiment du ministre du Reich à l'agriculture et au ravitaillement.

Cette réglementation ne s'applique d'ailleurs pas aux territoires occupés : nos champagnes peuvent être exportés dans les pays rhénans, mais là encore leur importation n'est pas entièrement libre : elle est soumise à plusieurs conditions : octroi d'un permis d'importation accordé par le président de la commission interalliée, et visé par les autorités allemandes : en outre les expéditions de champagnes sont soumises à un certain contingentement. Mais, malgré ces restrictions, l'exportation est possible dans ces territoires alors qu'en fait elle est impossible en Allemagne non occupée.

Les ports francs comme Hambourg échappent naturellement à tout régime d'interdiction, les champagnes ne restant là qu'en transit pour être expédiés ultérieurement à l'étranger.

La politique commerciale de l'Allemagne vis-à-vis des vins de luxe cause donc un préjudice appréciable à nos grands crus ; ce préjudice, est-il susceptible d'être encore aggravé ? n'est-il pas à craindre que l'Allemagne abandonnant le régime d'interdiction n'entre dans la voie de la prohibition ? depuis longtemps le pays est travaillé par les abstinents, et leur activité a même provoqué depuis une dizaine d'années la création d'organisations de défense. Jusqu'ici le mouvement abstentionniste n'a abouti à aucun résultat, mais la propagande en faveur de

la prohibition continue à se développer, et il semble que tout dernièrement le Reichstag se soit laissé influencer par elle ; c'est ce que tenderait à démontrer le vote de la résolution suivante : « le gouvernement est invité à effectuer immédiatement une enquête sur les conséquences économiques, hygiéniques et morales qu'a eues aux Etats-Unis la législation prohibant l'alcool, à présenter au Reichstag, les résultats de cette enquête et à étudier quelles conclusions il y a lieu d'en tirer pour la législation allemande. » Or la commission chargée de l'enquête et du rapport comptera sans nul doute dans ses rangs des membres acquis à la doctrine prohibitionniste, et les suggestions du rapport pourraient bien être empreintes de ces idées. En tout cas le danger n'est pas encore immédiat ; un projet de prohibition totale rencontrerait d'autre part une violente opposition dans ce pays où les organisations de brasseurs notamment disposent de capitaux importants et d'une influence incontestable.

β) *L'Autriche*. — En principe l'importation des marchandises en Autriche est interdite : il n'y a pas de produits dont l'importation soit entièrement libre. Seuls les commerçants autrichiens et les maisons de commerce enregistrées en Autriche peuvent formuler des demandes d'importation : celles-ci sont soumises à l'examen d'un organisme spécial : la « Zentralstelle für Ein- und Durchfuhrbewilligungen », commission composée des représentants des ministères du commerce, du ravitaillement et autres services intéressés à la demande. En règle générale la Zentralstelle refuse les autorisations d'importer des produits de luxe, et par conséquent des champagnes. En réalité cette interdiction paraît ici comme superflue : la dépréciation de la

couronne, l'élévation des droits de douane et taxes intérieures, suffiraient à rendre impossible un mouvement d'exportation de nos vins fins.

L'avenir de l'exportation des champagnes en Autriche semble en outre bien menacé, car le danger du prohibitionnisme est autrement pressant ici qu'en Allemagne. Le président de la république autrichienne : M. Hainisch est depuis longtemps un disciple zélé de l'abstinence et en conséquence se montre particulièrement favorable à l'instauration d'un régime de prohibition ; le parti socialiste, puissant aujourd'hui dans ce pays, est également partisan d'un programme abstentionniste. La bienveillance du gouvernement à l'égard d'un régime sec, s'est déjà traduite par quelques mesures susceptibles de préparer le terrain : c'est ainsi que le Conseil national a voté un crédit de 50 millions de couronnes devant être affectés à une propagande énergique en faveur de l'abstinence totale ; sur ce chiffre 25 millions doivent être versés aux organisations anti-alcooliques privées, le surplus devra être remis au Ministère fédéral de la prévoyance sociale en vue d'organiser dans tout le pays des « journées d'abstinents » et des conférences avec projections (1). En dehors des abstentionnistes autrichiens, il faut signaler la pression tentée sur l'opinion publique par les prohibitionnistes d'outre-Atlantique : le 12 avril 1922, à une assemblée publique organisée par les abstèmes à Vienne, l'agitateur prohibitionniste américain Hohental développa les avantages du régime sec aux Etats-Unis ; cette grande manifestation dans laquelle les « drys » avaient mis tous leurs espoirs, fut d'ailleurs un échec pour eux : la résolu-

1. Rapport de M. Von Tobel sur la « situation prohibitionniste en Europe Centrale ».

tion votée se prononça seulement pour la modération. Cependant, malgré cette défaite, la menace de la prohibition subsiste, et c'est pour lutter contre sa réalisation que se fonde en ce moment un office national de résistance.

En Hongrie, qui vit également sous un régime d'interdiction d'importation des produits de luxe, le danger d'un dessèchement légal est par contre beaucoup moins grand ; il n'existe même pour ainsi dire plus. Cet état de choses provient très certainement du fait que ce pays a subi, pendant un court délai, l'expérience de l'abstinence obligatoire : le gouvernement communiste de Bela Kun, qui régna dans ce pays pendant quatre mois environ, avait proclamé l'interdiction de l'alcool et la confiscation des boissons alcooliques découvertes. La population a vu de trop près les méfaits et les abus d'un tel système, pour accepter à nouveau l'installation du régime sec chez elle ; à cette raison il convient d'ajouter la production viticole assez importante dans le pays.

γ) *Les pays balkaniques.* — Les guerres successives auxquelles ont été mêlés les différents pays balkaniques ont porté un coup fatal à leur situation financière. Une sévère politique d'économies s'impose, s'ils veulent rétablir l'ordre dans leurs finances et endiguer la dépréciation de leur papier-monnaie : aussi telle fut l'attitude suivie par la Bulgarie, édictant l'interdiction d'importation des champagnes et mousseux ; la Roumanie prit la même mesure le 11 juillet 1919 ; les permis d'importation exceptionnellement reconfirmés, ont à acquitter des taxes tellement lourdes qu'une bouteille de champagne atteint là-bas des prix inabordables.

La Tchéco-Slovaquie est animée des meilleures intentions à l'égard des produits français ; mais c'est

un pays neuf créé par la guerre et qui n'a pas encore de situation économique ; en conséquence, il cherche tout naturellement à limiter les importations non indispensables : un accord négocié en juin 1921 autorisait l'entrée de 10.000 bouteilles de vins mousseux. Mais le 3 mars 1922 la Tchéco-Slovaquie prohibait formellement l'entrée des champagnes sur son territoire.

Enfin, la Pologne qui n'a pas un cep de vignes, et qui compte 30 millions d'habitants, défend presque absolument l'importation des vins, et spécialement des champagnes.

c) *La Russie.* — Enfin, il faut faire une place à part à la Russie soviétique ; comme les relations commerciales entre la France et cet ancien débouché n'ont pas été reprises, ce marché reste aujourd'hui fermé ; l'effondrement du rouble paralyserait d'ailleurs de lui-même le mouvement des exportations de champagnes en Russie. Quelques bouteilles parviennent à franchir la frontière en fraude, par l'Esthonie notamment ; mais c'est en quantité infime et négligeable.

3° **L'élévation des droits de douane et taxes intérieures.** — Un protectionnisme outrancier régit à l'heure actuelle la politique commerciale des différents Etats du globe ; les motifs ou prétextes généraux d'une telle politique ayant été exposés précédemment, nous nous bornerons ici à étudier de plus près quelques-uns des principaux débouchés de la Champagne viticole, qui ont suivi ce mouvement, pour le plus grand dommage de notre commerce d'exportation.

a) *L'Angleterre.* — L'Angleterre était avant-guerre et reste encore aujourd'hui le plus important débouché pour les champagnes ; si, pendant la période

d'hostilités de 1914-1918, on constate, comme pour la presque unanimité des pays, un grave fléchissement des importations de ce produit, la raison en est dans le sévère régime de restrictions que s'imposa la Grande-Bretagne. Mais l'année 1919 nous avait fait assister à une reprise normale des expéditions : le change très favorable est évidemment un des facteurs capitaux de l'élévation des commandes passées par ce pays à cette époque :

|                |           |            |
|----------------|-----------|------------|
| 1913 . . . . . | 6.032.292 | bouteilles |
| 1914 . . . . . | 4.051.770 | —          |
| 1915 . . . . . | 3.205.656 | —          |
| 1916 . . . . . | 3.183.366 | —          |
| 1917 . . . . . | 2.234.892 | —          |
| 1918 . . . . . | 2.961.456 | —          |
| 1919 . . . . . | 7.689.960 | —          |
| 1920 . . . . . | 5.994.642 | —          |

Malheureusement 1921 devait apporter au commerce champenois les plus vives déceptions ; d'après les statistiques du commerce extérieur du Royaume-Uni, publiées par le Board of Trade, l'importation des champagnes français en 1921 atteindrait seulement 378.473 gallons soit 2.280.838 bouteilles ; cette restriction du marché anglais dans des proportions imprévisibles a porté un coup très sensible à la prospérité du négoce champenois. Quelles peuvent être les causes de cette mévente de nos champagnes dans un pays où le cours de la livre sterling compense largement l'augmentation des prix de vente ? elles sont en réalité aussi variées que complexes : a) en premier lieu la crise économique générale a sévi fortement en Angleterre et l'a atteint encore plus profondément que la France ; le chômage a pris notamment une extension beaucoup plus importante dans le Royaume-Uni. La fermeture

de nombreuses usines, les menaces de grèves, la ruine de certaines firmes bancaires, ont provoqué une grave insécurité économique. Aussi la plupart des consommateurs ont-ils ajourné leurs achats pour des temps plus propices, lorsque le malaise qui pèse sur toutes les affaires se sera un peu dissipé.

b) Les difficultés de politique intérieure auxquelles la Grande-Bretagne a eu à faire face n'ont pu qu'aggraver la situation ; ses démêlés avec l'Irlande, les séditions qui se sont produites aux Indes, en Afrique du Sud, etc., la rébellion qui éclata en Egypte, n'étaient guère de nature à favoriser un large mouvement d'importation de nos vins fins.

c) Enfin, et c'est là l'élément qui porte la plus lourde part de responsabilité, il y a le côté fiscal de la question : l'Angleterre qui fut toujours citée comme le type des pays libre-échangistes, a suivi depuis la guerre, à l'instar des autres nations, une politique nettement protectionniste ; des droits véritablement excessifs sont venus, en particulier, frapper nos champagnes à leur entrée sur le territoire anglais, et ont abouti à rendre ce produit inabordable, malgré le change, à un grand nombre de consommateurs. Depuis avril 1889 nos champagnes étaient frappés dans le Royaume-Uni :

D'un droit de douane.....£ 0 1 s. 3 p. par gallon

Et d'une taxe additionnelle....£ 0 2 s. 6 p. —

Soit.....£ 0 3 s. 9 p.

(Le gallon = 4 l. 54 = 6 bouteilles) : soit 0 fr. 80 par bouteille environ.

Cedroit, raisonnable, fut perçu pendant toute la durée des hostilités, ses fluctuations ne résultant que du cours du change. Mais en 1920 l'Angleterre doubla brusquement ses droits sur les vins de Champagne,

les portant ainsi à £ 0-7 sh. 6 p. par gallon : soit un droit par bouteille de 1 fr. 60 au pair, mais de 3 fr. 20 au cours de 50. Puis, estimant cette hausse encore insuffisante, elle les soumit en août 1920 à une surtaxe de 33 0/0 *ad valorem*. Le résultat de semblables mesures ne se fit pas longtemps attendre : dans le second semestre de 1920 les importations de champagnes baissaient de 80 0/0 environ : les statistiques officielles anglaises marquent pour mai-décembre 1920 une importation de 2.705.520 bouteilles, alors que pendant la même période en 1911 il en avait été importé 6.000.834, soit une diminution de 3.349.314 ; d'après ces mêmes statistiques, pendant la période de mai-décembre 1920 les droits n'ont été payés que sur 284.779 gallons (1.708.674 bouteilles), tandis qu'en 1919, pour l'époque correspondante, les droits ont été payés sur 813.252 gallons (4.879.512 bouteilles), d'où un déficit en droits moins perçus sur 526.483 g. ou 3.170.038 bouteilles. En calculant les droits payés en 1919 sur 4.879.152 bouteilles à l'ancien taux de 7 sh. 6 par douzaine, le rendement net est de : 1.152.486 sh. ; or les nouveaux droits (15 sh. par douzaine + 33 0/0 *ad valorem*) qui ont été perçus sur 1.708.674 bouteilles (en estimant la valeur moyenne des champagnes à £ 4,40 la douzaine) ne s'élèvent qu'à :

|                                   |                |
|-----------------------------------|----------------|
| Droit de 15 sh. par douzaine..... | 108.792        |
| Taxe de 33 0/0.....               | <u>199.345</u> |
| Total.....                        | 306.135 sh.    |

C'est donc en face d'un déficit très important que s'est trouvé le budget anglais ; les commandes se raréfiant encore davantage en 1921, la baisse des recettes ne fit que s'accroître. Un tel résultat provoqua en Angleterre une vive déception ainsi que de

violentes récriminations contre cette politique; un revirement de l'opinion se produisit en faveur d'une diminution des taxes, que ne cessaient de réclamer les maisons champenoises. Reconnaisant qu'elle s'était fâcheusement trompée dans ses calculs et prévisions, l'Angleterre se résigna à supprimer en mai 1921 cette surtaxe de 33 o/o qui paralysait littéralement nos exportations; elle ne consentit cependant à ce sacrifice que moyennant un nouveau doublement des droits de douane; il est encore trop tôt, à l'époque où nous écrivons, pour voir, chiffres en mains, le résultat effectif de cette mesure, mais il est certain qu'elle contribuera à augmenter le chiffre des importations : d'après les négociants exportateurs de champagnes, les premiers mois de l'année 1922 sembleraient indiquer de ce côté une légère amélioration sur 1921.

Bref, en vertu du nouveau tarif, les champagnes payent désormais un droit de 15 shillings par gallon : sous le régime des droits antérieurs la bouteille supportait environ un droit fixe de 7 pences, plus 3 shillings 4 pences de droit 33 o/o *ad valorem*; avec les nouveaux droits la bouteille supportera un droit fixe de 2 shillings 6 pences (soit encore une augmentation de 400 o/o sur les droits d'avant-guerre).

Les droits exagérés auxquels ont été soumis nos champagnes en Angleterre, n'ont-ils pas été édictés sous la pression des ligues de tempérance ? encore que la propagande abstentionniste ait échoué dans ce pays, il semble bien que leur influence ait eu une certaine part de responsabilité dans l'instauration d'un tel régime. Les prohibitionnistes apparaissent bien en Grande-Bretagne comme les descendants directs des puritains du temps de la Réforme ;

aussi y a-t-il longtemps que les représentants de cette tendance se sont groupés en sectes fanatiques réprouvant l'usage des boissons alcoolisées ; toutefois ce n'est que depuis quelques années qu'elles ont fait preuve d'une grande activité en ce qui concerne la question de la prohibition des « boissons enivrantes ». Le mouvement a revêtu ici le même caractère religieux dont il est fortement imprégné aux Etats-Unis : ses adeptes sont convaincus qu'ils ont mission de sauver les pécheurs qui s'adonnent à la consommation des vins et liqueurs : il s'agit de persuader au public que le fait d'avoir soif est inconvenant et contraire à la loi du Seigneur ; suivant l'expression anglaise les abstèmes cherchent « to make drink stink », « c'est-à-dire à ce que le seul mot de boisson soit malodorant » C'est dans le fanatisme de ces sectes que se trouve le principal danger : leur sincérité, leur lutte contre la soif actuelle des plaisirs de tout ordre, leur a gagné de puissants appuis ; la plus redoutable d'entre elles : celles des « méthodistes Wesleyens » ( qui fut l'âme de l'Anti Saloon League » aux États-Unis) dispose de puissants moyens d'action : c'est ainsi qu'inaugurant une nouvelle campagne en novembre 1921, elle a voté un premier budget de 150.000 £.

Si les différentes ligues de tempérants s'accordent à réclamer l'établissement du régime sec en Angleterre, leurs avis sont par contre divergents quant aux moyens qu'il convient d'employer pour arriver à un tel but ; on rencontre ici trois tendances bien distinctes : a) Certains abstentionnistes entendent mener ouvertement la lutte et réclament la prohibition radicale de la vente et de la consommation des boissons alcoolisées ; les chefs du mouvement sont en général des propagandistes américains qui préconisent

l'imitation pure et simple du régime appliqué aux Etat-Unis.

b) Craignant que l'opinion publique ne soit pas mûre pour une telle réforme, quelques sectes dissidentes préfèrent agir indirectement : elles demandent le rachat par l'Etat de tout le commerce alcoolique et l'instauration d'un monopole d'Etat, premier pas dans la voie de la suppression totale des boissons alcooliques. Ce plan compte parmi ses ardents défenseurs de nombreux socialistes avancés et communistes, partisans de l'exploitation par l'Etat et pour le peuple des grands services nationaux et des grandes industries ; par contre les représentants de la première tendance sont absolument opposés à un tel concept.

c) Enfin la tactique la plus dangereuse est celle qui consiste à demander le droit pour chaque localité de s'appliquer le régime pour lequel s'est prononcée la majorité des habitants ; c'est le système du « Local Option ». C'est là une manœuvre fort habile : en proclamant le droit pour chacun d'être maître chez soi, elle s'attire les sympathies de tous. Mais si le principe apparaît comme parfaitement équitable, son application à la consommation des boissons présente de graves défauts : une minorité peut être ainsi privée du droit très légitime qu'elle a toujours eu, de consommer ce qui lui plaît : alors que l'usage de cette faculté ne causait aucun tort aux « teatolers », la généralisation de la thèse abstentionniste constitue à son égard une menace d'oppression ; d'autre part, il est à craindre que les majorités ne soient volontairement faussées : les prohibitionnistes peuvent concentrer tous leurs efforts sur une commune, puis, ayant obtenu l'assèchement de celle-ci diriger leurs coups contre une autre. Avec ce sys-

tème les abstèmes peuvent espérer gagner un grand nombre de communes, car celles qui seront restées humides, devenant le refuge de tous les alcooliques des pays avoisinants « mis au sec », voteront pour la prohibition afin de s'en débarrasser.

Un essai de ce système a eu lieu dans une partie du Royaume-Uni : la loi du Local Option fut mise en vigueur en 1920 en Ecosse : la grande majorité des électeurs vota contre la fermeture des débits, mais en octobre 1921 un projet de prohibition complète subit un échec total à Glasgow.

Quel que soit le moyen d'action préconisé, la campagne des abstentionnistes à essuyé une grave défaite en Angleterre : dans les nombreux meetings qu'il organisa sur tout le territoire du Royaume-Uni, le célèbre leader prohibitionniste américain Johnson, dit Pussyfoot, bafoué et ridiculisé, reçut un accueil des plus décourageants : l'affirmation qu'il émit, suivant laquelle l'Angleterre serait complètement « sèche » dans dix ans, apparaît comme une vaine fanfaronnade, en contradiction formelle avec les faits actuels. Aussi bien l'insuccès de la propagande des abstinents en Angleterre tient à plusieurs considérations : a) en premier lieu le citoyen anglais a au plus haut degré, et à juste titre, le sentiment de la liberté individuelle ; b) d'autre part il voit avec le plus grand déplaisir que ce sont des étrangers — des Américains — qui veulent lui imposer une certaine manière d'agir et il entend réagir avec la plus grande énergie contre cette atteinte à sa liberté, qu'entendent lui porter des Américains ; c) en outre l'Angleterre a toujours été un pays où la consommation des boissons alcoolisées s'est exercée dans d'assez fortes proportions ; d'où l'importance numérique des ennemis intransigeants de l'abstinence obligatoire ; d) enfin

les corporations intéressées ont fait preuve d'un remarquable esprit de cohésion, présentant à l'ennemi un front unique puissamment défendu.

Pour toutes ces raisons il semble que du côté de l'Angleterre, nous n'ayons pas à redouter pour l'avenir de mesures de prohibition ; la politique protectionniste suivie par ce pays constitue déjà par elle-même un obstacle bien suffisant au développement de la consommation de nos champagnes.

b) *L'Espagne* mérite d'être étudiée comme débouché à l'activité de nos vins de champagne, non pas tant pour l'importance de ce marché, que pour les difficultés auxquelles ils se sont heurtés en ce pays.

Par suite de son change favorable résultant de la guerre, l'Espagne aurait pu devenir un client intéressant pour nos crus champenois ; or malgré ce facteur, elle a fermé pendant un temps assez long ses frontières à nos exportations de vins et liqueurs, causant un grave préjudice à ce commerce. Ici l'influence des ligues de tempérance n'est nullement en jeu et c'est ailleurs qu'il faut chercher les motifs d'une semblable politique : elle s'explique par la rivalité économique entre les deux pays, rivalité qui s'est traduite en pratique par une guerre de tarifs et par l'application à nos champagnes de droits nettement prohibitifs.

En vertu de la disposition cinquième au tarif des douanes espagnoles § 648, les vins mousseux payaient en 1914 par litre un droit de 2 pesetas or, soit environ 1 fr. 70 par bouteille, le change étant alors calculé au prix du cours du papier (chèque) sur Paris. Mais comme la guerre porta la valeur de la peseta bien au-dessus de la monnaie française, l'administration encaissant les droits en pesetas, les droits de douane

sur une bouteille se trouvèrent singulièrement majorés. Cet état de choses se prolongea ainsi jusqu'en août 1920 ; à cette époque, le cours de l'or ayant subi une importante augmentation sur l'année précédente, le ministre des Finances espagnol décida, par décret royal, que les droits d'entrée seraient encaissés à un change dont le cours serait établi mensuellement et dont la base comprendrait le cours moyen, pendant le mois précédent, du papier sur Londres. D'autre part le 27 novembre 1920 l'Espagne portait à 6 pesetas or le droit par litre de champagne.

En résumé le droit de douane perçu sur un litre de champagne à son entrée en Espagne était :

De 1914 au 31 août 1920 : 2 pesetas

Du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 1920 : 2 pesetas or (ou 2 pesetas papier plus une prime de 26,71 o/o puisqu'on commence à exiger le paiement des droits en or.

Du 1<sup>er</sup> au 30 octobre 1920..... 2 pesetas + 29,18 o/o

Du 1<sup>er</sup> novembre au 30 décembre 1920..... 6 — + 45,77 o/o

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 déc. 1921..... 6 — + 47,38 o/o

Du 1<sup>er</sup> au 28 février 1921..... 6 — + 45,63 o/o

En mars 1921, une bouteille de champagne du prix de 12 francs (moins 3 o/o net, soit : 11 fr. 64) au change de 50 (5 pesetas 82), payait contre toute raison plus de sa valeur pour les dits droits d'entrée :

Droit de 6 p. par litre (1 bout. 0 l. 80) soit par bouteille : 4 p. 80

Droit sur le verre : 0 p. 07

4 p. 87

Change du mois courant à 35,25 o/o, soit..... 1 p. 57

Total..... 6 p. 44

A ces droits excessifs il convenait encore d'ajouter des droits provinciaux très élevés dans le Vizcaya, le Guipuscoa et la Navarra et des droits d'octroi variables selon les villes.

Pour comprendre l'attitude hostile prise par l'Espagne à l'égard de nos exportations de champagnes, il faut étudier, succinctement, la politique commer-

ciale générale des deux nations, depuis 1917, et les dispositions législatives prises l'une envers l'autre pendant cette période :

1917

FRANCE

La France complète son régime de prohibitions partielles d'importation par un décret de prohibition générale modifié en avril par le régime des autorisations.

ESPAGNE

L'Espagne, complétant ses dispositions de 1915-1916 prohibe à l'exportation un certain nombre d'articles.

Les modifications continuelles du régime français, les mesures radicales prises par l'Espagne ont rendu très difficiles les relations commerciales entre les deux nations.

1918

Un arrangement commercial franco-espagnol a été réalisé en mars 1918 ayant pour base l'ouverture d'un crédit de 450 millions de pesetas et l'établissement de contingents. Malheureusement l'opération financière, au lieu d'être traitée de gouvernement à gouvernement, avec le concours ultérieur des exportateurs intéressés a été une pure opération bancaire, et l'origine de campagnes acerbes et injustifiées pour le remboursement ; de multiples froissements en sont résultés entre les deux pays. D'autre part le fonctionnement de l'accord commercial, a présenté de graves défauts et lacunes par suite du manque de précision des conditions d'accord des deux gouvernements sur son application ; ceci a nécessité la création d'innombrables comités, bureaux..., etc. ;

d'autre part les quantités prévues pour le contingent des vins n'ont pas été admises en totalité (1).

### 1919

La France rétablit progressivement la liberté commerciale, mais dans aucun cas n'autorise l'importation des vins de liqueurs et mistelles d'Espagne. Le décret du 13 juin contient déjà la menace de dénonciation du *modus vivendi*. Le 8 juillet, le régime des coefficients entre en vigueur.

Les deux gouvernements s'accordent cependant pour proroger tacitement le *modus vivendi* de trois en trois mois.

L'Espagne continue son régime de prohibitions d'exportation.

En août elle impose de droits presque prohibitifs les cuirs, chaussures..., etc., à la sortie, causant ainsi un grand préjudice aux importateurs français.

L'Espagne proroge l'échéance du premier remboursement de l'avance faite à la France.

### 1920

En avril, vote d'une loi autorisant le gouvernement à prohiber l'entrée des marchandises étrangères ou à augmenter les droits de douane. Ce vote a une répercussion dans les relations franco-espagnoles le 23 avril 1920 : raisins forcés, raisins de vendange, moûts, raisins de distillation, vins de liqueurs, mistelles sont frappés par cette disposition.

Le mois de novembre marque le niveau le plus élevé de la tension entre les deux gouvernements, on peut y voir là le point de départ immédiat de la rupture.

1. Bulletin officiel de la Chambre de Commerce espagnole de Paris.

Le 5 novembre, la France établit un coefficient de 2,6 sur les vins; l'Espagne, pays de production viticole, se trouve particulièrement affecté par cette mesure.

Le 28 novembre, l'Espagne triple les droits de douane sur 131 articles de son tarif: nos vins mousseux payent dès lors 6 pesetas par litre.

## 1921

Le 3 avril, la France élève les droits du tarif de 300 o/o sur le tarif minimum sans préjudice des coefficients établis ou à établir.

Le 4 juillet, modification des coefficients.

Le 19 mai la *gaceta* publie le tarif provisoire qui doit rester en vigueur jusqu'à l'approbation par le Parlement du tarif définitif. Le tarif provisoire réduit et améliore les droits établis le 28 novembre 1920. Mais le 4 juin un décret établissait un coefficient de majoration des droits pour les pays à monnaie dépréciée. On maintient le paiement des droits en or ou son remplacement par une majoration de droits d'après le cours du métal à Londres. Les droits du tarif provisoire sont augmentés de 1,5 ou doublés après application de la majoration et du coefficient de monnaie dépréciée.

Le 10 novembre, à la suite de ces diverses mesures le gouvernement français dénonçait le *modus vivendi*; le refus de prorogation impliquait l'application du tarif général dans les relations économiques entre les deux pays. Le 8 décembre, les marchandises originaires d'Espagne étaient soumises au paiement en France d'une surtaxe *ad valorem* (de 50 o/o pour les vins, en plus des droits) et deuxièmement d'une surtaxe égale à l'écart du cours moyen du franc et de la peseta (le pourcentage de majoration étant fixé

mensuellement par arrêté du ministre des Finances) (1).

Ainsi les relations économiques étaient virtuellement rompues entre la France et l'Espagne : la rupture était d'ailleurs préjudiciable pour les deux pays : déjà sous l'empire des mesures de protection douanières prises par la France l'importation des vins espagnols avait baissé dans de fortes proportions :

9 premiers mois de 1920 : 2.220.052 hect. valant 222 600.000 fcs.  
 1921 : 389.909 — 43.048.000 fcs.

soit une perte pour l'Espagne de 179 millions de francs sur les 9 premiers mois de 1921 ; depuis la dénonciation du *modus vivendi*, cet effondrement des importations de produits espagnols ne pouvait que s'accroître ; mais d'autre part la France, en présence du tarif général en vigueur, se trouvait dans l'impossibilité absolue d'expédier ses champagnes et mousseux en Espagne. On comprend dès lors l'importance de la question des vins : elle apparaissait comme la condition *sine qua non* de tout accord économique entre les deux pays. Aussi les pourparlers en vue de mettre fin à cette situation inquiétante pour tous furent-ils menés activement. Mais la tâche, nul ne se le dissimulait, était des plus ardues, car de graves obstacles se dressaient devant la bonne volonté des deux gouvernements : que réclamait en effet l'Espagne ? La diminution du coefficient sur les vins

1 : Pour le calcul des droits il fallait donc : 1° calculer le droit fixe et multiplier par le coefficient ; 2° établir le prix de la marchandise franco-frontière, en francs, y compris transports, assurances (moins les droits) et appliquer la surtaxe *ad valorem* ; 3° pourcentage moyen du change fixé mensuellement : pour décembre on prend le cours coté à la Bourse et on multiplie le total (droit + surtaxe) par la différence entre le pair et le cours (si la peseta cote 187, le prix étant 1, on multiplie par 0,87) ; 4° on ajoute ce produit au total du droit fixe + surtaxe.

espagnols ramené de 2,6 à 2. Or, en France un parti se montrait irréductible sur ce point ; c'était sous son influence que les mesures de protection à l'égard des vins espagnols avaient été édictées ; aussi manifestait-il une opposition systématique à tout abaissement de ce genre : les producteurs de vins du Midi dont il s'agit ici, se prétendant menacés dans leur intérêt, avaient agi dans ce sens auprès du gouvernement : M. Brousse, député des Pyrénées-Orientales, était intervenu à la Chambre, soutenu dans sa protestation par M. Barthe, député de l'Hérault et président du groupe viticole à la Chambre des députés : s'unissant aux vœux énergiques formulés par les viticulteurs méridionaux, ils avaient déjà demandé, bien avant la rupture, la fermeture des frontières aux vins espagnols. La rupture des relations économiques avait répondu en cela à leurs desiderata, mais ils n'entendaient pas perdre le profit qui en résulterait pour eux. Il semble pourtant qu'une étude un peu approfondie de la situation révélait clairement les dangers d'une telle attitude : quelles étaient en effet les conséquences de la rupture au point de vue vinicole ? Certes les viticulteurs méridionaux devaient trouver un placement plus facile de leurs produits ; mais cet avantage n'était-il pas compensé par des inconvénients de beaucoup plus graves ? a) Tout d'abord l'exportation devenait impossible pour les mousseux et champagnes en Espagne ; par suite de la crise pesant principalement sur les vins de luxe, leur placement rencontrait beaucoup plus de difficultés qu'il n'en serait résulté pour les vins du Midi de la concurrence des vins espagnols admis plus librement ; b) en admettant que cet argument paraisse contestable aux yeux des viticulteurs méridionaux, aveuglés par leur intérêt personnel,

des mesures de protection douanière excessives n'étaient-elles pas de nature à leur nuire à eux-mêmes ? L'Espagne ne pouvant placer ses vins en France par suite des tarifs quasi prohibitifs, chercha à se créer de nouveaux débouchés ; dans le traité de commerce conclu par elle avec la Norvège (traité provisoire dont les effets ne doivent durer que du 1<sup>er</sup> décembre 1921 au 31 mars 1922) elle obtint les droits minimum du tarif douanier norvégien, et en outre l'autorisation d'importer et de vendre, dans les limites fixées par la législation norvégienne, les quantités de vins espagnols au-dessus de 14° dont le pays aurait besoin, garantissant l'importation pour cette catégorie de boissons espagnoles de 150.000 litres avant le 1<sup>er</sup> mars (vins de Malaga compris). Dans le même ordre d'idées l'Espagne conclut un *modus vivendi* avec la Tchéco-Slovaquie, aux termes duquel elle peut importer dans ce pays un contingent annuel de 60.000 hectolitres de vins. Enfin l'importation en Allemagne des vins espagnols subit une augmentation indéniable par rapport à celle des vins des autres provenances. Quel bénéfice retireraient donc les viticulteurs méridionaux si les vins d'Espagne, pros crits du marché français, allaient prendre la place des vins français à l'étranger ? la politique ultra-protectionniste réclamée par le Midi viticole semblait donc bien dangereuse : une protection mal comprise peut nuire à tous les vins de France.

Malgré ces nombreuses difficultés, les pourparlers menés activement par M. Serruys, directeur au ministère du Commerce, d'accord avec M. Defrance, ambassadeur de France à Madrid, aboutirent à une entente : le nouvel accord franco-espagnol fut signé le 23 juin 1922 (1). S'inspirant des considérations

1. Il est à noter que dans ce traité on abandonne la clause de

qui viennent d'être signalées, la France consentit à l'Espagne des réductions sur ses vins ; mais par contre elle obtint le tarif minimum intégral en ce qui concerne de nombreux articles : pour les vins français en cercle, par exemple, les droits furent abaissés de 65 o/o (droits inférieurs à ceux de 1910) : les champagnes ne payeront plus désormais que 3 pesetas par bouteille. Par l'effet de ce traité qui établit à nouveau la paix commerciale entre les deux pays (notamment par la suppression de la taxe compensatoire de l'écart des changes) l'Espagne est devenue à nouveau un débouché susceptible d'être intéressant pour les vins de champagne ; à eux de profiter désormais des possibilités de placement qui s'ouvrent de ce côté.

γ) *Le Portugal*, de même que l'Espagne, a pratiqué à l'égard de nos vins de Champagne une politique nettement hostile ; cette attitude s'est traduite par diverses mesures et en premier lieu par une élévation excessive des droits de douane : la bouteille de champagne payait comme droits :

en 1914, Escudos 0,468 = 0,59 (au change du chèque sur Paris  
\$ 80 par franc).

1919, 1,14 = 1,45

1920, 1,26 = 2,34 au change de mars 1920.

1921, 8,977 = 11,28 « " " 1921.

D'autre part le Portugal a répondu aux interdictions françaises d'importation de vins de liqueurs, portos, etc., par la même mesure appliquée à nos vins de luxe et notamment à nos champagnes. Ce

la nation la plus favorisée, du moins théoriquement, pour prendre comme base de l'accord le principe plus équitable de la réciprocité (de ce fait la France se voit quand même appliquer la clause de la nation la plus favorisée pour 1.400 articles sur 1.500).

régime qui dura près d'un an, ne fut pas sans causer, on le conçoit, un préjudice certain au négoce champenois. Ici encore on retrouve la même question de représailles économiques que nous avons signalée déjà à propos de l'Espagne ; mais à côté de ce facteur déterminant de la politique commerciale du Portugal à l'égard de nos vins, il en est un autre qui eut une notable influence sur la situation. En fermant ses frontières à l'importation des vins français, le Portugal entendait encore protester avec véhémence contre certaines pratiques illégales, s'exerçant en France et préjudiciables à ses intérêts : au lendemain du traité de Versailles où ont été insérés les principes de la Convention de Madrid, certains commerçants peu scrupuleux s'adonnaient impudemment à l'emploi de fausses appellations d'origine sur des produits d'imitation des vins portugais, soutenus d'ailleurs par l'opinion de quelques personnes qui ne craignaient point d'affirmer la légalité de l'appellation « porto français », l'indication du lieu d'origine étant suffisante, selon eux, pour que les principes de 1891, ne soient pas violés (1). De telles prétentions étaient âprement contestées par les négociants en portos authentiques, qui adressèrent une réclamation auprès du Comité international des vins ; celui-ci avec juste raison, condamna la thèse de l'appellation licite des portos français : les tribunaux français ont en effet imposé toujours le respect des appellations d'origine telles que les champagnes, cognacs, etc., précisant que par de telles dénominations il fallait entendre l'origine des vins et « non un procédé de fabrication » (2) (Cassation 9 avril 1894, *Ann. Propr. Ind.*

1. *Revue vinicole* du 23 février 1922 où M. Paul Facquet affirme encore la légalité de semblables appellations.

2. Le Comité international des vins a exprimé son avis dans

96-160. Paris, 18 novembre 92 : *Ann. Prop. Ind.* 96-160); il est juste et nécessaire de traiter de la même façon le porto qui est une appellation régionale de provenance ; c'est en ce sens que les tribunaux français se sont prononcés en proclamant que le nom « madère » était une appellation régionale ne pouvant s'appliquer qu'aux vins de l'île Madère (Cass. 22 juillet 1901. *Ann. de la Pr. Ind.*, 1901-212). Le Portugal, signataire de la Convention de Madrid, avait donc le droit d'imposer le respect en France de ses appellations d'origine ; nous aurions agi semblablement, si, en Portugal, des « champagnes portugais » avaient été livrés à la consommation.

Actuellement en tout cas, cette situation a pris fin : le Portugal a supprimé son régime d'interdiction et a conclu le 30 janvier 1922 un arrangement commercial provisoire avec la France ; il est dit notamment dans le texte officiel « en attendant la conclusion de la convention dont la France et le Portugal poursuivent

un rapport de M. Simard, avocat conseil, coordonnant les conclusions des différents groupements de Champagne et Bourgogne dont il avait sollicité l'opinion. Ce rapport rejeté comme illicite l'appellation porto français ; dans la thèse qui soutient la légalité d'une telle dénomination on prétend qu'on ne trompe personne sur la nature, la qualité, l'origine du produit ; or, dit-on, c'est seulement la fausse origine qui est punissable. Mais, comme le fait remarquer M. Simard, la Convention de Madrid et la loi du 6 mai 1919, en précisant que : « les appellations d'origine des produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public », ne font pas de distinctions suivant que ces appellations sont suivies ou non d'un qualificatif, car une telle distinction rendrait les textes inopérants. Le Portugal a toujours adhéré aux grandes Conventions internationales et sa législation interne (lois du 21 mai 1896 et 18 septembre 1908) assimile l'emploi des fausses indications de provenance à un acte de concurrence déloyale.

la négociation, il est entendu que les deux pays continueront à bénéficier dans leurs relations commerciales du traitement de la nation la plus favorisée, tel qu'il est établi par l'accord du 17 février 1911 ; en conséquence le gouvernement portugais n'appliquera plus aux marchandises françaises à dater de ce jour le droit compensateur de 50 o/o *ad valorem* prévu par le paragraphe unique de l'article 3 du décret n° 7801 du 5 novembre 1921. De son côté le gouvernement français admettra à l'importation en France un contingent mensuel de 5.000 hectolitres de vins de Porto et Madère ». Cet arrangement était prévu pour une durée de six mois, avec faculté de dénonciation moyennant un préavis d'un mois, dans le cas où l'une des parties contractantes majorerait les droits actuel de son tarif minimum pour les importations intéressant d'autres pays. Ce *modus vivendi* a d'ailleurs été prorogé pour une durée de trois mois, avec certaines modifications tendant à rendre aux relations commerciales entre les deux pays une activité plus normale : à partir du 25 septembre 1922 les vins de Porto et de Madère pourront être importés en France sans autorisation préalable et sans fixation de contingent ; de son côté le gouvernement portugais réduit de 25 o/o pour la France, pendant la durée de cet accord, les taxes de l'impôt de commerce maritime actuellement établies ou celles qui pourraient leur être substituées ultérieurement.

La réouverture de ce débouché, encore qu'il soit d'importance secondaire, est donc de nature à atténuer, dans une bien faible mesure, il est vrai, la crise qui pèse sur le commerce des champagnes : en tout cas les résultats acquis vis-à-vis de l'Espagne et du Portugal montrent ce qu'il est permis d'obtenir par une politique bien comprise.

δ) *L'Italie*. — L'Italie importait avant la guerre un nombre suffisant de bouteilles pour que ce marché ne fût pas considéré comme négligeable; ce n'est d'ailleurs pas que les champagnes importés soient consommés en totalité par les nationaux : la grande majorité des expéditions était destinée aux restaurateurs et hôteliers en vue de satisfaire les demandes des étrangers et touristes parcourant le pays :

|               |         |                         |   |
|---------------|---------|-------------------------|---|
| 1913. . . . . | 452.000 | bouteilles de champagne |   |
| 1914. . . . . | 378.000 |                         | — |
| 1915. . . . . | 250.625 |                         | — |
| 1919. . . . . | 362.540 |                         | — |
| 1920. . . . . | 663.800 |                         | — |

Comme tous les pays, l'Italie a très sensiblement réduit ses commandes en 1921 : la situation financière, le cours de la lire, les taxes auxquelles sont assujettis les champagnes, figurent parmi les causes principales de ces restrictions. En vertu du régime douanier italien de 1899 le tarif minimum appliqué à la France (par suite de l'accord du 21 novembre 1898, dénoncé maintenant) frappait la bouteille d'un droit de 0 lire 24 (0 l. 20 pour le champagne + 0 l. 04 pour la bouteille), soit 0 fr. 25; la loi du 22 juillet 1894 établissait le payement en or des droits de douane, mais en fait le payement en papier fut toléré jusqu'au milieu de la guerre. Depuis 1914 un droit de consommation fut institué, au taux de 0 l. 22 par litre, et payable en papier-monnaie. La guerre arrêta d'ailleurs pendant un certain temps le mouvement des importations de vins de champagne en Italie : le décret du 3 juin 1916 en prohibait l'entrée, alors que les vins d'Asti, vermouths, etc., étaient au contraire admis en France. Si cette mesure fut purement temporaire, on assista par contre depuis 1919 à une

multiplication des taxes et à une importante augmentation des droits : en 1919 ils subirent en effet une hausse de 100 0/0; d'autre part au mois de décembre de la même année étaient établies des « bandelettes taxes » ainsi calculées :

|                                                        |          |
|--------------------------------------------------------|----------|
| 0 lire 50 pour les vins qu'on peut vendre jusqu'à. . . | 10 liras |
| 1 lire                                                 | 20 —     |
| 1 lire 50                                              | 25 —     |
| 2 liras                                                | 30 —     |
| 2 lire 50                                              | 35 —     |
| 3 liras                                                | 40 —     |

5 liras au maximum ; à ces prix il fallait encore ajouter 0 l. 05 pour chaque lire, ce qui constituait une « taxe pour les mutilés » : ainsi la bandelette de 1 lire se paye 1 l. 05, etc.

En 1920 les droits de douane subirent une nouvelle augmentation (200 0/0), puis en février 1921 cette dernière fut portée à 300 0/0; d'autre part un décret décidait qu'à partir du 1<sup>er</sup> avril le paiement des droits en lire or pourrait être effectué en papier-monnaie au cours : le ministère fera le change tous les quinze jours suivant le cours du dollar en Italie : pour la première quinzaine d'avril le change fut établi à 484 0/0 (une bouteille payant 0 l. 24 en 1914 paye désormais 1 l. 20).

Enfin suivant le nouveau tarif entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1921, les champagnes paient les droits de douane suivants : les 100 bouteilles : 100 liras or, avec un coefficient de 1 soit 200 liras or, ou 2 liras or la bouteille. D'autre part, à dater du 1<sup>er</sup> novembre 1920, la taxe (timbre et taxe de luxe) sur les vins de champagne est perçue au tarif suivant :

|                            |           |
|----------------------------|-----------|
| Jusqu'à 5 litres. . . . .  | 0 lire 10 |
| de 10 à 20 litres. . . . . | 1 lire    |
| 20 à 25 litres. . . . .    | 2 lire 50 |
| 25 à 30 litres. . . . .    | 3 litres  |
| 30 à 35 litres. . . . .    | 3 lire 50 |
| 35 à 40 litres. . . . .    | 4 litres  |
| 40 à 50 litres. . . . .    | 5 litres  |

et au-dessus de 50 litres pour chaque 5 litres ou fraction de 5 litres du prix total : 0 l. 50.

Vu la mauvaise situation financière du pays, il est facile de comprendre à quel point de tels tarifs influent sur les expéditions des champagnes français et contribuent à rendre leur écoulement plus difficile.

ε) *La Belgique.* — Malgré le nombre restreint de sa population, la Belgique fut de tout temps un des principaux débouchés pour les vins de champagne : les statistiques officielles de ce pays ne distinguent pas entre les champagnes et mousseux, mais dans les chiffres qu'elles énoncent, les premiers entrent vraisemblablement pour une part beaucoup plus importante que les seconds ; d'après ces statistiques la France a importé en Belgique :

|                  |                                            |   |   |
|------------------|--------------------------------------------|---|---|
| en 1913. . . . . | 3.075.404 litres de champagnes et mousseux |   |   |
| 1919. . . . .    | 1.416.129                                  | — | — |
| 1920. . . . .    | 3.379.727                                  | — | — |

C'est donc là un marché de premier ordre et peut-être est-ce celui qui, dans la crise actuelle, continue à importer proportionnellement le plus de champagnes. Pourtant l'activité de nos expéditions dans ce pays pourrait se développer plus largement si certaines entraves n'y avaient été apportées par le gouvernement belge : ce n'est pas que celui-ci ait porté à un taux excessif les droits de douane auxquels sont soumis les champagnes à l'entrée du territoire : le droit qui, d'après la loi belge du 19 mai 1902 était

pour les vins en bouteille de 60 francs l'hectolitre (la bouteille étant déclarée pour 0 l. 80 acquittait donc 0 fr. 48, plus quelques frais accessoires pour formalités diverses en douane) a été triplé depuis le 21 juin 1920 : soit 180 francs l'hectolitre ou 1,50 par bouteille environ, mais le régime intérieur de circulation et de consommation a été fortement modifié : la loi du 25 février 1920 a établi notamment une taxe intérieure de 15 à 30 o/o dont l'effet a été de restreindre la consommation des champagnes en 1921 dans de notables proportions.

D'autre part il faut tenir compte dans ce pays de la concurrence très âpre qui nous est faite par les mousseux allemands et même belges ; cette concurrence revêt très souvent la forme déloyale de la contrefaçon, et celle-ci s'exerce d'autant plus facilement que, malgré les démarches du gouvernement français, la Belgique se refuse à protéger les appellations d'origine, et à adhérer à la Convention de Madrid. Enfin les ligues de tempérance mènent une campagne très active dans tout le pays, et ont déjà obtenu, comme premier résultat, l'interdiction de la consommation des boissons alcooliques dans tous les endroits accessibles au public ; la répression de l'alcoolisme a été poussée très loin dans la nouvelle législation belge en matière de vins et spiritueux, toute empreinte de l'esprit prohibitionniste.

*La République Argentine.* — Les mêmes phénomènes que nous avons étudiés chez ces divers pays européens se retrouvent plus ou moins marqués, lorsqu'on envisage les nations extra-européennes : là encore on rencontre une regrettable diminution des expéditions, due aux tarifs élevés qui frappent les champagnes. Prenons à titre d'exemple un seul de ces pays : l'Argentine, le marché le plus important

pour ce produit français dans l'Amérique du Sud et voyons quelles augmentations ont subi les taxes et impôts qui le grèvent, depuis la guerre.

La République Argentine importait avant la guerre un nombre respectable de bouteilles de champagnes :

|         |         |           |
|---------|---------|-----------|
| En 1910 | 100.821 | douzaines |
| 1911    | 92.370  | —         |
| 1912    | 98.949  | —         |
| 1913    | 81.465  | —         |

la guerre provoqua immédiatement un fléchissement considérable des importations, celles-ci se montant seulement :

|           |        |           |
|-----------|--------|-----------|
| En 1914 à | 28.565 | douzaines |
| 1915 à    | 20.771 | —         |
| 1916 à    | 33.417 | —         |
| 1917 à    | 24.852 | —         |
| 1918 à    | 22.234 | —         |

les années 1919 et 1920 indiquent par contre une légère reprise des importations :

|                               |        |           |
|-------------------------------|--------|-----------|
| 1919                          | 37.507 | douzaines |
| 1 <sup>er</sup> semestre 1920 | 33.393 | —         |

Mais, quoique les chiffres afférents à 1921 ne soient pas en notre possession, il est certain que la Champagne viticole a expédié dans la République sud-américaine durant cette période, un nombre de bouteilles ne dépassant pas celui des deux dernières années de guerre.

Ainsi ce pays neuf, vers lequel la Champagne avait toute raison de croire qu'elle pouvait orienter et largement développer ses expéditions, s'est dérobé à l'instar des autres pays ; cette restriction de la consommation s'explique par les prix excessifs atteints par les champagnes, grevés de droits d'entrée et de taxes intérieures particulièrement lourdes ; la République Argentine, sous l'empire de considérations

fiscales et de protection des mousseux indigènes, a depuis 1914 élevé progressivement ses droits sur les champagnes : une caisse de 12 bouteilles ou de 24/2 payait dans ce pays en impôts et frais divers :

|                                                            |             |
|------------------------------------------------------------|-------------|
| 1914 : Droits de douane papier monnaie.                    | \$ 7 35     |
| Frais divers.....                                          | 0 20        |
|                                                            | <u>7 55</u> |
| Le 31 décembre au taux de 4,97 : \$ 7,55 = 16 fr. 31.      |             |
| 1915-1916 : Droits de douane.....                          | \$ 7 35     |
| Taxe intérieure.....                                       | 0 03        |
| Frais divers.....                                          | 0 20        |
|                                                            | <u>7 38</u> |
| Le 31 décembre 1915 au taux de 5,50 : \$ 7,38 = 18 fr. 35. |             |
| 1917 : Droits de douane.....                               | \$ 6 73     |
| Taxe intérieure.....                                       | 0 03        |
| Frais divers.....                                          | 0 20        |
|                                                            | <u>6 96</u> |

(La diminution du droit de douane provient de la suppression de 2 o/o du droit additionnel).

|                                                                      |              |
|----------------------------------------------------------------------|--------------|
| Le 31 décembre 1917 au taux de 6 : \$ 6,96 = 18 fr. 37.              |              |
| 1920 : Janvier-juillet, droits de douane.....                        | 8 58         |
| Taxe intérieure.....                                                 | 12           |
| Frais divers (augmentation du droit de magasinage et de traction)... | 0 26         |
|                                                                      | <u>20 84</u> |

|                                                          |              |
|----------------------------------------------------------|--------------|
| Au taux de fin juillet de 11,53 : \$ 20,84 = 105 fr. 90. |              |
| Juillet 1920-1921 : Droits de douane.....                | 8 90         |
| Taxe intérieure.....                                     | 12           |
| Frais divers.....                                        | 0 26         |
|                                                          | <u>21 16</u> |

Au taux de mars 1921 de 11 : \$ 21,16 = 102 fr. 41.

Avec des tarifs similaires l'importation des champagnes en Argentine se trouve en grande partie arrêtée. D'autre part, la guerre, en entravant nos exportations par mer, a porté un coup fatal à notre commerce de vins en Amérique du Sud ; les arrivages étant raréfiés, l'Argentine et le Chili se sont tournés vers les vins indigènes dont ils font présentement une grande consommation. Il ne faut d'ailleurs

pas oublier que dans ce pays, seule la population purement latine consomme des champagnes ou mousseux, ces boissons étant à peu près inconnues des indigènes. Quant aux taxes très lourdes en vigueur dans le pays, il faut voir là une véritable nécessité pour les jeunes républiques sud-américaines où les recettes des douanes représentent en général la partie fondamentale de l'assiette du budget.

Les autres débouchés, ayant seulement surélevé leurs droits de douane, pour des motifs analogues à ceux déjà indiqués, nous nous bornerons à dresser ici un tableau comparé de leurs droits de douane en 1914 et 1920-1921.

### Les droits de douane sur les champagnes dans les principaux pays (1).

#### ALLEMAGNE

Loi du 15 juillet 1909 : 180 marks par quintal

Pour le calcul des droits de douane on déduit du poids brut du colis les tares suivantes :

|                                        | En 1909 | Au 1 <sup>er</sup> mars 1913 |
|----------------------------------------|---------|------------------------------|
| Caisses de 100 kgr. ou moins contenant |         |                              |
| des bouteilles entières.....           | 22 0/0  | 21 0/0                       |
| Caisses de 100 kgr. ou moins contenant |         |                              |
| des demi-bouteilles.....               | 24 0/0  | 21 0/0                       |
| Caisses de plus de 100 kgr.....        | 19 6/0  | 18 0/0                       |
| Paniers de 40 kgr. ou moins.....       | 14 0/0  | 12 0/0                       |
| Paniers de plus de 40 kgs.....         | 10 0/0  | 10 0/0                       |

Soit un droit par bouteille de 4 fr. 40.

En décembre 1921 : 3 marks + agio de 780 0/0, soit : 6 fr. 80 environ par bouteille.

1. D'après les renseignements consulaires communiqués à l'Office National du Commerce extérieur et au Syndicat du Commerce des vins de Champagne. Les droits variant sans cesse dans les différents pays, les chiffres indiqués ne peuvent avoir la valeur que de simples indications.

# AUTRICHE-HONGRIE

Tarif douanier du 15 février 1906 : droit par bouteille 2 fr. 30 env.  
1921 : taux de 70 fois de celui d'avant-guerre.

# BELGIQUE

Loi du 19 mai 1902 : vins en bouteille, par Hl. 60 fr.  
soit par bouteille..... 0 fr. 50 environ  
1921 : 1 fr. 50

# BRÉSIL

Le *modus vivendi* du 11 janvier 1904 assure aux produits français importés au Brésil le bénéfice du tarif minimum : sur le poids brut, par kilos : 1.600 reis

Payables..... 35 o/o en or et 65 o/o en papier-monnaie  
— depuis 1918. 55 o/o — 45 o/o — —

Le droit est calculé conformément à l'article 20 du tarif sur le poids brut des bouteilles (vins, verre, papier), défalcation faite de la caisse et des paillons.

Taxe de consommation (décret du 10 fév. 1919) : par bout. 200 reis  
portée à 2.000 —

Surtaxe de 2 o/o en or : (droit de quai, de statistique, etc.).  
Soit en conservant le change déprécié

du temps de paix..... 10 fr. par bouteille.  
et au change de 1921..... 20 fr. par bout. de 1 kg.

# BOLIVIE

Loi du 31 décembre 1905 : par bouteille : 3 fr. 50  
1921 : 2 Boliviens (au change de 3,82) : 7 fr. 65

# CANADA

Conventions du 19 septembre 1907 et du 23 janvier 1919..... en 1921

Champagnes en bouteille renfermant :  
Au plus 1 quart, mais plus d'1 chopine : la douzaine..... 3 s. 30 9 s. 30

Au plus 1 chopine, mais plus d' 1/2 chopine : la douzaine..... 1 s. 65 4 s. 65

1/2 chopine ou moins : la douzaine..... 0 s. 82 2 s. 32

Plus d'1 pinte, le gallon..... 1 s. 50 4 s. 50

Plus des droits sur l'emballage.

Soit un droit par bouteille en 1914 de 1 fr. 55  
1921 de 9 fr. 13 (cours de 1921).

### CHILI

Tarif douanier du 25 novembre 1907 (et surtaxe créée par la loi du 12 février 1912) : droit par bouteille. 2 fr. 25  
1920 : 2,5 pesos or..... 4 fr. 70  
1921 : 7,5 — ..... 14 fr. 17 or, soit 35 fr.  
en papier.

### CHINE

Tarif du 31 octobre 1902 : droit par bouteille 5 o/o *ad valorem*.  
1919 : majoration de 50 o/o en métal argent.  
et de 400 o/o environ en franc papier.

### DANEMARK

Tarif du 5 mai 1908 : droit par bouteille : 64 ores : 0,90.  
1919 : surtaxe de 70 o/o *ad valorem*.  
Une bouteille de 15 francs paye ainsi environ 15 francs de droit.

### EQUATEUR

Loi douanière du 12 juillet 1906 : droit par bouteille : 7 fr. 10  
février 1921 : 23 fr. 25 au  
change d'avant-guerre : soit 40 fr. environ.

### ESPAGNE (voir page 134)

### ETATS-UNIS

Tarif minimum de la loi du 5 août 1909 :  
N° 306 : champagnes en bouteille contenant chacune :  
Pas plus d'1 quart, mais plus d'1 pint : pour 12 b. 9 doll. 60 cent.  
Pas plus d'1 pint, mais plus d' 1/2 pint..... 4 — 80 —  
1/2 pint au moins..... 2 — 40 —  
Plus d'1 quart..... 9 — 60 —  
Et sur l'excédent de 1 quart par bouteille un  
droit additionnel de gallons..... 3 —  
Soit un droit par bouteille de 4 fr. 15 (cours de 1914).  
La loi budgétaire du 24 février 1919 établit (art. 613) des taxes  
intérieures (0,12 par bouteille).

### GRANDE-BRETAGNE

Tarif de 1889..... 3 s. 9 par gallon, soit 0 fr. 80 par bouteille  
1920..... 7 s. 6 — — — 3 fr. 20 au cours de 50)  
1921..... 2 s. 6 par bouteille

## ITALIE (voir page 144)

### JAPON

Tarif douanier du 15 avril 1910 : les 100 litres : 37 yens, 50 (1 yen : 2 fr. 58).

Juillet 1921 108 yens, 80, soit 6 fr. 25 par bouteille.

### MEXIQUE

Tarif du 20 juin 1905 : droit par bouteille : 1 fr. 33.

au pair au cours actuel

En 1921 une caisse de 12 bouteilles de 39 kilos

paye 39 p. soit 2 p. 583 par bouteille. . . . . 6 fr. 70 18 fr.

### NOUVELLE ZÉLANDE

Loi du 25 septembre 1907 (plus surtaxe de 2 1/2 0/0 à partir de 1909).

Soit un droit par bouteille de 1 fr. 95.

1920 : 3 fr. 25 au pair et 6 fr. 50 au cours de 50 (plus une taxe de 1 0/0 ad valorem sur le montant de la facture, + 10 0/0).

### NORVÈGE

Déclaration conventionnelle du 20 février 1909 : 1 couronne 50 par bouteille, soit 2 fr. 08.

Depuis le 18 juin 1921 : 3 couronnes le litre, soit 5 fr. 77 au cours de 52 couronnes pour 100 francs.

### PAYS-BAS

1914 : droit d'accise de 20 florins par Hl., soit un droit par bouteille de 0 fr. 33,

1921 : droit d'accise de 24 florins : 1 fr. 23 (au change).

### PORTUGAL (voir page 141)

### ROUMANIE

Convention du 6 mars 1907 : droit par bouteille. . . 3 fr. 43.

1921 : 67 lei, 24 soit. . . . . 12 fr. 45

### SUÈDE

Tarif douanier du 8 juin 1906 modifié par le décret du 2 avril 1909

(ou beaucoup de) Droit par bouteille. . . 2 fr. 20.

25 juin 1917 : 4 cour., soit 11 fr. 01 (cours de : Kr. 36,30 pour 100 fr.).

## SUISSE

Convention franco-suisse du 20 octobre 1906.

Droit par bouteille. . . 1 fr. 10

Sans modification, autres que celles apportées par les fluctuations du change.

## TCHÉCHO-SLOVAQUIE

Droit par bouteille. . . 5 fr. 60

(Convention du 4 novembre 1920).

## TURQUIE

1914 : droit de 11 0/0 *ad valorem*.

1919 : 17 piastres par K<sup>o</sup>, verre compris (1 fr. = 10 piastres environ).

soit 3 fr. 40 par bouteille.

## SECTION III

### Les mesures susceptibles d'atténuer la crise

Indiquer les causes de la crise qui sévit actuellement sur le commerce des vins de Champagne, c'est indiquer en somme les remèdes qui seraient susceptibles de diminuer son intensité et de la faire progressivement disparaître. Aussi bien y-a-t-il un certain temps déjà que les moyens pour arriver à ce but, sont préconisés, tous les intéressés, viticulteurs et commerçants étant d'accord sur leur efficacité. Mais le principal n'est point de connaître le traitement qu'il convient d'appliquer au mal ; encore faut-il pouvoir le pratiquer ; or on se trouve ici en présence, tantôt de graves difficultés, tantôt de formelles impossibilités : c'est sur ce point d'ailleurs que les avis divergent, les uns considérant qu'il y a simple obstacle plus ou moins franchissable, là où les autres voient

une impossibilité de fait. En réalité la tâche à accomplir est des plus difficiles ; certains des remèdes mis en avant pour solutionner la crise ne peuvent agir que lentement, leur influence ne devant se faire sentir que dans plusieurs années ; mais de ce qu'ils ne produisent pas un résultat immédiatement tangible, il serait erroné d'en induire la vanité de leur application ; de même si certaines mesures ne semblent pas praticables présentement, elles sont peut-être susceptibles d'être mises en œuvre dans un avenir rapproché, par suite de circonstances imprévisibles de nature à modifier la situation économique où financière des divers pays. En tout cas, la crise dérivant de causes aussi variées que complexes, leur suppression concomitante est indispensable, si le commerce du champagne veut dorénavant prospérer.

Tout d'abord la crise actuelle résulte pour une certaine part, du malaise économique général qui s'est appesanti sur le monde entier, déterminant la restriction des chiffres d'affaires et la diminution de la capacité d'achat de tous les industriels, commerçants, etc. ; à ce point de vue on ne peut raisonnablement espérer voir la crise spéciale à la Champagne viticole prendre fin avant que toutes les branches d'activité n'aient repris une activité plus normale. C'est alors la grave question des remèdes à apporter à la crise mondiale qui se pose ici, question que nous n'avons pas à aborder ici, mais dont il nous fallait signaler l'étroite subordination avec le problème particulier que nous étudions. Il ne faut d'ailleurs pas se leurrer : si le dénouement de la crise générale est nécessaire à la disparition du péril qui menace le commerce des champagnes, ce seul élément serait loin d'aboutir à un semblable résultat : la crise économique serait-elle résolue que

la Champagne viticole se heurterait encore à maints obstacles entravant ses expéditions. Sans doute la reprise générale des affaires, entraînant une baisse du prix de la vie (ceci, dans les circonstances les plus favorables), une diminution des salaires, du taux des matières premières, permettrait aux commerçants champenois de réduire le prix de la bouteille, mais encore que cette diminution du coût de l'existence soit assez problématique, les champagnes pourraient-ils devenir accessibles à un nombre plus étendu de consommateurs ? Si leur taux ne diminue pas plus, proportionnellement, que les salaires et les gains des acheteurs, le pouvoir d'achat de ceux-ci restera inchangé. D'autre part il semble avéré que, même en tenant compte d'une baisse assez importante de la cherté de la vie, la bouteille de champagne ne verrait pas son prix de vente diminuer notablement : il n'est pas possible d'envisager avant longtemps un prix de revient très réduit pour l'acquisition des vendanges (certes des prix infimes ont été pratiqués en 1922, mais de tels taux ne pourraient avoir cours pendant de nombreuses années ; car les vignerons préféreraient abandonner une culture qui, loin d'assurer leur vie, n'entraînerait pour eux que des pertes) ; le peu qui reste du vignoble ne serait bientôt plus qu'un souvenir si le prix des vendanges descendait normalement au-dessous d'un certain niveau ; suivant M. Henriot, secrétaire du Syndicat patronal du commerce des champagnes, le prix de base devrait osciller tout au moins autour de 3 francs le kilo ce qui mettrait le prix de la bouteille à 11 francs environ sans comprendre les taxes. Et encore serait-il à craindre, que les vignerons, en période d'activité normale des affaires, n'agrément pas ce taux, voisin de celui d'avant-guerre, alors qu'ils

ont eu à supporter des dépenses énormes pour la reconstitution et l'entretien du vignoble. De ce côté tout au moins une baisse importante des prix ne peut donc être guère envisagée ; aussi est-ce vers d'autres voies que se tournent généralement ceux qui se préoccupent de solutionner la crise.

1° **La réduction des taxes.** — Le prix élevé atteint par les champagnes est sans contredit l'obstacle capital qui leur interdit à l'heure actuelle de se diffuser largement en France comme à l'étranger ; si l'on veut réduire le prix des matières premières, on se heurte en ce moment encore à une impossibilité matérielle ; mais n'existe-t-il pas un autre élément à qui est imputable l'inflation du prix de ce produit ? Nous avons vu que les différentes taxes qui le grevaient contribuaient fortement à cette élévation. Lorsqu'on envisage en effet les différents impôts, droits, taxes et surtaxes qu'ont à subir les commerçants en champagnes, on comprend à quel point leurs réclamations sont justifiées : les négociants en vins français supportent en effet : a) comme tous les autres négociants :

- 1) L'impôt général sur le revenu ;
- 2) L'impôt cédulaire sur les bénéfices commerciaux en faveur de l'Etat, et la patente en faveur des départements et communes ;
- 3) L'impôt de 1,10 o/o sur les transactions faites en France ;
- b) En tant que négociants en vins proprement dits ;
- 4) L'impôt de la licence, calculé sur l'importance de leurs expéditions et variant de 100 à 220 francs par trimestre, impôt qui fait double emploi avec l'impôt cédulaire et la patente (1).

1. La loi du 15 juillet 1914 ne supprime l'impôt de la licence que pour les *débitants* de boissons hygiéniques.

5° Un droit de circulation de 14 francs par hectolitre ; en outre l'administration fait arbitrairement payer, malgré les protestations du commerce, le droit de circulation sur les vins en bouteilles de 75 centilitres, comme si elles contenaient un litre.

6° Un droit de timbre de 0 fr. 20 par chaque expédition de boisson.

7° Une taxe de luxe de 15 0/0 quand le prix de la bouteille est supérieur à 6 francs, la taxe étant calculée non seulement sur le prix de la marchandise, mais encore sur le droit de circulation et tous les frais (transports, etc.) lorsqu'ils sont incorporés au prix de vente.

8° Une taxe de superposition quand le vin est consommé dans certains établissements de luxe.

Ces charges écrasantes ont pu paraître au législateur, au lendemain de la guerre, ne pas constituer des entraves dangereuses pour la consommation : à la suite de cette période d'angoisses qui va de 1914 à 1918 semblait avoir succédé en effet une période de fièvre et d'emballement : on achetait de tout, et principalement des produits dont on s'était privé lors des hostilités, et cela à n'importe quel taux : les considérations habituelles d'économie et de prix étaient secondaires. Mais il était fatal qu'un tel état d'esprit ne pouvait indéfiniment se prolonger : c'était là une pure réaction, intense, contre les privations du temps de guerre ; du fait même de son intensité, cette période devait être nécessairement courte. Aujourd'hui cette activité artificielle s'est affaïssée, la notion du prix a reconquis la première place ; c'est là le facteur déterminant : devant des prix trop élevés les consommateurs s'éloignent. La suppression ou du moins une forte réduction de

certaines de ces taxes paraît donc infiniment désirable.

Sur le droit de circulation lui-même, relativement peu élevé, le commerce champenois ne réclame pas ; de même il ne prétend nullement se faire exonérer des impôts et taxes qui pèsent également sur tous les commerçants ; par contre les protestations se sont élevées de tous côtés contre les taxes frappant nos grands crus en tant que produits somptuaires : la taxe de 15 o/o apparaît en effet comme une criante injustice, et pour beaucoup comme une maladresse flagrante : pourquoi, argumente-t-on, les vins classés comme étant de luxe payent-ils 15 o/o alors que d'autres produits d'alimentation qui revêtent au même degré ce caractère : tels les truffes, ne payent que 10 o/o ? pourquoi taxer les champagnes, produit national par excellence, plus que certains objets essentiellement somptuaires tels les bijoux, fourrures..., etc., qui ne sont pas de production nationale et ne sont soumis eux aussi qu'à la taxe de 10 o/o. C'est là une anomalie inexplicable ; et l'injustice s'aggrave encore de la superposition des taxes de 10 et 25 o/o pour les champagnes consommés dans les établissements de luxe. Aussi réclame-t-on avec insistance : a) la suppression de toute taxe de superposition ; b) la réduction de la taxe de luxe de 15 à 10 ou 5 o/o. Le 4 juillet 1921, M. le député Camuset proposa à la Chambre des députés un amendement tendant à réduire de 15 à 10 o/o la taxe sur les vins de luxe, la commission accueillit cet amendement sans hésiter à l'unanimité, mais il fut rejeté par le Sénat (la commission du Sénat comprenait néanmoins une minorité importante en faveur du projet) : M. Chéron déclara en effet qu'une telle mesure priverait le Trésor de 11 millions, pour les

4 premiers mois de 1921. C'est le 11 juillet que la discussion eut lieu au Sénat, à propos du projet relatif au droit de circulation sur les vins : M. Henri Merlin, sénateur de la Marne, en parfait accord avec les représentants des régions à vins fins, contesta les chiffres de M. Chéron sur la perte qu'une telle mesure causerait au Trésor : en raison de la mévente il est impossible, soutint-il, que 11 millions de francs de taxes aient été perçus sur les vins fins dans les 4 premiers mois de 1921. Mais le ministre des Finances se déclarant hostile au projet, en invoquant les nécessités budgétaires, l'amendement fut écarté par 139 voix contre 124 (la majorité absolue étant 132). C'est dans le même sens que M. Bourgeois, sénateur de la Marne, demanda une audience au président du Conseil et aux ministres compétents : cette audience eut lieu le 28 décembre 1921 dans le cabinet du président du Sénat ; M. Bourgeois, appuyé très éloquemment par M. de Mun, président du Syndicat du commerce des champagnes, y exposa la situation difficile du commerce des vins et la nécessité d'une réduction de la taxe de luxe ; mais M. Doumer, ministre des Finances, se retranchant derrière les mêmes raisons, se réserva d'étudier la question, sans vouloir prendre aucun engagement pour le budget actuel. Lors de la discussion des articles du budget, M. Frouin, député de la Gironde s'éleva contre la taxe, dont il demanda la suppression, réclamant une taxe uniforme de 10 o/o, mais malgré de nombreuses protestations la Chambre suivit son ministre des Finances et passa outre. Depuis lors, les deux thèses n'ont pas cessé de s'affronter : le ministre des Finances s'appuie uniquement sur cet argument péremptoire : l'absolue nécessité de procurer des ressources au Trésor ; « dans l'état

actuel des choses la taxe sur les vins fins contribue à l'équilibre du budget ; qu'on la supprime ou qu'on la réduise, et on se trouvera en présence d'un déficit à combler ; il faut attendre que le budget du pays se relève : on ne peut pas toujours recourir à l'emprunt. » D'autre part, soutient-on, il ne faut pas songer à surtaxer d'autres produits : le dégrèvement d'un article de luxe, ayant pour conséquence une augmentation des taxes frappant les objets nécessaires ou tout au moins utiles, ne pourrait se comprendre et soulèverait les protestations les plus légitimes ; quant aux autres articles somptuaires, ils sont déjà soumis à de fortes impositions, et il n'y a pas de raison de les sacrifier au profit des vins fins.

Aussi bien les commerçants en vins fins n'ont jamais entendu, dans leurs réclamations, obtenir un traitement de faveur au détriment des autres branches d'activité : l'idée d'une hausse des droits frappant d'autres catégories, comme contre-partie de la réduction de la taxe de luxe, n'a jamais été soutenue par eux : ce qu'ils contestent, c'est le principe même de la thèse du ministre des Finances : une réduction de la taxe de luxe, assurent-ils, n'aurait nullement comme répercussion fatale, un vide à combler dans les recettes budgétaires ; loin de voir les recettes émanant de cette source d'impositions diminuer, le Trésor les verrait au contraire affluer, plus abondantes que jadis ; une diminution du taux de cette taxe qui paralyse littéralement le commerce, provoquerait un large développement de la consommation et par suite une augmentation des recettes. Les partisans de cette argumentation, qui semble réellement fondée, développent longuement la vieille question de la productivité de l'impôt et de ses limites : il est facile du reste d'invoquer à l'appui de cette

opinion, les nombreux précédents de notre législation fiscale : augmentation de la consommation du sucre à la suite du dégrèvement de ce produit ; et si l'on rétorque qu'il s'agit là d'un produit hygiénique, de consommation courante : l'exemple des mécomptes auxquels donna lieu en 1913 un renforcement des droits sur les cigares et cigarettes de luxe (diminution du prélèvement opéré par l'Etat et nécessité d'un retour au tarif antérieur). De même en Angleterre la taxe *ad valorem* de 33 o/o sur les champagnes fut, en même temps que la cause de leur mévente, celle de la diminution du rendement de la taxe. Malgré ce raisonnement d'une logique incontestable, semble-t-il, le ministre des Finances se refuse à entrer dans cette voie et prétend maintenir son point de vue ; pourtant, c'est là une réforme qui s'impose : quand toutes les circonstances se liguent contre une branche d'activité, source de la richesse nationale, le moment n'est pas opportun pour l'accabler encore sous des taxes excessives et injustes : une telle politique ne peut aboutir qu'à la restriction de la consommation des grands vins français ; si un tel résultat est susceptible de réjouir les partisans des ligues d'abstinence, il n'enrichira certes pas par contre le Trésor.

Enfin il ne faut pas oublier que la réduction de la taxe de 15 o/o est désirable pour un autre motif que nous avons déjà signalé : cette taxe nous cause un tort considérable à l'étranger, en incitant les diverses nations clientes à suivre l'exemple du gouvernement français et à grever nos champagnes de taxes intérieures très lourdes (1).

1. Quoique à l'heure où nous écrivons, aucune mesure n'ait été encore prise, il est certain que la suppression de la taxe de luxe sur les champagnes sera réalisée dans un avenir assez rapproché :

Cette mesure est la seule qui, actuellement, permettrait à la consommation intérieure de nos champagnes de se développer normalement. Par contre ce remède serait loin d'être suffisant pour atténuer la crise, car il n'agit qu'indirectement sur les exportations et ce sont elles qui se sont le plus dérobées : tout au plus serait-il permis d'espérer une diminution à l'étranger des taxes intérieures, à l'instar de la France. Mais en ce qui concerne la consommation extérieure, d'autres moyens peuvent être tentés : il faut de toute nécessité agir auprès de l'étranger, puisque c'est surtout de lui que vit le commerce des champagnes.

2° L'organisation de la lutte contre les prohibitions et monopoles : la propagande. — La tendance prohibitionniste s'étant révélée comme le péril capital qui menace l'exportation de nos champagnes, c'est contre elle que doivent être dirigés les efforts de tous ceux qui, à un titre quelconque, sont intéressés au maintien des vins français sur les marchés étrangers. Il faut distinguer suivant qu'il s'agit de lutter contre ce mouvement dans un pays où il a abouti ou dans un pays qu'il s'efforce de conquérir. Dans la première hypothèse une action contre prohibitionniste se heurte à un obstacle des plus sérieux : il consiste dans la manière dont l'Etat mis à sec entend la souveraineté : maître chez lui, il n'admet pas qu'on intervienne dans sa législation intérieure ; et ce principe est poussé jusqu'à ses extrêmes limites : toute demande tendant à apporter des tempéraments à la prohibition édictée, toute pression en vue d'obtenir un adoucissement quel-

le groupe viticole de la Chambre a en principe accepté son remplacement par une augmentation (à 15 fr.) du droit de circulation sur tous les vins.

conque du régime, est regardée comme une intrusion illégitime, comme une atteinte aux droits de souveraineté et se voit opposer, sans aucune discussion, une fin de non recevoir. Dès lors la tâche des gouvernements qui veulent négocier avec de tels pays devient singulièrement difficile, et les négociations officielles de même que les conversations purement officieuses exigent un tact tout particulier. Les Etats-Unis, notamment, se plaisent à mettre en avant la fameuse doctrine de Monroë afin d'interdire toute démarche en vue de tempérer les rigueurs de la loi de prohibition. Pourtant il est de toute évidence que la prohibition, sinon dans ses causes, du moins dans ses effets, constitue une véritable déclaration de guerre économique contre laquelle la France, fâcheusement atteinte par cette mesure a le droit de protester ; nul ne veut attenter aux droits de souveraineté du pays en question et ne prétend l'obliger à suivre tel ou tel régime ; la grande république est libre d'édicter chez elle les lois qu'il lui plait ; mais quand ces dispositions menacent de provoquer la ruine d'une branche d'activité, qui est un des principaux éléments de la prospérité d'un pays, celui-ci peut légitimement agir par tous les moyens en son pouvoir dans le but de faire rapporter certaines clauses qui lui sont trop préjudiciables : les Etats-Unis peuvent ne pas se rallier à ce point de vue, mais encore ont-ils le devoir de ne pas éluder toute discussion, en invoquant la souveraineté de l'Etat. Vis-à-vis des pays qui prétendent agir ainsi, une seule politique s'impose : user de représailles et frapper de droits nettement prohibitifs leurs principaux articles d'exportation ; sans doute si l'on se trouve dans la nécessité d'importer certains produits dont ce pays seul est à même de nous pourvoir, ou si cet

Etat constitue un débouché indispensable pour le placement d'autres articles d'exportation, il n'est guère aisé en pratique d'agir de la sorte ; dans ce cas il semble que seule une action internationale, menée avec vigueur par tous les Etats producteurs de boissons interdites par la prohibition, pourrait exercer une pression avec quelque chance de succès ; c'est la règle de l'interdépendance qui gouverne les relations entre Etats, l'Amérique quoiqu'elle en dise, ne peut se passer de l'Europe (elle en a fait l'expérience à ses dépens en 1919) ; un traitement défavorable appliqué à ses produits d'exportation par tous les pays dont les boissons sont boycottées par le régime sec, déterminerait sans doute les Etats-Unis à entrer dans la voie de la conciliation. Mais outre qu'une telle entente serait assez difficile à réaliser, une politique de représailles troublant les relations normales entre Etats, cause toujours de graves préjudices aux deux parties, et mieux vaut recourir, là où il est possible, à des négociations amicales ; dans la conclusion des conventions commerciales, cette question de prohibition, qui présente un intérêt vital pour la France, devrait être mise au premier plan et la signature de la convention, subordonnée au rejet par le co-contractant de toute mesure de prohibition absolue.

S'il est malaisé de lutter contre le mal accompli, la tâche paraît bien moins difficile lorsqu'il s'agit de le prévenir : les abstinents, mûs par un aveugle fanatisme s'efforcent, au cours de nombreuses tournées de propagande, de rallier à leurs idées la plupart des pays civilisés ; contre ce fléau qui menace de submerger le monde entier, il convient de s'organiser fortement. Le grand succès des prohibitionnistes a résulté jusqu'à présent du manque de cohé-

sion de leurs adversaires : dès qu'ils provoquent un referendum, par exemple, les cohortes des abstèmes se portent en masse aux urnes; par contre les « humides » sont loin de faire preuve d'une telle ardeur : à part quelques personnes averties, conscientes du danger qui les menace, les non abstentionnistes restent passifs, persuadés que la propagande prohibitionniste n'est qu'une pure agitation de surface fomentée par une minorité turbulente : en conséquence, ils se contentent d'opposer la force d'inertie à la vague abstentionniste, sans croire un seul instant que celle-ci puisse arriver à les submerger. Cette tactique ou plutôt cette absence de tactique a engendré les pires résultats : l'instauration du régime sec aux Etats-Unis a été nécessaire pour ouvrir les yeux des incrédules; on s'est enfin aperçu du danger qui résultait d'une telle passivité à l'égard des propagateurs de la doctrine nouvelle. Dans les différents pays menacés par l'activité des « drys », des ligues et associations comprenant les représentants des professions les plus menacées : négociants en vins, distillateurs, brasseurs, fabricants de matériel de cave... etc., se sont alors formées afin de lutter avec l'énergie du désespoir contre les menées abstentionnistes : par de multiples conférences, par la distribution de tracts, de brochures... etc., elles ont entrepris d'éduquer les masses sur les effets néfastes résultant d'une loi de prohibition. Peu à peu ces ligues se sont développées et se sont acquises le concours de hautes personnalités désintéressées; elles ont obtenu des subsides et subventions, et devenues puissantes, elles ont agi avec fruit auprès de leurs gouvernements respectifs. Les résultats ainsi obtenus ont été des plus intéressants et ne peuvent qu'inciter les défenseurs de la liberté de consommer, à persévérer dans cette voie.

Le meilleur exemple à ce point de vue, nous est fourni par l'Angleterre : dans ce pays la propagande intense menée par le leader prohibitionniste américain Johnson (dit Pussyfoot) a piteusement échoué, et cette défaite est due en grande partie à l'activité contre prohibitionniste, représentée principalement par six grandes associations : 1° la « True Tempérance Association, » dont les membres sont des adeptes de la véritable tempérance, au sens qu'il faut attribuer à ce mot. Cet organisme qui comprend de nombreux politiciens, médecins, avocats, industriels, est plutôt une association de défense qu'un groupement de combat.

2 L' « Anti-prohibition league », la plus combative de toutes les ligues, qui fut largement subventionnée par la Commission de Défense mondiale des produits vinicoles. Elle se présente comme le défenseur du dogme de la liberté individuelle.

3° La « Fellowship of Freedom and Reform », compte des milliers d'adhérents. Elle a pris comme devise : « Drunkenness must go, but liberty must remain » (c'est-à-dire « périssent l'ivrognerie, mais non la liberté ») : elle envisage le présent pour lequel elle réclame la liberté, et l'avenir pour lequel elle entend réformer et assainir les débits.

4° La « Wine and Spirit Trade Defence Fund », qui réunit l'élite intellectuelle des producteurs et importateurs du Royaume-Uni ; elle fournit notamment aux différentes associations les renseignements statistiques ou techniques dont elles ont besoin pour mener à bien leur tâche ;

5° « The Nationale Trade Defence Association » (fondée en 1888) qui groupe tous les commerçants pour la défense de leurs intérêts professionnels et dont l'influence politique est très importante ;

6° La « Licensed Victuallers Defence Association » comprenant les détaillants, unis pour la défense des libertés professionnelles.

Dans les différents pays Scandinaves, en Europe Centrale, en Belgique, en Suisse notamment, des associations similaires se sont formées, dont l'action a été particulièrement efficace (1).

Et pourtant ces différents groupements se trouvent tous, en présence de la même difficulté : le manque de disponibilités ; alors que le mouvement prohibitionniste dispose de fonds considérables octroyés libéralement par de généreux donateurs acquis à ces idées, les ligues de défense doivent souvent se contenter des cotisations de leurs membres et ne peuvent par suite donner à leur propagande une envergure aussi grande que l'exigerait la campagne adverse. Pour remédier à cet inconvénient une idée originale a été émise, par M. Van Tobel notamment, elle consiste en ce qu' « il faut considérer toute action de défense comme étant un établissement d'assurance contre la menace de l'existence économique des intéressés » ; d'après cette thèse, les sociétés doivent bien se persuader qu'il ne leur est pas seulement nécessaire de s'assurer contre les vols, incendies, etc., mais aussi sur la vie économique, c'est-à-dire la vie des affaires.

Appliquant ces idées générales à la Suisse en particulier, M. Van Tobel résume ainsi le fonctionnement du système : la Caisse centrale de chaque corporation intéressée (il y a 9 organisations en Suisse) devrait payer une prime d'assurance générale

1. Voir les rapports de M. Mayet, vice-président du Comité international et le rapport de M. Von Tobel, vice-président du Comité international sur l'activité contre prohibitionniste notamment en Allemagne et en Suisse.

de 5.000 francs ; d'autre part le fonds commun serait encore alimenté par les producteurs et commerçants en vins, bières, spiritueux, etc... astreints à payer une prime d'assurance : de 5 centimes par hecto de vin vendu, de 2 centimes 1/2 par hecto de bière. On évalue ainsi pour la Suisse seule, la recette annuelle à 150.000 francs. Ce procédé ingénieux paraît en effet de nature à étendre l'action de la propagande contre prohibitionniste : malheureusement nombreux sont ceux qui, sceptiques quant à l'imminence du danger, ne veulent pas se rallier à des combinaisons de ce genre et affectent de ne pas voir l'avantage considérable qui résulterait pour eux d'un sacrifice minimum. Il semble pourtant que si les associations antiprohibitionnistes entendent lutter avec succès contre les abstèmes, c'est dans cette voie que leurs membres doivent résolument s'engager.

La campagne abstentionniste menaçant la plupart des pays, il a paru opportun aux nations visées par le péril de s'unir pour étudier de concert les mesures à prendre contre lui. En 1920 le Comité international du commerce des vins, liqueurs, cidres et spiritueux, agissant suivant le mandat à lui officiellement confié le 26 juillet 1919 par le ministre du commerce, provoqua une Conférence réunissant les adversaires de l'abstinence obligatoire ; cette réunion, dite Conférence internationale de Défense mondiale des produits vinicoles (qui se tint à Paris le 17 mai), comprenait à côté des représentants les plus qualifiés du commerce et de la viticulture française, des délégués anglais, belges, hollandais, espagnols, italiens, portugais, suisses : M. Mayet, vice-président, y exposa dans un rapport lumineux le danger croissant résultant de l'expan-

sion de la tendance prohibitionniste à travers le monde; l'assemblée en se séparant émit un vœu tendant à ce que « les groupements de producteurs, négociants et consommateurs des divers pays s'entendent pour entreprendre au plus tôt une action commune, tant auprès de l'opinion publique que de leurs gouvernements respectifs, dans le but de faire rapporter ou tout au moins largement atténuer les prescriptions prohibitives ou restrictions apportées. » Une nouvelle manifestation en ce sens eut lieu également à Paris en 1921: à l'Assemblée générale du Comité international le 24 mai M. Van Tobel, délégué suisse, exposa ses vues au sujet d'un projet de conférence internationale; à la suite de ces conversations la fédération suisse des négociants en vins fut chargée à l'unanimité de l'organisation d'une Conférence internationale des adversaires de la prohibition: celle-ci se tint à Lausanne le 23 septembre 1921 sous la présidence du comte B. de Mun: l'Angleterre, la France, la Belgique, la Hollande, le Danemark, l'Italie, la Finlande, la Norvège, la Suède et la Suisse y avaient envoyé des délégués qui décrivirent successivement la propagande prohibitionniste et les mesures prises contre elle dans leurs pays respectifs; le Congrès émit le vœu que, dans chaque pays adhérent, soit créé une section du Comité international, « chargée de prendre, suivant les nécessités, l'initiative des mesures propres à conserver le patrimoine acquis et la liberté commerciale, et d'en faire un rapport chaque année dans une assemblée internationale ». « Une commission qui étudiera l'organisation mondiale de la défense contre les prohibitions sera instituée, elle devra élaborer un rapport et convoquer ensuite une Conférence ayant pour but de discuter son rapport ».

D'autre part il fut décidé qu'en 1922 aurait lieu à Londres un grand Congrès auquel les gouvernements seraient invités à se faire représenter officiellement.

Une union étroite des adversaires de la prohibition commence donc à être réalisée : on a enfin compris qu'à un danger international, il faut répondre par un mouvement de résistance, international, lui aussi. L'utilité de ces Conférences est d'ailleurs incontestable : elles centralisent les renseignements les plus précieux sur les menées et méthodes des abstinentes dans les divers pays, elles permettent d'éclairer l'opinion publique, de l'intéresser à la question, et par suite de grossir les rangs de ceux qui n'admettent point la domination des abstèmes. Pendant trop longtemps ce problème est resté inconnu de « l'homme de la rue » pour employer l'expression américaine ; l'attention étant fixée sur les problèmes angoissants de l'après-guerre, le mot de prohibition éveillait seulement auprès de la grande masse l'idée d'une campagne lointaine dont nous pouvions parfaitement nous désintéresser. L'extension du péril a mis la question au premier plan : tout doit être fait pour gagner l'opinion publique des divers pays à la résistance ; c'est notamment dans ce but de vulgarisation que fut organisée à Paris du 13 au 18 mars 1922 une *Semaine nationale du vin* : son objet essentiel consistait en l'étude de toutes mesures propres à faciliter et à accroître la consommation des vins en France et sur les marchés extérieurs ; la deuxième journée fut particulièrement consacrée à l'étude du prohibitionnisme : M. d'Anthouard, ministre plénipotentiaire, étudiant la vente des vins français aux Etats-Unis et M. Dastous exposant la situation au Canada. M. Henriot

présenta au nom de la Champagne un rapport dont le texte et les conclusions avaient été approuvés par le Syndicat général des vigneron, le Syndicat du commerce des vins de champagne, et l'Association viticole champenoise dans une réunion préalable, et qui insiste pour que des démarches énergiques soient tentées auprès des pays prohibitionnistes.

Les conclusions auxquelles s'arrêtent ces diverses manifestations peuvent en somme se résumer en ceci : chaque pays doit fortement s'organiser pour lutter contre le prohibitionnisme ; à cette fin il doit mener une active propagande en faveur de ses produits. Cette propagande, si elle veut être efficace, doit revêtir des formes multiples et être variée dans ses moyens : parmi ses divers éléments il faut citer en premier lieu la presse puisque c'est elle qui fait l'opinion publique ; il convient d'y ajouter la publication de brochures s'appuyant sur une documentation rigoureusement exacte et précise, et dont l'envoi devrait être fait notamment à tous ceux qui exercent une influence sur les destinées du pays. Des conférences et réunions peuvent être de même organisées en vue de répondre aux sermons des abstinents. Une autre forme de propagande, préconisée par M. Von Tobel, consisterait dans la révision des statistiques des abstèmes, révision qui serait aussitôt publiée et diffusée par la presse et les tracts : du fanatisme des prohibitionnistes résulte nécessairement le caractère tendancieux de leurs publications : leurs statistiques sont établies pour prouver les bons résultats du régime plutôt que pour en constater les effets ; c'est ainsi qu'un mois après la mise en vigueur de la loi Volstead aux Etats-Unis, de nombreuses statistiques vinrent proclamer un peu partout que la santé

publique était désormais parfaite et le bonheur humain réalisé. Or, il ne faut pas laisser s'accréditer de telles erreurs : beaucoup de personnes se laissent encore hypnotiser par des chiffres sans en rechercher l'origine et en vérifier l'exactitude ; tentées par des résultats aussi intéressants, elles peuvent de très bonne foi se rallier à la cause abstentionniste : seules des informations partiales auront ainsi déterminé le camp dans lequel elles veulent s'enrôler.

En tout cas il faut bien se rendre compte que les diverses formes de cette propagande doivent être étudiées sérieusement et ne pas être pratiquées à la légère : trop souvent lorsque nous voulons amener l'étranger à penser ou à agir comme nous, nous employons des arguments qui nous convainqueraient, nous français, mais qui n'ont aucune portée sur ceux que nous voulons persuader ; avant d'entreprendre une campagne d'opinion quelconque dans un pays, il faut se pénétrer de sa mentalité, de ses coutumes, de ses travers, sinon les discours les mieux ordonnés, les brochures le plus savamment rédigées, risqueront de tomber à faux ; il est indispensable par conséquent, de disséquer les raisons qui poussent telle ou telle nation vers la prohibition. Les abstentionnistes n'agissent, du reste, pas autrement, et leurs arguments et méthodes varient avec les pays qu'ils veulent conquérir ; la propagande anti-prohibitionniste doit suivre leur exemple. Aux pays qui invoquent principalement des raisons d'hygiène et de santé publique, il faut opposer les déclarations de sommités médicales en faveur des vins : la faculté de Montpellier n'a-t-elle pas proclamé que le vin et même l'alcool, étaient des éléments utiles ? à la Société de médecine de Paris, en 1907, le Dr Doléris n'a-t-il pas déclaré que le vin était un tonique mus-

culaire local de l'appareil digestif; le Dr Chauveau n'a-t-il pas écrit : « on ne peut dénier aux vins une attestation de leurs mérites ; la vinothérapie a maintenant sa modeste place à côté de l'hydrothérapie ». Maints savants étrangers raisonnent de même, tel le Dr Hauser, membre de l'ancienne commission impériale d'hygiène à Carlsruhe, qui considère l'abstinence totale comme susceptible d'être préjudiciable. Comme l'a fait remarquer très justement M. Chaumet, ancien ministre, à la Conférence internationale de défense des produits vinicoles, certaines raisons d'ordre religieux qui n'auraient aucune chance de réussite en France, pèseront d'un grand poids aux Etats-Unis, auprès de ceux que les exhortations des pasteurs ont converti à l'abstinence : « si le Christ a transformé l'eau en vin aux noces de Cana, jamais il n'accomplit par contre un miracle inverse » ; de tels arguments qui nous paraîtraient puérils peuvent avoir la plus grande influence sur des catholiques irlandais par exemple.

L'organisation de cette propagande est donc une œuvre assez complexe ; c'est afin d'être menée convenablement que tout récemment, a été créé le Comité de propagande des vins de Champagne ; sa formation a été décidée lors de la Semaine nationale du vin : ce comité doit être relié, aux différents groupements de propagande régionaux qui se constitueront, par un Comité National de propagande en faveur des vins de France. Le nouveau comité, composé des représentants les plus autorisés de la viticulture et du commerce des champagnes, doit rechercher « tous les moyens propres à faire une active propagande en France et dans le monde en faveur des vins de champagne ».

3. **Le maintien de la supériorité de nos champagnes et la lutte contre les contrefaçons.** — S'il est de première nécessité de mener une ardente campagne en faveur de nos champagnes, encore est-il équitable que les crus exportés méritent les éloges dont nos propagandistes les auront couverts. Plus que jamais, vignerons et commerçants doivent s'unir aujourd'hui pour produire et livrer à la consommation des vins d'une qualité irréprochable. Cette condition est primordiale : le bon renom des vins de Champagne, ne peut pas, surtout dans les circonstances actuelles, se trouver démenti : les soins les plus minutieux doivent être apportés à leur fabrication afin qu'aucune déception ne se produise parmi leur clientèle ; alors qu'un peu partout, se manifeste une certaine tendance à remplacer les champagnes par d'autres vins mousseux dont les prix sont moins élevés, il importe que les premiers se révèlent comme étant de beaucoup supérieurs aux seconds, si l'on veut que le mousseux ordinaire ne devienne pas le succédané habituel du véritable champagne. C'est dans ce sens que M. de Polignac s'adressait, le 1<sup>er</sup> juillet 1920, puis le 9 juillet 1921 (dans des discours à l'Association viticole champenoise) aux viticulteurs et aux commerçants de la Champagne, conseillant aux premiers la culture de tels cépages de préférence à d'autres dont le rendement était supérieur ; jetant alors un cri d'alarme il s'écriait : « prenez-y garde, la moindre faute commise en ce moment peut avoir des conséquences funestes. » De même, M. de Mun déclarait : « la question du prix pèsera toujours pour le consommateur dans un plateau de la balance, il faut absolument que le facteur « qualité » pèse assez lourdement dans l'autre plateau pour l'emporter ; c'est la

condition première et essentielle du succès de nos grands vins ».

Il faut d'ailleurs reconnaître que de ce côté les efforts les plus consciencieux ont été faits, et que ce souci a constamment dominé les travaux des viticulteurs lors de la reconstitution du vignoble ; cette question fut étudiée avec un soin particulier par la commission technique de l'Association viticole champenoise, et notamment par son distingué directeur M. Chappaz, inspecteur général de l'agriculture, dont la compétence en cette matière fut des plus utiles. Les grandes maisons de champagnes, étant elles-mêmes propriétaires de nombreux hectares de vignes, se sont livrées également à des études approfondies sur tout ce qui était susceptible d'améliorer en qualité le rendement du vignoble ; la maison Moët et Chandon, dans son magnifique établissement de viticulture bien connu en Champagne sous le nom de « Fort Chabrol » se livre quotidiennement aux essais les plus intéressants.

Ainsi une surveillance rigoureuse de la qualité des champagnes est nécessaire ; elle l'est, avons-nous dit, pour que nos crus s'imposent d'eux même aux consommateurs, de préférence aux autres mousseux français ; elle l'est encore pour que nulle confusion ne puisse être faite entre les champagnes d'origine et les simili-champagnes vendus à l'étranger sous le couvert des étiquettes de nos grandes marques ; seule une supériorité indiscutable des premiers peut rendre vaine toute tentative de fraude et de contrefaçon. Sans doute un grand nombre de pays possèdent des lois réprimant sévèrement les fausses appellations d'origine, mais il n'en est pas toujours ainsi, et même là où elles existent, il n'est

pas toujours facile aux commerçants lésés d'obtenir satisfaction contre les fraudes qui s'exercent à leur détriment, ainsi que l'a constaté M. J. Lefaivre, ministre plénipotentiaire, dans son rapport à la *Semaine nationale du vin* : prenons par exemple l'Argentine où l'on fabrique de faux champagnes, en quantités importantes : il existe bien des lois prohibant les fausses indications de provenance, mais elles sont absolument inefficaces : tout d'abord elles autorisent les tribunaux à considérer, contrairement aux principes de la convention de Madrid, que l'appellation régionale vinicole a un caractère purement générique ; d'autre part d'après ces lois, toute marque non encore enregistrée sur un registre officiel peut être déposée par toute personne (donc même par un Argentin non propriétaire) sans enquête préalable à l'effet de savoir si elle est déjà en usage ; cet enregistrement confère au premier déposant un droit absolu sur la marque qui en fait l'objet. On voit à quels abus ce système peut donner lieu. En admettant même qu'un commerçant français se trouve dans un cas où la poursuite de la contrefaçon est possible, celui-ci hésitera peut-être à intenter un procès : l'action judiciaire est coûteuse, elle nécessite le versement de la *cantio judicatum solvi*, et d'une forte provision entre les mains d'un avocat ; dans ces conditions, elle est à la portée seulement des grandes maisons (ou d'un groupement professionnel, dans l'intérêt de la profession). Il y a donc là une source de difficultés, et c'est pour obvier à cet inconvénient que lors de la *Semaine nationale du vin*, l'Assemblée adopta un vœu « afin que les démarches les plus pressantes soient faites auprès des nations qui se refusent à appliquer les mesures propres à la défense des appellations d'origine, por-

tant ainsi un préjudice considérable à nos produits authentiques ».

Le traité de Versailles, dans ses articles 274 et 275 oblige l'Allemagne sous la clause de réciprocité à se conformer à nos lois et règlements sur les appellations d'origine ; ces dispositions, si elles sont observées, sont évidemment de nature à combattre et à arrêter la concurrence déloyale. Nos négociateurs, dans leurs tractations avec les divers pays, doivent tendre à les faire inscrire dans nos conventions commerciales ; cette clause, raisonnable, peut être considérée comme un moyen efficace de développer assez largement l'exportation des champagnes d'origine.

La concurrence déloyale, outre qu'elle prend la place de nos produits sur les marchés étrangers, les discrédite d'autre part par la qualité inférieure du produit contrefait, à ce double point de vue il est indispensable que la fraude soit réprimée énergiquement.

4° **La négociation de conventions commerciales favorables à nos vins.** — Tous les pays sans exception ont surélevé leurs droits de douane à l'égard des vins et en particulier des vins fins ; mais ce protectionnisme est plus ou moins marqué chez les différentes nations clientes de la France : les unes (en minorité) se sont contentées d'une hausse raisonnable, mais, en général, la plupart ont édicté des droits exagérés et parfois nettement prohibitifs : tant que ces taxes excessives grèveront le prix des bouteilles, le commerce des champagnes ne pourra pas retrouver une vitalité normale ; il est donc urgent de négocier avec ces Etats en vue d'obtenir un adoucissement des charges pesant sur nos vins. L'intervention directe du Gouvernement, dans les traités de

commerce, afin d'amener les Etats clients à abaisser les taux de leur tarif douanier et des taxes intérieures, constitue sans nul doute le moyen le plus efficace de mettre un terme à la crise qui règne sur la région champenoise. Il y a longtemps que ce remède est apparu comme le plus opérant aux yeux des intéressés, et que les négociants en vins agissent auprès du gouvernement français pour que, dans la discussion des conventions commerciales, la question des droits frappant les vins et champagnes soit mise au premier plan. Le Gouvernement lui-même reconnaît l'efficacité de ce moyen, et M. Dior, ministre du commerce, dans une réunion tenue au Sénat le 28 décembre 1921, en présence des délégués de la Champagne viticole, affirma que la politique du Gouvernement était d'accord avec les vœux que lui adressait la Champagne viticole, et que, dans les négociations ayant pour but de préparer des accords commerciaux la discussion des tarifs sur les vins était toujours une des premières préoccupations des représentants français ; de même M. Briand déclara qu'il venait de refuser de signer le protocole d'un traité de commerce avec une nation amie, parce qu'il avait estimé que nos vins n'étaient pas assez favorisés.

Mais les efforts du gouvernement se heurtent souvent à une résistance obstinée de l'autre partie qui entend ne pas abaisser son tarif, prétextant la nécessité d'assurer des ressources au Trésor. Il semble néanmoins que la résistance de certaines de ces nations puisse être vaincue, moyennant quelques sacrifices consentis par la France ; la politique commerciale suivie par tous les pays depuis la guerre est nettement protectionniste, de nombreux produits fabriqués sont lourdement frappés à l'importation en France, et on comprend que l'Etat exportateur de

tels articles se refuse à abaisser de façon notable ses droits et taxes sur les champagnes ; que les contractants s'imposent des sacrifices mutuels et entrent dans une voie plus libérale : il n'en résultera pour tous deux que des avantages. Le traité conclu avec l'Espagne n'est-il pas l'exemple le plus probant de ce que peut produire une politique commerciale raisonnable et conciliante ? L'avantage retiré par la France, de cet accord, n'est-il pas supérieur, au point de vue de l'intérêt général, à l'inconvénient qui résulte d'une baisse des droits sur l'entrée des vins espagnols ? Sans vouloir sacrifier une branche quelconque d'activité, le négociateur d'un traité de commerce doit s'inspirer, semble-t-il, de la considération suivante : les champagnes français sont avant tout un élément du patrimoine national et essentiellement un produit d'exportation dont la vente à l'étranger rend le pays créancier de sommes importantes ; c'est une source abondante de recettes ; il est donc indispensable de lui faciliter l'accès des débouchés, faute de quoi, cette richesse nationale qui porte au loin la renommée de la France sera condamnée à périr.

Le gouvernement a compris aujourd'hui la voie dans laquelle il lui fallait fermement s'engager : de sérieux efforts ont été faits pour améliorer la situation actuelle : certains pays s'étaient montrés hostiles à tout abaissement de droits, par représailles, par suite des prohibitions d'importation édictées par la France pendant la guerre : or le décret du 22 juillet 1920 a levé de nombreuses prohibitions, et le motif invoqué par ces Etats a donc disparu. L'accord commercial avec le Portugal prouve de même les bonnes dispositions des deux pays ; dans l'élaboration du traité de commerce avec l'Esthonie en dé-

cembre 1921, les vins furent également l'objet des préoccupations premières : l'Esthonie accorda à la France pour l'ensemble de ses exportations le régime de la nation la plus favorisée, et pour un assez grand nombre de produits des détaxes appréciables sur le tarif douanier esthonien : ces détaxes vont notamment de 25 à 45 o/o pour les vins et champagnes. Voilà donc des résultats intéressants dont peut se réjouir le commerce champenois ; il est vrai que dans cette voie il y a encore malheureusement beaucoup à faire : une révision des droits d'entrée sur nos champagnes s'impose sur la plupart des marchés étrangers ; c'est là une œuvre de longue haleine, mais qui, espérons-le, sera menée à bien grâce aux dispositions conciliantes du gouvernement français.

**5° La recherche de nouveaux débouchés. —**

En attendant que les négociations avec l'étranger aboutissent à une solution plus satisfaisante pour nos vins de champagne, l'activité du négoce doit redoubler afin de chercher à se créer de nouveaux débouchés. Evidemment cette tâche paraît assez difficile, puisque le phénomène de restriction des commandes est, nous l'avons vu, à peu près général. Cependant, dans les pays à change élevé, le cours de la monnaie nationale compense dans une certaine mesure l'élévation des droits qui grèvent le champagne : il y a lieu de profiter du fait que la capacité d'achat de ce consommateur étranger se trouve accrue ; de sérieux efforts tentés de ce côté peuvent déjà produire d'heureux résultats.

D'autre part il est certains pays où l'on constate une légère tendance à consommer davantage et d'autres où les commandes sont nettement supérieures à celles d'avant-guerre, ces deux catégories de

débouchés méritent d'être étudiées avec attention par les commerçants champenois.

a) La première est constituée par les colonies françaises. Il serait d'ailleurs erroné de vouloir généraliser : certaines, à l'instar de l'étranger, ont restreint leurs commandes de vins de champagne dans de fortes proportions : telle fut l'attitude suivie en particulier par nos possessions de l'Afrique-Occidentale française (sauf une) (1) : c'est ainsi que :

|                    |         |                            |             |
|--------------------|---------|----------------------------|-------------|
| La Guinée          | en 1913 | importait 11.652 l. valant | 41.796 fr.  |
|                    | en 1919 | — 5.700 —                  | 80.871 fr.  |
| La Côte d'Ivoire   | en 1913 | — 26.202 —                 | 95.791 fr.  |
|                    | en 1919 | — 2.106 —                  | 35.618 fr.  |
| Le Dahomey         | en 1913 | — 11.927 —                 | 34.194 fr.  |
|                    | en 1919 | — 7.652 —                  | 138.050 fr. |
| Le Soudan Français | en 1913 | — 4.782 —                  | 18.159 fr.  |
|                    | en 1919 | — 799 —                    | 8.667 fr.   |

Par contre l'Indo-Chine (Cochinchine, Cambodge, Tonkin, Annam, Laos), a vu son chiffre d'importation rester à peu près stationnaire en 1913 et 1919 :

|            |         |
|------------|---------|
| 104.109 l. | en 1913 |
| 78.307 l.  | en 1914 |
| 77.544 l.  | en 1916 |
| 97.512 l.  | en 1919 |

il y a lieu de remarquer que dans ce pays il n'y a pas de droits de douane, ni de taxes intérieures sur les vins français de moins de 16 degrés.

Enfin, certaines colonies telles que l'Algérie, certains protectorats comme la régence de Tunis, ont

1. Le décret du 6 février 1919 établit pour l'Afrique Occidentale française un droit *ad valorem* : la valeur de la facture nette (c'est-à-dire non compris les frais de transport et les frais accessoires) sert de base : elle est majorée de 25 o/o. Suivant les territoires le droit est alors de 5 o/o (pour les produits français, 7 o/o pour les autres) ou de 10 o/o (Dahoméy et Côte d'Ivoire).

assisté à un développement assez important de la consommation des champagnes français ; de même le Sénégal qui, en 1913, n'importait que 19.715 litres valant 134.288 francs en a importé en 1919 28.650 lit. valant 438.780 francs. Evidemment on pourra objecter que ce dernier chiffre est antérieur au développement de la crise sur les champagnes ; mais, quoique les chiffres concernant l'année 1920-1921 n'aient pas encore été publiés, il paraît certain que le nombre des expéditions n'a pas sensiblement diminué.

Au Gabon, à Madagascar, à la Guyane, à la Martinique l'activité des agents des grandes marques aurait quelque chance de s'exercer avec succès ; d'autant plus que les produits français importés dans ces pays sont exemptés des droits de douane. Il n'y a là qu'une tendance, bien faible, il faut le reconnaître, mais qu'il convient, surtout dans les circonstances actuelles, de tenter d'exploiter.

b) Les pays d'Extrême-Orient forment la deuxième catégorie que nous avons indiquée. Repliées longtemps sur elles-mêmes, n'ayant avec les Occidentaux que les rapports strictement nécessaires, ces nations étaient jadis des débouchés inexistantes en ce qui concerne nos vins de luxe ; bien que leur renommée soit parvenue jusqu'en ces pays lointains, elle n'incitait guère les habitants de ces contrées à faire venir d'Europe des champagnes. Ce fut au Japon que la vogue de ce produit commença, parce que ce fut lui qui, le premier, voulant entrer résolument dans la voie du modernisme, sortit de son isolement et envoya en France notamment une pléiade d'hommes d'élite et une certaine partie de sa jeunesse intellectuelle, afin de se pénétrer de tous les progrès de la civilisation européenne. De retour dans leur patrie d'origine, ceux-ci ne furent pas sans vanter les meil-

leurs de nos produits nationaux et c'est ainsi que l'usage de nos vins fins se répandit dans les hautes classes de la société, puis se diffusa peu à peu, rencontrant également un accueil des plus favorables auprès des grands hôtels et restaurants fréquentés par la clientèle cosmopolite ; aussi assiste-t-on depuis 1912 à une hausse constante du chiffre d'importation des champagnes et mousseux français (les statistiques officielles japonaises ne faisant pas de discrimination entre ces deux sortes de produits).

|      |           |
|------|-----------|
| 1912 | 13.766 l. |
| 1913 | 17.323    |
| 1914 | 13.645    |
| 1916 | 15.471    |
| 1917 | 19.539    |
| 1919 | 21.000 l. |

évidemment ces chiffres paraissent bien faibles en comparaison de l'importance économique du marché japonais ; mais des rapports et communications des autorités consulaires, comme des informations de ceux qui ont séjourné au Japon, il résulte que les demandes de champagnes s'accroissent dans de fortes proportions. Il y a donc là un débouché des plus intéressants que la France se doit de conquérir : on ne recontre là, jusqu'ici, nulle menace de prohibition, nulle hostilité envers les articles français qui, au contraire, reçoivent le meilleur accueil ; l'effort de nos commerçants doit donc tendre à y faire connaître leurs produits et à empêcher que les mousseux allemands ne nous supplantent là-bas.

Si la Chine fut plus lente que le Japon à manifester des velléités de rapprochement ou du moins de contact avec la vieille Europe, elle s'est depuis quelque temps singulièrement modernisée, et à cet égard, l'atten-

tion du commerce des champagnes doit se fixer sérieusement sur ce pays. La consommation de ce produit s'est développée en quelques années de façon intense : il n'est maintenant festins et banquets où le champagne ne figure à la place d'honneur et ne soit apprécié à sa juste valeur. Son importation dans cet immense pays est susceptible de prendre un développement considérable, et la Chine pourrait être appelée à devenir un débouché de tout premier ordre ; mais pour aboutir à ce résultat qui n'est nullement entaché d'un optimisme excessif, les commerçants champenois ne doivent pas garder une attitude passive : d'une façon générale (à Shangai par exemple) nos consuls déplorent vivement l'absence de représentants des grandes marques dans la contrée ; il est pourtant certain qu'une active propagande menée par des agents compétents jusque dans les régions les plus lointaines de la Chine aurait pour effet une hausse importante de nos expéditions dans ce pays ; c'est dans cette direction qu'il faut à tout prix s'engager ; de même qu'au Japon, il convient de ne pas nous laisser devancer en cette matière : or si nous ne multiplions pas les démarches dans le plus bref délai, notre inaction sera mise à profit par nos concurrents étrangers. La plus grande publicité doit être organisée là-bas en faveur de nos champagnes et la population doit être à même de s'adresser à un agent résidant dans une ville voisine et capable de la renseigner sur les qualités des produits champenois. A l'heure où tous les débouchés se ferment devant nous, il serait aussi inopportun que maladroit de ne pas mettre en œuvre tout ce qu'il faut pour s'attacher le marché chinois.

Signalons d'ailleurs que les mêmes remarques peuvent s'appliquer à tout l'Extrême-Orient, par

exemple aux Indes, où la consommation des champagnes tend à se développer.

Les commerçants champenois, tentent, il est vrai, de réfuter ces suggestions et ne manquent point à ce propos de mettre en avant une des limitations que J.-B. Say assignait lui-même à sa fameuse théorie des débouchés : J.-B. Say reconnaissait, que les débouchés peuvent être limités parce que la civilisation est trop retardée dans certains pays pour que les habitants de ces contrées éprouvent les besoins que les produits sont capables de satisfaire ; c'est justement, selon ces commerçants, le cas des débouchés possibles que nous avons indiqués. Mais si la théorie de Say reste toujours vraie, ces exemples qu'on prétend en donner ne le sont pas : l'Extrême-Orient, en particulier, a atteint un degré de civilisation très avancée. Pour conquérir de tels marchés, il faut de longues années, ajoutera-t-on ; soit, mais l'effort en vue de parvenir à ce but, n'aurait-il pas dû être donné depuis longtemps déjà, alors que le commerce était en pleine prospérité ? Ne faut-il pas imputer à un certain esprit de routine les objections que l'on suscite en ce qui concerne la conquête de nouveaux débouchés ?

Telles sont les principales mesures dont l'application serait à même d'apporter un dénouement heureux à la crise des champagnes ; sans doute il peut en exister d'autres susceptibles d'en atténuer les effets, mais celles-ci, consistant en des modifications de détail sont incapables d'influer fortement sur la situation actuelle ! A ce point de vue, on peut en citer une cependant qui présente une certaine importance : les champagnes sont livrés actuellement aux consommateurs étrangers à un prix excessif, par suite des frais de transports, droits de douane, taxes de consommation s'ajoutant à l'élévation du prix de

revient ; mais il est un facteur qui contribue à hausser dans de fortes proportions le taux auquel ils sont vendus : c'est le bénéfice exagéré des intermédiaires étrangers. Les consommateurs qui sont à leur merci voient s'incorporer à la facture à eux remise, un bénéfice éhonté ; en présence de tels tarifs ceux-ci préfèrent souvent s'abstenir.

N'y a-t-il pas un moyen de remédier à cette situation et de lutter efficacement contre une telle inflation des prix ? les grandes marques ne pourraient-elles pas créer des succursales de vente à l'étranger, dans les principaux centres et supprimer ainsi les dangereuses pratiques des intermédiaires ? A cet argument on ne manquera pas d'objecter les frais qui résulteraient pour telle marque, de la création de filiales de vente dans les principales villes étrangères : les résultats obtenus, c'est-à-dire, une augmentation des expéditions, ne compenseraient pas, dira-t-on, les durs sacrifices qu'aurait à consentir une maison pour de telles installations : et ce raisonnement est en effet parfaitement juste. Mais ce qui dépasse les forces isolées d'une seule marque, ne devient-il pas possible du fait de l'union de plusieurs maisons ! Si un certain nombre de maisons de champagnes, de bourgognes, de saumurs, de bordeaux... etc., s'entendaient pour créer ainsi des succursales de vente où les consommateurs du pays pourraient directement s'approvisionner sans passer par un intermédiaire, la réforme ne deviendrait-elle pas réalisable ? Les frais répartis sur plusieurs marques seront relativement peu élevés et tous bénéficieront du même avantage, une succursale à l'étranger constituant toujours la meilleure des propagandes. Un effort dans ce sens apparaît comme désirable, car les intermédiaires étrangers sont une véritable plaie dont les exi-

gences entravent le développement des affaires.

De nombreux consuls, en Australie notamment, se sont plaints de cette situation à laquelle le temps est venu de porter remède. Certes les pertes qu'ont à subir à l'heure actuelle les commerçants en champagnes ne les incitent guère à avancer des capitaux ; le moment ne leur semblera pas propice pour tenter de telles réformes ; cependant elles auraient présentement pour eux les plus heureux effets.

### *Les possibilités de vente au détail*

A ce problème il convient de rattacher une question voisine qui fut assez âprement discutée en Champagne viticole, depuis le développement de la crise actuelle ; parmi les causes multiples qui tendent à détourner des vins de champagne la masse des consommateurs, il en est une que nous avons volontairement négligée, et qui ne peut manquer d'attirer l'attention de quiconque se préoccupe de la question : les grandes marques champenoises ne vendent pas au détail ; elles se bornent à recevoir les commandes de leurs agents qui font expédier caisses ou paniers aux restaurateurs et aux maisons de demi-gros. Nous avons déjà par ailleurs signalé un des inconvénients de cette méthode : l'augmentation notable du taux de la bouteille par l'effet de ces différents intermédiaires qui entendent récupérer le montant de leurs frais généraux et réaliser un profit ; mais en outre, le consommateur peu aisé, qui désirerait acheter une bouteille de temps à autre, se trouve pratiquement dans l'impossibilité de le faire, les épiciers ou maisons de détail qui seuls vendront dans ces conditions

lui feront acquitter un prix fortement surélevé. Dès lors ne semble-t-il pas facile de remédier à cette situation ? d'obtenir une diminution des cours ainsi pratiqués par l'établissement d'un régime de vente directe au détail des vins de champagne (le régime de la vente au détail « à pot » n'était-il pas le principal procédé employé autrefois) (1) ? une telle mesure dont l'efficacité paraît certaine, se heurte malheureusement à un obstacle insurmontable : admettons en effet, par hypothèse, qu'une maison se décide à suivre cette politique : le résultat ne se fera point attendre ; les restaurateurs et hôteliers, en présence de la concurrence dangereuse qui leur serait ainsi faite, se déroberaient et rayeraient du nombre de leurs fournisseurs le commerçant dont l'initiative menacerait ainsi leurs intérêts. Or la clientèle des restaurants est un élément trop capital pour l'existence des maisons champenoises, pour qu'une marque quelconque se risque dans une telle entreprise. A première vue il semble qu'il soit assez aisé de triompher de la résistance des restaurateurs ; il suffirait, objectera-t-on, que les commerçants champenois s'entendent pour agir en ce sens : si, à l'unanimité, les maisons de champagnes se mettaient d'accord pour vendre au détail aux consommateurs, les restaurateurs, pour satisfaire aux demandes de leurs clients, seraient bien contraints de s'y adresser. L'entente étroite du commerce des vins de champagne, apparaît ainsi comme le seul moyen de solutionner cette question ; mais un tel accord est-il possible ? hélas, il faut répondre par la négative : quoique des démarches pour atteindre ce but aient été maintes fois tentées, notamment par M. H. Merlin, sénateur

1. Voir Roche : Le commerce de vins de champagne sous l'ancien régime (thèse).

de la Marne, les différentes marques ne sont jamais parvenues à s'unir, et il est peu probable que cette entente se réalise jamais.

Devant l'échec que les suggestions de vente au détail ont subi, on a parfois envisagé la possibilité de limiter le taux de la bouteille dans les différentes maisons de vente : il suffit, a-t-on dit, d'appliquer ici la pratique en cours en matière de spécialités pharmaceutiques ; chaque étiquette porterait une mention ainsi conçue : cette bouteille ne peut être vendue plus de 20 ou 25 francs par exemple. Mais ici encore on rencontre une impossibilité de fait : les différences de frais généraux qu'ont à supporter les diverses maisons de vente, rendent ce régime absolument impraticable ; à plus forte raison, ces prescriptions seraient-elles inapplicables aux grands cafés, hôtels, restaurants.

Avant d'abandonner la question des remèdes à apporter à la crise, il nous faut signaler un moyen préconisé tout récemment dans les milieux champenois : l'élévation du prix des champagnes, dit-on, paralyse la consommation de ce produit ; or, vu les frais de fabrication, le prix des matières premières, etc., etc., il est impossible actuellement d'en réduire le taux ; d'autre part les négociants, ayant en caves d'importants stocks dont ils ne peuvent trouver le placement, s'abstiennent d'acheter à la production, et de nombreux hectolitres restent ainsi à la propriété. Pour décongestionner le marché, soutient-on alors, il suffit de mettre en vente ce vin de la Champagne, sans être champagnisé ; de ce fait, les vins vendus à un prix beaucoup plus abordables deviendront facilement accessibles à la consommation et trouveront aisément preneurs ; par la qualité et le prix, ces vins nature concurrenceront avec succès

les vins courants des autres régions. Dans ce but le Comité de la propagande des vins de champagne, d'accord avec l'Union des viticulteurs, a envisagé la création d'une société coopérative (1) chargée d'ouvrir des cabarets de dégustation : le premier de ces cabarets serait installé à Epernay ; leur objet essentiel serait de faire connaître en public les grandes qualités des vins nature de la Champagne ; par l'entremise d'une commission de dégustation, ces cabarets s'approvisionneraient chez les vigneron, et pourraient ainsi répondre aux commandes qui leur seraient adressées. Sans doute des mesures de ce genre peuvent permettre d'atténuer l'acuité de la crise actuelle ; mais il n'y faut voir là qu'un expédient, et non un remède : les vigneron ressentiront les effets bienfaisants d'une telle mesure, et à ce titre, cette initiative mérite tous les éloges, mais elle n'intéresse qu'indirectement le commerce des champagnes proprement dits ; pour l'étranger, et pour beaucoup de français également, le vin de Champagne sera toujours synonyme de vin mousseux, pétillant, en un mot champagnisé : le vin nature de la Champagne, si grandes que soient ses qualités, ne saurait jamais être un succédané du champagne. Mais si l'efficacité de ce moyen n'apparaît pas, quand il s'agit de la crise du commerce des champagnes, il n'en reste pas moins qu'il peut avoir une heureuse influence sur la crise dont souffrent les viticulteurs et vigneron.

1. Société à capital variable, comprenant au début, 100 parts de 100 francs. Conformément à la loi sur les coopératives, le dividende que rapporteront les parts ne peut pas excéder 6 o/o ; le surplus des bénéfices devant être employé à toute amélioration jugée utile.

*Les organismes de défense des intérêts champenois.* — Quelques-uns des remèdes indiqués pour solutionner la crise ont été déjà l'objet de rapports et de vœux auprès du gouvernement ; il est donc intéressant d'envisager ici quels sont les organes qui défendent auprès des autorités officielles la cause de nos champagnes et d'autre part les principales manifestations et réunions où la crise champenoise fut âprement dénoncée.

Parmi les groupements régionaux intéressés, il faut citer les deux principaux, qui n'ont cessé d'appeler l'attention du gouvernement et du Parlement sur le danger qui menaçait la Champagne : ce sont le Syndicat du Commerce des vins de Champagne (existant déjà avant la loi du 21 mars 1884 sous forme d'association), qui s'occupe principalement des questions de taxes, de transports, de régie, de marques de fabrique..., etc., et l'Association viticole champenoise fondée le 1<sup>er</sup> mars 1898 par plusieurs maisons de champagnes afin de lutter contre le phylloxéra, d'aider à la reconstitution du vignoble, et de faire les études et expériences nécessaires.

En même temps, le groupement général qui concentre en ses mains la défense de tous les intérêts viticoles, s'associait étroitement à l'activité de ces deux associations : le Comité international du commerce des vins, cidres, spiritueux et liqueurs (fondé par décision du Congrès international de Paris de 1900), dont le siège social est à Paris, a provoqué, sous l'impulsion éclairée de son président M. de Mun, de nombreuses conférences et réunions où fut évoquée la situation lamentable de la Champagne, et d'autre part est intervenu fréquemment auprès des pouvoirs publics pour toutes les questions générales susceptibles de l'intéresser.

C'est sous cette triple influence, à laquelle s'ajoute la collaboration des parlementaires de la région, que furent discutés, dans les diverses réunions que nous allons examiner, les remèdes qu'il convient d'apporter à la crise.

Le 25 mars 1921, sur l'initiative du Syndicat du Commerce des vins de champagne, les représentants des grands centres viticoles de France se réunirent au Sénat sous la haute présidence de M. Léon Bourgeois, en vue de formuler des vœux communs auxquels le gouvernement parut s'intéresser. A la suite des faits mis en lumière dans cette réunion s'ouvrit le 13 avril une Commission consultative interministérielle de la viticulture, qui tint session pendant quatre jours ; elle comprenait sous la présidence de M. Lefebvre du Prey, ministre de l'Agriculture, les parlementaires et les délégués du commerce et de la viticulture de toutes les régions viticoles, ainsi que des directeurs et attachés de tous les ministères compétents : Agriculture, Commerce, Finances, Affaires étrangères ; cette commission se subdivisa aussitôt en cinq sous-commissions chargées de mettre au net dans les trois jours, un exposé de la situation, de ses causes, de ses effets, et des solutions envisagées ; chacune d'elles se spécialisa ainsi : la première, charges fiscales ; la deuxième, transports ; la troisième, alcools ; la quatrième à laquelle M. Haudos, député de la Marne, président de la Commission des douanes à la Chambre, apportait sa conférence indiscutée : exportation et douanes ; la cinquième, fraudes. Effectivement, chaque sous-commission ayant terminé l'élaboration de son rapport le troisième jour, les différents rapports particuliers furent réunis au rapporteur général (M. le député Lauraine) ; le rapport général fut livré par celui-ci, à la Commis-

sion entière réunie en séance de clôture, et fut aussitôt communiqué au gouvernement : il s'élevait notamment contre la taxe de luxe et l'élévation des tarifs douaniers étrangers.

Les 23-24 septembre 1921 se tint d'autre part à Lausanne, sous l'instigation du Comité international des vins, la Conférence internationale contre les prohibitions dont nous avons parlé précédemment (1).

Cependant la Champagne viticole jugeait utile de faire une grande manifestation en vue d'éclairer le Parlement ainsi que l'opinion publique sur la ruine dont elle était menacée; à cet effet eut lieu le 21 octobre 1921 à Epernay, une réunion où prirent part les représentants du syndicat général des vignerons de la Champagne délimitée, du syndicat du commerce des vins de champagne, les présidents des syndicats viticoles, les représentants des industries annexes des vins de champagne et enfin les représentants du commerce local, des détaillants des régions de Reims et d'Epernay; au cours de cette réunion il fut décidé qu'un exposé de la situation serait présenté au Gouvernement par une délégation, en présence des parlementaires de la Marne et des conseillers généraux des cantons viticoles, après avoir été revêtu du plus grand nombre possible de signatures; à cet exposé seraient joints des vœux adoptés par l'Assemblée (portant notamment sur la réduction des taxes et la révision des traités de commerce). La pétition ainsi établie fut mise en circulation dans toute la Champagne viticole, et revêtue de 35.250 signatures elle fut remise le 28 décembre par M. Bourgeois à M. Briand, dans la salle de la com-

1. Voir p. 187.

mission des douanes au Sénat ; à cette réunion le Président du Conseil déclara qu'il comprenait la valeur de nos grands vins comme richesse nationale et denrée d'exportation, et qu'il en serait toujours l'ardent défenseur. C'est cette politique qu'a entendu réaliser le Gouvernement en décidant l'organisation d'une *Semaine nationale du vin* ; l'idée de cette tentative en faveur des vins français prit naissance à la suite d'un rapport de M. J. H. Ricard (devant l'Association nationale du commerce extérieur), montrant que la viticulture peut inscrire des sommes très élevées au bilan de notre commerce d'exportation ; toutes les questions relatives aux vins (prohibition, monopoles, transports, crédit bancaire, appellations d'origine, concours des hôteliers et restaurateurs dans la diffusion des vins de France..., etc..., etc...) furent successivement étudiées pendant ces six journées (13-18 mars 1922). Au point de vue de la Champagne il faut retenir surtout ceci, de cette manifestation : *a*) les doléances et vœux de la Champagne viticole ont paru à tous parfaitement fondées et légitimes ; c'est désormais sur l'appui de la France viticole toute entière que la Champagne peut compter pour arriver aux buts qu'elle se propose, les vœux des 35.000 pétitionnaires ayant été approuvés par les représentants de tous les vignobles et de tout le commerce des vins de France ; *b*) en outre le gouvernement a pris l'engagement formel de protéger énergiquement la cause des champagnes, M. Poincaré ayant donné l'assurance qu'il saurait défendre « ce patrimoine magnifique qu'est le vin de France ».

En attendant que de telles manifestations produisent dans l'avenir les fruits qu'on est en droit d'espérer d'elles, le Comité international des vins ne restait pas inactif : dans le but de donner plus de

poids aux revendications des régions viticoles, M. de Mun préconisait la constitution d'une sorte de fédération de tous les vins d'exportation : c'est ainsi que des comités se sont formés en Champagne, en Bourgogne, à Bordeaux, à Saumur,... etc., qui en février 1922 comprenaient déjà 199 maisons. Cette fédération tint le 15 février 1922 son assemblée générale constitutive sous la dénomination de « Commission d'exportation des vins de France » ; à son inauguration, où étaient conviés les ministres du commerce et de l'agriculture, M. Léon Bourgeois, les parlementaires des régions viticoles productrices des grands vins d'exportation, des représentants de la viticulture, des diplomates étrangers, etc., M. de Mun exposa les difficultés de toutes sortes auxquelles se heurte le commerce des vins, et reçut à nouveau de MM. Chéron et Dior, l'assurance que le gouvernement entendait protéger les intérêts des viticulteurs et commerçants en vins français. Cette commission d'exportation, qui centralise tous les documents relatifs aux traités commerciaux et aux monopoles, est donc appelée à rendre les services les plus éminents au commerce des vins de Champagne.

La dernière grande manifestation en faveur des vins eut lieu les 26-27-28 mai 1922 : ce fut la Conférence vinicole internationale de Bordeaux que présida M. Chaumet, ancien ministre, président du Comité interparlementaire : les questions de propagande en faveur des vins, des lois réprimant les appellations d'origine, des droits de douane, furent notamment à l'ordre du jour ; à cette conférence il convient de noter que l'Italie a déclaré, par la voie de son représentant le professeur Arturo Marsecalchi, qu'elle était décidée à adhérer à la Convention de Madrid, ce qui contribuera à aplanir les difficultés

entre la France et ce pays sur les questions de « champagnes » et « spumante ».

Citons enfin, en vue de développer la consommation de tous les vins français, tant en France qu'à l'étranger, la constitution d'un comité en vue de l'organisation d'un grand Salon des Vins de France (1); ce salon, d'après le projet primitif, devait se tenir à Paris, au Champ-de-Mars en automne 1922 (concurrentement au Salon de l'Automobile qui provoque toujours l'afflux d'une multitude de visiteurs); la date en a été reportée au printemps de 1923, et son ouverture devra coïncider avec celle de la foire de Paris. Une propagande très active doit être faite à l'étranger en vue d'attirer en grand nombre les consommateurs étrangers.

De cette étude, la conclusion suivante se dégage : l'importance du danger qui menace la France viticole et tout particulièrement la Champagne étant enfin apparue aux yeux des intéressés et du gouvernement, on s'est rendu compte des périls où nous plongeait notre passivité et on entend désormais réagir et s'organiser fortement pour la lutte; seule l'union de tous les producteurs nationaux et même internationaux peut tendre à la résolution de la crise : d'où ces différents comités où se sont étroitement resserrés les liens entre ceux qui vivent du commerce des vins et de la viticulture.

A l'heure actuelle, le gouvernement, le Parlement, l'opinion publique, sont convaincus de la réalité du péril et de la nécessité d'arracher à la ruine cet élément du patrimoine national; il est donc permis d'espérer que la crise a connu ses heures d'intensité les

1. Ce moyen de propagande tend à se rapprocher de la conception des anciennes foires de Champagne (foires de Reims, 4 à partir du XVI, de Châlons (5). Voir la thèse Roche.

plus douloureuses : les efforts tentés pour l'atténuer n'ont pas été sans produire d'heureux résultats : échec de la tendance prohibitionniste en Suède, en Angleterre ; diminution des droits de douane en vertu des accords franco-espagnol, franco-portugais, etc. Certes la tâche à accomplir présente encore d'innombrables difficultés ; le commerce des champagnes doit redoubler d'activité s'il veut arriver à les vaincre ; la crise prolongera peut être encore ses néfastes effets pendant plusieurs années ; souhaitons que les mesures utiles à son heureux dénouement soient prises dans le plus bref délai, et que la Champagne doublement meurtrie par la guerre et par le fléau actuel connaisse à nouveau, dans un avenir rapproché, sa prospérité d'antan.

Vu : le Président de la thèse  
GERMAIN MARTIN

Vu : le Doyen,  
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :  
Le Recteur de l'Académie de Paris.  
P. APPELL



## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES GÉNÉRAUX

*Truchy*. — Précis d'Economie politique.

*Alix*. — Traité élémentaire de Science des Finances.

### OUVRAGES SPÉCIAUX

*Vallé (Paul)*. — De la fausse indication du lieu de provenance en matières de produits vinicoles. Thèse, 1909.

*Moreau (E)*. — Le Vin de champagne. Thèse agricole, 1912.

*Roche (Emile)*. — Le Commerce des vins de champagne sous l'ancien régime. Thèse, 1908.

### PÉRIODIQUES

Le Vigneron champenois.

La Champagne viticole.

L'Informateur, organe officiel du Comité international des vins.

Revue des vins et liqueurs.

Bulletin officiel de la Chambre de commerce espagnole à Paris.

Le Commerce franco-norvégien, bulletin de la Chambre de commerce française à Christiania.

### RAPPORTS

Rapports de M. de Mun, président du Comité international.

du Baron d'Anthouard : la vente du vin aux Etats-Unis.

— de M. Ernest Guy : la prohibition aux Etats-Unis.

— de M. Dastous : la vente du vin au Canada.

— de M. Mayet : le mouvement prohibitionniste.

— de M. van Tobel : le mouvement prohibitionniste.

— de M. Ring (Congrès de Lausanne) : le régime suédois.

— de M. de Faramond : le régime suédois.

— de M. Sven Rogind : l'Evolution de la politique norvégienne concernant l'alcool.

OUVRAGES DIVERS

Tableau général du commerce et de la navigation.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Statistiques de la régie.

Renseignements consulaires communiqués à l'Office national du commerce extérieur.

Archives du Syndicat du commerce des vins de champagne.

Archives de la Maison Moët et Chandon.

La crise économique en Champagne viticole (pétition adressée au gouvernement).

## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                                                                                                                                                         | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>Ce qu'il faut entendre par vins de champagne</i> : définition de la Champagne viticole ; les décrets de délimitation. Le droit à l'appellation champagne : protection nationale et internationale . . . . . | 7     |
| CHAPITRE PREMIER. — <i>Le commerce des vins de champagne à la veille de la guerre</i> , sa prospérité . . . . .                                                                                                                         | 19    |
| A. Consommation intérieure : expédition des champagnes en France ; coût de production, droits et impôts . . . . .                                                                                                                       | 21    |
| B. Consommation extérieure : expédition des champagnes à l'étranger ; principaux pays importateurs . . . . .                                                                                                                            | 23    |
| CHAPITRE II. — <i>La guerre et le commerce des vins de champagne</i> : la baisse des expéditions pendant la guerre ; ses principales causes . . . . .                                                                                   | 31    |
| a) Dommages causés par la guerre aux maisons de commerce, au vignoble . . . . .                                                                                                                                                         | 32    |
| b) La hausse des prix, ses principaux facteurs, . . . . .                                                                                                                                                                               | 33    |
| c) Restriction des débouchés : fermeture des marchés ennemis et de la Russie ; mesures restrictives prises par les autres pays . . . . .                                                                                                | 42    |
| L'effort de reconstitution au lendemain de la guerre . . . . .                                                                                                                                                                          | 43    |
| a) Dans les vignes . . . . .                                                                                                                                                                                                            | 46    |
| b) Chez les commerçants . . . . .                                                                                                                                                                                                       | 48    |
| CHAPITRE III. — <i>La crise dans le commerce des vins de champagne à partir de décembre 1920</i> . . . . .                                                                                                                              | 50    |
| Section I. — <i>Les effets de la crise sur</i> . . . . .                                                                                                                                                                                | 50    |
| 1 <sup>o</sup> Le commerce des champagnes proprement dit, et son personnel . . . . .                                                                                                                                                    | 53    |
| 2 <sup>o</sup> Les industries annexes et leur personnel . . . . .                                                                                                                                                                       | 54    |
| 3 <sup>o</sup> Les vignerons . . . . .                                                                                                                                                                                                  | 59    |
| 4 <sup>o</sup> Les commerçants et détaillants régionaux . . . . .                                                                                                                                                                       | 61    |
| Section II. — <i>Les Causes de la crise</i> . . . . .                                                                                                                                                                                   | 63    |
| A. Cause générale : la crise économique mondiale . . . . .                                                                                                                                                                              | 63    |
| B. Cause spéciale à la consommation intérieure : les taxes sur le champagne . . . . .                                                                                                                                                   | 66    |
| C. Causes spéciales à la consommation extérieure . . . . .                                                                                                                                                                              | 74    |

|                                                                                                            |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1. <i>La tendance prohibitionniste</i> .....                                                               | 80  |
| a) <i>Les Etats-Unis</i> .....                                                                             | 88  |
| α) <i>Loi de prohibition et ses origines</i> .....                                                         | 89  |
| β) <i>La loi correspond-elle aux vœux de l'ensemble de la population ? critiques des adversaires</i> ..... | 94  |
| γ) <i>Le régime sec est-il effectif ?</i> .....                                                            | 99  |
| δ) <i>Les conséquences du régime sec</i> .....                                                             | 101 |
| ε) <i>L'avenir de la prohibition aux Etats-Unis</i> .....                                                  | 108 |
| b) <i>Le Canada : le régime sec au Canada</i> .....                                                        | 110 |
| <i>Les exceptions au régime sec : Québec</i> .....                                                         | 111 |
| <i>Les exceptions au régime sec : Colombie Britannique</i> .....                                           | 117 |
| <i>Avenir de la prohibition au Canada</i> .....                                                            | 118 |
| 2. <i>Les mesures de restriction : monopoles et interdictions</i> ..                                       | 119 |
| A. <i>Les monopoles et projets de monopoles</i> .....                                                      | 119 |
| 1. <i>La Suède</i> .....                                                                                   | 120 |
| 2. <i>La Norvège</i> .....                                                                                 | 129 |
| B. <i>Les interdictions et contingentements</i> .....                                                      | 134 |
| 1. <i>L'Allemagne</i> .....                                                                                | 135 |
| 2. <i>L'Autriche</i> .....                                                                                 | 138 |
| 3. <i>Les Pays Balkaniques</i> .....                                                                       | 140 |
| 4. <i>La Russie</i> .....                                                                                  | 141 |
| 3. <i>L'élévation des droits de douane et des taxes intérieures</i> ..                                     | 141 |
| 1. <i>L'Angleterre</i> .....                                                                               | 141 |
| 2. <i>L'Espagne</i> .....                                                                                  | 149 |
| 3. <i>Le Portugal</i> .....                                                                                | 157 |
| 4. <i>L'Italie</i> .....                                                                                   | 161 |
| 5. <i>La Belgique</i> .....                                                                                | 163 |
| 6. <i>La République Argentine</i> .....                                                                    | 165 |
| Tableau des droits de douane sur les champagnes dans les principaux pays .....                             | 167 |
| Section III. — <i>Les mesures susceptibles d'atténuer la crise</i> ..                                      | 171 |
| 1. <i>La réduction des taxes</i> .....                                                                     | 174 |
| 2. <i>L'organisation de la lutte contre les prohibitions et monopoles : la propagande</i> .....            | 180 |
| 3. <i>Le maintien de la supériorité de nos champagnes et la répression de la contrefaçon</i> .....         | 192 |
| 4. <i>La négociation de conventions commerciales favorables à nos vins</i> .....                           | 195 |
| 5. <i>La recherche de nouveaux débouchés</i> .....                                                         | 198 |
| a) <i>Colonies françaises</i> .....                                                                        | 199 |
| b) <i>Extrême-Orient</i> .....                                                                             | 200 |
| Les possibilités de vente au détail .....                                                                  | 205 |
| Les organes de défense des intérêts champenois .....                                                       | 209 |



